

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-103

DU 23 MARS 2022

100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - 1ER RAPPORT POUR 2022 ; PROJETS PARTENARIAUX D'AMÉNAGEMENT ; SEM CITALLIOS : AUTORISATION D'UNE PRISE DE PARTICIPATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de commerce notamment l'article L227-1 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1524-5, L.1521- 1, L. 2121-33, L. 21-22-25, L. 3221-7 et L. 4231-5 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 38-91 du 9 Juillet 1991 portant participation du conseil régional au capital de la SEM 92 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 portant approbation du règlement d'intervention de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 139-16 du 16 juin 2016 relative à la fusion des sociétés d'économie mixte « SEM 92 », « YVELINES AMÉNAGEMENT » et « SEMERCLI » pour créer la société d'économie mixte « CITALLIOS » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2019-46 du 19 septembre 2019 portant sur le processus d'augmentation du capital de la société d'économie mixte CITALLIOS et modifiant la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2019- 056 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-02 du 31 janvier 2020 portant approbation du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 3ème rapport pour 2020 et aide à l'ingénierie territoriale : 4ème rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-063 du 21 janvier 2021 portant approbation de la modification du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 relative à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-233 du 22 juillet 2021 relative aux 100 Quartiers innovants et écologiques et Fonds d'urgence inondations : 2ème rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-417 du 19 novembre 2021 désignant les lauréats de la quatrième session de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° 2021-445 du 19 novembre 2021 relative aux 100 Quartiers innovants et écologiques : 4ème rapport pour 2021 - dispositif pour l'aménagement durable des collectivités issu de la cop Île-de-France : 2ème affectation pour 2021 ;

VU l'article 2 des statuts de CITALLIOS qui autorise la SEM à avoir des participations dans des sociétés dont l'activité sera utile à la réalisation de son objet ;

VU la délibération du conseil d'administration de CITALLIOS du 14 décembre 2021 et ses annexes ;

VU les statuts de la société YVELINES DEVELOPPEMENT et notamment l'article 2 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-103 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de l'**aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des 6 opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n° 1

à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **8 280 219,40 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion de conventions conformes aux modèles-type adoptés par la délibération n° CP 2021-198 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, une autorisation de programme de **8 280 219,40 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-001 (152001) « Territoires stratégiques », action 15200107 « Cent quartiers innovants et écologiques », du budget 2022.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Approuve le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement « Grand Paris Sud à l'horizon 2030 - Cœurs urbains Rive Gauche » figurant en annexe n°2 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

Approuve le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement de Villeneuve la Garenne figurant en annexe n°3 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Autorise la SEM CITALLIOS à entrer au capital de la SEM Yvelines développement, qui a pour principal objet le portage foncier d'appui au développement économique, à hauteur de 1 % du capital social, soit un montant de 250 000 € correspondant à 25 000 actions pour une valeur nominale de 10 €.

Autorise sa représentante au sein du Conseil d'Administration de la SEM CITALLIOS à approuver les décisions nécessaires à cette prise de participation et plus généralement à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 6 :

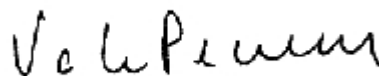
Affecte, au titre du renouvellement de l'adhésion à l'association **Club des Acteurs du Grand Paris**, l'autorisation d'engagement d'un montant de **840,00 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-001 (150001) « Etudes générales », action 15000101 « Etudes, prospective et valorisation », du budget 2022.

Article 7 :

Approuve la fiche-projet modifiée n° EX061118 figurant en annexe n° 4 à la délibération.

Cette fiche-projet se substitue à la fiche-projet n° EX061118 adoptée par délibération n° CP 2021-417 du 19 novembre 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022
(référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142634-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

**Annexe n°1 à la délibération - fiches-projet 100
Quartiers Innovants et Ecologiques**

**DOSSIER N° EX061834 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER
CASTERMANT - REQUALIFICATION DE L'AVENUE DU GENDARME CASTERMANT ET DE LA RUE
GABRIEL DE MORTILLET - CHELLES (77)**

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 500 000,00 € HT	30,00 %	1 050 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 050 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD
77500 CHELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2022 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Chelles (55 148 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Requalification de l'avenue du Gendarme Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet". Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Castermant », porté par la commune de Chelles, lauréat de la dixième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la délibération n°CP 2021-233 du 21 juillet 2021.

Le projet de réaménagement de ces deux voies publiques, s'intègre dans l'opération "Inventons la métropole du Grand Paris 2" dénommée « Les Halles de Castermant », porté par le groupement Vinci/Atland, pour la requalification du quartier Castermant. Le plan de composition proposé repose sur la conception d'un quartier apaisé, peu sujet à la circulation. L'avenue du Gendarme Castermant délimite le quartier au nord, et la rue Gabriel de Mortillet l'encadre au sud avant de rejoindre l'avenue.

L'opération de requalification de l'avenue du Gendarme Castermant poursuit les objectifs suivants :

- la requalification complète de l'avenue, avec réduction de la largeur de la chaussée afin de réduire le caractère routier de cette avenue,

- le dévoiement de réseaux et l'enfouissement des réseaux aériens,
- la plantation d'arbres d'alignement de haute tige et l'aménagement d'un jardin de pluie végétalisé pour le traitement des eaux de ruissellement,
- la création d'un parvis au droit de l'école Lise London,
- l'insertion d'une piste cyclable bidirectionnelle en remplacement des bandes cyclables existantes,
- le réaménagement du carrefour Castermant/Mortillet en giratoire, avec suppression des feux tricolores et la création de plateaux surélevés aux intersections avec les voies secondaires,
- la création d'une sortie à l'extrémité est de la voie et l'amélioration de la desserte bus,
- l'optimisation de l'offre de stationnement et la rénovation de l'éclairage public, avec équipement des candélabres de modules d'abaissement de l'intensité lumineuse,
- le changement du mobilier urbain (potelets, barrières, corbeilles, signalisation de l'itinéraire cyclable...).

La requalification de la rue Gabriel de Mortillet a, pour sa part, pour objectifs :

- l'aménagement complet de la rive nord de la voie avec l'intégration d'un jardin de pluie végétalisé,
- l'enfouissement des lignes aériennes existantes et le changement des enrobés du trottoir de la rive sud et du matériel d'éclairage public et du mobilier urbain,
- le traitement des futurs carrefours créés dans le cadre de l'opération en plateaux surélevés et le réaménagement de l'intersection avec l'avenue François Mitterrand.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Chelles a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30 % maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les 2 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 645 000 €.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	154 500,00	4,41%
TRAVAUX	3 345 500,00	95,59%
Total	3 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 050 000,00	30,00%
PARTICIPATION DU GROUPEMENT LAUREAT (PUP)	1 400 000,00	40,00%
COMMUNE	1 050 000,00	30,00%
Total	3 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062356 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT QUALITATIF ET PAYSAGER D'ESPACES PUBLICS SECTEUR REPUBLIQUE - QUARTIER COEUR D'EUROPE - REPUBLIQUE - CHATOU (78)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	6 000 000,00 € HT	30,00 %	1 800 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la réalisation des travaux préparatoires d'enfouissement, réalisés par le Sigeif (service public du gaz, de l'électricité et des énergies locales en Île-de-France), dès le mois de janvier 2022.

Description :

La commune de Chatou (30 850 habitants - INSEE 2018), propose l'opération "Aménagement qualitatif et paysager d'espaces publics - Secteur République ».

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Coeur d'Europe – République », porté par la commune de Chatou, lauréat de la dixième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP n° 2021-233 du 22 juillet 2021.

L'opération a pour ambition d'aménager l'espace public pour faciliter les mobilités douces, sécuriser les aménagements pour les piétons et les cyclistes, et créer une nouvelle vie de quartier.

Les travaux consisteront en la réalisation d'une chaussée de 6 mètres de large permettant le croisement

des bus et des poids lourds, une suppression partielle des stationnements afin de créer une piste cyclable bidirectionnelle et des circulations piétonnes adaptées d'une largeur minimale de 1,4 mètres sur les rues suivantes :

- Boulevard de la République sur près d'un kilomètre,
- Square Debussy sur près de 200 mètres,
- Rue du Général Leclerc sur près de 250 mètres,
- Rue du Painlevé sur près de 130 mètres.

Ces requalifications de voiries intégreront également la Smart City par la pose de sondes tensiométriques et l'installation de feux tricolores intelligents permettant de régler la vitesse automobile inférieure ou égale à 30 km/h, la désimperméabilisation des stationnements longitudinaux, l'enfouissement des réseaux, le remplacement de l'éclairage public vétuste par des LEDS.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Chatou a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les 3 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000€ HT.

Localisation géographique :

- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	6 000 000,00	100,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 800 000,00	30,00%
COMMUNE	4 200 000,00	70,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062375 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS SECTEUR RENOIR/MAUPASSANT - QUARTIER COEUR D'EUROPE - REPUBLIQUE - CHATOU (78)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	5 270 000,00 € HT	29,60 %	1 560 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 560 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'Autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité d'ouvrir dès l'été 2022 les terrasses des commerces situés sur le secteur Renoir.

Description :

La commune de Chatou (30 850 habitants - INSEE 2018), propose l'opération "Aménagement des espaces publics - Secteur Renoir/Maupassant".

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Coeur d'Europe – République », porté par la commune de Chatou, lauréat de la dixième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP n° 2021-233 du 22 juillet 2021.

La requalification des espaces publics du secteur Renoir/Maupassant permettra de créer une placette sur l'avenue Maupassant, qui servira à la fois de marché ainsi que de lieu de vie et de rencontres. Les travaux permettront également de redynamiser tous les commerces de la rue Auguste Renoir.

Les travaux concerneront les voiries suivantes :

- Rue Auguste Renoir (ouest et est),
- Rue Guy de Maupassant Sud,
- Carrefour Route de Maisons - Derain (réaménagement de l'espace commercial),
- Rue des Vignobles.

L'ensemble de ces rues sera réaménagé sur le modèle de l'avenue Monet (déjà réalisée et exclue de l'assiette subventionnable). Elles seront élargies à 6 mètres pour faciliter les croisements des lignes de bus. Les trottoirs seront réaménagés, les places de stationnements seront désimperméabilisées, un nouvel éclairage public sera installé et des espaces végétalisés seront créés. Ces rues intégreront une piste cyclable bi-directionnelle (de plus de 2,5 km sur la totalité du projet), ce qui permettra aux habitants des quartiers situés à proximité de venir fréquenter les commerces à vélo. Des garages à vélos sécurisés seront également installés.

Enfin, des éléments de Smart City seront installés sur ces espaces comme des bancs connectés, des éclairages intelligents, des dalles piétonnes générant de l'électricité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Chatou a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les 3 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000€ HT.

Localisation géographique :

- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 270 000,00	100,00%
Total	5 270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 560 000,00	29,60%
COMMUNE	3 710 000,00	70,40%
Total	5 270 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062462 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE LES VIOLETTES - COEUR CAMPAGNE - MAREIL MARLY (78)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204142-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	6 500 000,00 € HT	30,00 %	1 950 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 950 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAREIL MARLY MAIRIE

Adresse administrative : 2 RUE TELLIER-FRERES
78750 MAREIL MARLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique LAFON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 septembre 2017 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Mareil-Marly (3 604 habitants - INSEE 2018), propose l'opération "Extension du groupe scolaire les Violettes".

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Coeur campagne », porté par Mareil-Marly, lauréate de la dixième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2021-233 du 21 juillet 2021.

L'opération consiste à agrandir le groupe scolaire les Violettes (5 classes élémentaires et 3 maternelles supplémentaires) afin d'accueillir les enfants du quartier Coeur Campagne. Ce projet d'"école dans les arbres" répond aux exigences du niveau E3-C1 (référentiel RE 2020).

L'extension se fera en fond de parcelle de façon à maximiser les espaces ensoleillés. Les baies vitrées des salles de classe offriront une vue vers les cours extérieures végétalisées, un bon apport lumineux ainsi qu'un système de ventilation naturelle. Le confort d'été sera assuré par l'installation de brise-soleils orientables et de lames verticales.

Les façades et la structure (systèmes MOB et poteaux poutres) seront en bois, issu de la production de forêt française durable, et l'isolation en laine naturelle. L'acoustique sera assurée par des panneaux en fibre de bois. Ces dispositions, et le choix d'une chaufferie avec cogénération permettront de diminuer la consommation annuelle de chauffage. L'ensemble des luminaires est prévu en LED basse consommation. Les eaux pluviales seront stockées pour arroser les espaces végétalisés.

Les travaux consisteront en la démolition-curage-désamiantage-déplombage, les fondations-gros œuvre-installation de chantier, la structure bois, l'étanchéité-couverture, le traitement des façades, les menuiseries extérieures et intérieurs - occultations, les cloisons-doublages-faux-plafonds, la serrurerie-métallerie, le revêtement de sols, la peinture-signalétique, la plomberie et les sanitaires, CFO-CFA, CVC-désenfumage, l'ascenseur, la VRD-clôture-espaces verts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Mareil-Marly a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les 5 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 990 000€ HT.

Le montant de l'opération s'élève à 7 185 306 € HT, plafonné à 6 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- MAREIL-MARLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	1 107 622,00	15,42%
TRAVAUX	6 077 684,00	84,58%
Total	7 185 306,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 950 000,00	27,14%
DEPARTEMENT 78	1 000 000,00	13,92%
CAF	420 000,00	5,85%
COMMUNE	3 815 306,00	53,10%
Total	7 185 306,00	100,00%

DOSSIER N° EX062382 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - REALISATION ESPACES PUBLICS TRANCHE 2 - ZAC EOLES ECOQUARTIER ROUGET-DE-LISLE - POISSY (78)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 905-52-20422-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 587 320,00 € HT	14,00 %	362 224,90 €
	Montant total de la subvention		362 224,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92024 NANTERRE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Vincent FRANCHI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2022 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Poissy (38 606 habitants - INSEE 2018), propose l'opération " Réalisation des espaces publics tranche 2 ZAC Rouget de Lisle ".

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier " ZAC Eoles Ecoquartier Rouget de Lisle ", porté par la commune de Poissy, lauréat de la onzième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP n° 2021-445 du 19 novembre 2021.

La tranche 2 de l'écoquartier Rouget de Lisle comprend les aménagements suivants :

- d'une première section du parc central et d'une aire de jeux inclusive, de sorte qu'aucun enfant ne soit exclu en raison de sa situation de handicap (de toute nature qu'elle soit),
- d'un segment de l'allée Rouget-de-Lisle,
- d'un segment de la promenade Edmond Michelet,
- de la venelle piétonne Roland Le Bail entre l'allée Rouget-de-Lisle et la promenade,
- du réaménagement de la première partie de la rue Bongard en voie partagée.

L'aménagement de l'ensemble des espaces publics de la phase 2 est soucieux de l'environnement et

porteur d'innovations et d'inclusion.

Pour cela, un plan de gestion des terres polluées spécifique à la phase 2 a été élaboré pour favoriser le réemploi des terres sur la ZAC.

La gestion des eaux de pluie par 100% infiltration sur l'ensemble du périmètre de ZAC et en particulier dans l'emprise de la phase 2 qui verra un premier bassin à ciel ouvert aménagé.

Des mesures générales d'augmentation de la biodiversité sont prévues au sein du parc, par le développement d'habitats favorables aux espèces floristiques et faunistiques locales devant permettre leur réinstallation future : nichoirs d'oiseaux et hôtel à hirondelles notamment.

La phase 2 verra le système de la collecte pneumatique des déchets (hors de l'assiette subventionnable de l'action n°2) mis en service à l'issue de l'aménagement du terminal de collecte qui se trouvera en rez-de-chaussée du bâtiment G1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Poissy a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les 3 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000€ HT.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 587 320,00	100,00%
Total	2 587 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	362 224,90	14,00%
VILLE DE POISSY	380 641,84	14,71%
DEPARTEMENT 78 - PRIOR (Attribué)	1 141 925,51	44,14%
AGENCE DE L'EAU (Sollicité)	75 000,00	2,90%
DRIEA - AAP « Recyclage des friches » (Attribué)	420 000,00	16,23%
PARTICIPATION ZAC	207 527,75	8,02%
Total	2 587 320,00	100,00%

DOSSIER N° EX062842 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE DANS LE SOUS-SECTEUR "COEUR DE VILLE" - QUARTIER CENTRE VILLE - L'HAY-LES-ROSES (94)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 905-52-20422-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	5 193 315,00 € HT	30,00 %	1 557 994,50 €
	Montant total de la subvention		1 557 994,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM 92 CITALLIOS
Adresse administrative : 65 RUE DES TROIS FONTANOT
92024 NANTERRE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Vincent FRANCHI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mars 2022 - 31 juillet 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé pour les travaux est motivée par la nécessité de réaliser l'aménagement des espaces publics qui a déjà pris du retard en bonne articulation avec les programmes immobiliers prévus, compte-tenu des engagements avec les promoteurs et afin de respecter les délais contractuels pris dans le cadre de la commercialisation des programmes immobiliers.

Description : Ce projet de construction d'une place publique dans le sous-secteur "Coeur de ville" de l'Haÿ-les-Roses (32 071 habitants -INSEE 2019), porté par Citallios en tant que concessionnaire, est inscrit dans le programme d'actions du quartier "Centre-ville" à l'Haÿ-les-Roses, porté par l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre. Ce quartier a été désigné lauréat de la neuvième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" par délibération n°CP 2020-452 du 18 novembre 2020.

Le projet de dynamisation du coeur de ville comprend la construction de nouveaux logements et commerces, qui s'accompagnera d'une recomposition des espaces publics visant à renforcer son attractivité. Le dévoiement de la rue Watel, la démolition d'un parking public aérien et d'un bâtiment à usage de poste libéreront une emprise permettant de réaliser une vaste place publique piétonne et de réaménager ses abords pour mettre en valeur les rez-de-chaussée actifs existants et en projet, l'église Saint-Léonard, l'entrée du parc départemental de la Roseraie et accueillir des rassemblements festifs, culturels et commerciaux.

La place sera revêtue d'un pavage en granit. Sa morphologie est étudiée pour lui conférer une horizontalité, pour un meilleur confort d'usage malgré une forte pente, mais également pour permettre l'infiltration de la totalité des eaux courantes, grâce à des zones de rétention permettant l'infiltration et l'évaporation des eaux et à l'aménagement de fosses de plantations en terrasses et de fosses d'arbres.

Du côté sud de l'église, le raccordement entre le cœur de place et la rue Jean Jaurès sera assuré par la création d'un jardin en terrasses mettant en scène la situation de surplomb de la place. Au-devant du bâtiment Tournelles, des arbres seront plantés selon une disposition aléatoire pour assurer de l'ombrage pour les terrasses. Des bandes plantées seront créées dans la rue des Tournelles, ponctuées de plantes grimpantes et de petites cépées le long des bâtiments.

Le réaménagement de la voirie a pour objectif de créer un plateau « zone 30 » intégrant la rue Watel et la rue des Tournelles depuis l'extrémité sud-est de l'îlot Roseraie jusqu'à la rue Jean-Jaurès. La voirie et le trottoir seront traités de façon différenciée avec un revêtement en pavés granit sur voirie et un dallage en pierre de Luzerne sur les trottoirs. Le redimensionnement de la rue Watel permettra de la doter d'un double alignement d'arbres tiges et de noues plantées au niveau du sol qui contribueront à une gestion plus vertueuse des eaux pluviales et au développement d'une végétalisation favorable à la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux est estimé à 5 193 315 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

épenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE TERRASSEMENTS - RESEAUX - SOLS - MOBILIERS	3 816 994,00	73,50%
TRAVAUX D'ECLAIRAGE - RESEAUX ELECTRIQUES	279 550,00	5,38%
TRAVAUX D'ESPACES VERTS - ARROSAGE SECONDAIRE	265 223,00	5,11%
TRAVAUX SOUS MAITRISE D'OUVRAGE CONCESSIONNAIRES / DEVOIEMENTS DE RESEAUX	831 548,00	16,01%
Total	5 193 315,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 557 994,50	30,00%
CITALLIOS	3 635 320,50	70,00%
Total	5 193 315,00	100,00%

**Annexe n° 2 à la délibération - Projet Partenarial
d'Aménagement "Grand Paris Sud à l'horizon 2030 -
Cœurs urbains Rive Gauche"**



Grand Paris Sud à l'horizon 2030 Cœurs urbains Rive Gauche Projet partenarial d'aménagement

Conforter l'attractivité métropolitaine

SOMMAIRE

Table des matières

Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, Porte Sud du Grand Paris	3
A. L'objet et les parties au contrat	6
A.1. Objectifs poursuivis par le contrat	6
A.2. Dénomination et localisation du projet	7
A.3. Signataires et partenaires du contrat	8
B. Le projet	9
B.1. Insertion du projet dans son contexte : les documents cadres	9
B.2. Périmètre du projet	13
B.3. Ambition générale et principaux objectifs : Conforter l'attractivité existante et à venir des Cœurs Urbains de Grand Paris Sud	14
B.3.1. Mobilités et transports à Grand Paris Sud, élément indispensable à l'attractivité des Cœurs Urbains	14
B.3.2. Conforter l'attractivité métropolitaine du centre urbain d'Evry-Courcouronnes	15
B.3.3. Conforter l'attractivité du Cœur de ville de Corbeil-Essonnes	18
B.3.4. Grand Paris Sud : un territoire dédié aux nouvelles ambitions nationales et européennes en matière de santé publique : Développer et transformer le Génopole	20
Le 1 ^{er} Bio-cluster français porté par le Génopole : Grand Paris Sud est le berceau historique du séquençage des génomes	20
B.3.5. Un rayonnement national pour le projet territorial Grand Paris Sport	24
B.4. Modalités opérationnelles et financières : une feuille de route ambitieuse.	27
B.4.1. Actions transversales à l'échelle du périmètre global du PPA	27
B.4.2. Projet Attractivité Centre Urbain Evry-Courcouronnes	31
B.4.3. Site de projet Cœur de ville de Corbeil-Essonnes	36
B.4.4. Site de projet Campus Génopole	38
B.4.5. Site Campus Grand Paris Sport : Hippodrome, Lu, Bobin	42
Sur le projet de pôle de destination Sport, Santé, bien-être d'envergure métropolitaine situé sur le site de l'ancien Hippodrome, des anciennes usines Lu, du stade Bobin, et du Bois de l'Epine.	42
B.4.6. Synthèse des calendriers et des financements	46
C. La mise en œuvre du contrat	47
C.1. Les engagements des parties	47
C.2. Communication autour du projet	48
C.3. Durée et actualisation du contrat	49
D. Signatures	50

Préambule

Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, Porte Sud du Grand Paris

Une agglomération dynamique au sud de la métropole

L'agglomération de Grand Paris Sud - Seine-Essonne-Sénart, 23 communes et plus de 350 000 habitants, située à l'interface de Paris et du Sud-Est francilien, joue un rôle essentiel dans le développement de l'économie, de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement supérieur de l'Ile-de-France.

Territoire dynamique avec un taux de croissance annuel de population sur les cinq dernières années de près de 1,5%, soit 3 fois supérieur à celui de l'Ile-de-France, Grand Paris Sud accueille 140 000 emplois, 22 000 entreprises, 14 établissements d'enseignement supérieur et 20 000 étudiants.

Conjuguant facilités d'accès, concentration d'activités, et aménités paysagères

De par son positionnement à 30 km de Paris, sa proximité immédiate à la gare TGV de Massy, des pôles d'Orly et de Rungis comme de celui de Paris-Saclay, Grand Paris Sud, acteur de poids de la région Ile-de-France et du Grand Paris, est un pôle majeur du développement métropolitain. Il constitue sans conteste une force contributive apportant ses atouts et ses nombreuses potentialités au sein de l'espace francilien : son cadre de vie mi-urbain / mi-nature avec sa richesse naturelle (forêts et la Seine), son dynamisme économique, son effervescence étudiante et universitaire, son foisonnement culturel, sa jeunesse, son développement et particulièrement ses pôles d'excellence de niveau mondial dans les domaines de la thérapie génique et de l'aéronautique, et son pôle numérique.

C'est également une pièce majeure du système résidentiel métropolitain. Partir de Paris ou de la petite couronne pour venir s'installer à Grand Paris Sud : tel est le parcours résidentiel classique du desserrement urbain. La livraison de plus de 2 400 logements par an sur le territoire participe à l'effort de construction francilien.

Un rôle clé, et reconnu : du CIN de la Porte Sud du Grand Paris au Contrat Régional de Transition Ecologique et Sociale

« Il ne peut y avoir de Grand Paris sans une grande couronne forte et dynamique. »

En reconnaissance du rôle majeur que joue ce territoire au sein du territoire francilien et de la nécessité de construire pour faire exister le Grand Paris, le 1^{er} Contrat d'Intérêt National (CIN) de la Porte Sud du Grand Paris a été signé en juin 2016 entre l'État et les collectivités locales, constituant ainsi la vision politique et stratégique partagée de l'avenir et ayant vocation à favoriser les synergies, être un catalyseur de projets d'envergure, un accélérateur de développement métropolitain pour le territoire.

Le CIN a mis l'accent sur des secteurs de projets qui se retrouvent dans ce PPA, dont celui de l'ensemble Arc Sud, Hippodrome, Canal-Europe, ainsi que le centre urbain d'Évry-Courcouronnes ou encore celui de Corbeil-Essonnes. La stratégie du CIN était de prendre appui sur les atouts du territoire, constitués par la présence d'équipements structurants (dont l'Université d'Évry Val d'Essonne, le pôle génomique), les disponibilités foncières (dont celle de l'hippodrome), et la richesse des aménités paysagères. Ses objectifs prioritaires portaient sur l'amélioration de l'offre de transports, le développement économique, le logement et le cadre de vie.

L'opération d'intérêt national de la Porte Sud du Grand Paris créée en avril 2017 s'étend sur le périmètre de cinq communes (Bondoufle, Corbeil-Essonnes, Évry-Courcouronnes, Fleury-Mérogis et Ris-Orangis), qui constituent le cœur urbain dense du grand territoire de la Porte Sud du Grand Paris. Pour répondre aux multiples enjeux, l'État s'est engagé aux côtés des acteurs locaux dans le cadre d'une OIN partenariale de nouvelle génération. L'État, via son aménageur public privilégié sur le territoire de l'OIN, Grand Paris Aménagement (GPA), et Grand Paris Sud se sont investis dans le cadre d'une coopération en créant, en décembre 2017, la société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN) Grand Paris Sud Aménagement

L'enjeu de l'amélioration du cadre de vie trouve sa déclinaison actuelle à travers de plusieurs démarches accompagnées par l'État, dont celles de revitalisation de territoire, à commencer par les dispositifs Action Cœur de ville d'Évry-Courcouronnes et de Corbeil-Essonnes renforcés par la convention ORT. Grand Paris Sud travaille notamment à la question du retour d'attractivité de sa polarité principale, Évry-Courcouronnes, en tant qu'ex-ville nouvelle, objet d'un projet de renouvellement urbain ambitieux.

Aujourd'hui l'agglomération s'engage dans un **Contrat de relance et de transition écologique et sociale (CRTES)**. Il est la traduction de l'ambition d'un projet de territoire dont la transition écologique et la cohésion sociale sont les colonnes vertébrales, tout en s'appuyant sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs territoriaux.

De nombreux atouts à valoriser et soutenir

Transformer ses atouts en excellence est l'objet de nombreuses actions volontaristes engagées par le territoire depuis sa création, actions qui s'inscrivent toutes dans une perspective de ville intelligente et durable de demain de dimension métropolitaine :

- **Une excellence académique et technologique en matière de santé-génomique** de dimension mondiale. Cette excellence est d'abord portée par le Génomopolis, premier bio-cluster français, en lien avec les acteurs de la R&D, l'AFM-Téléthon, le Centre Hospitalier Sud Francilien, mais également avec les partenaires économiques, de la start-up aux premières entreprises de production (Yposkési, Genosafe, GlobalBioénergies, Ynsect...) de produits ou de services à très forte valeur ajoutée dans les domaines de la santé comme des bio-ressources. Face à la compétition mondiale, l'écosystème génopolitain s'apprête à passer d'un modèle axé essentiellement sur la recherche à un modèle plus complet incluant la recherche, le développement, et de plus en plus dans les années à venir, la production industrielle à grande échelle. Les attentes en matière de reconnaissance et de visibilité nationale, européenne et internationale sont donc fortes.

D'autant plus que la crise sanitaire due au Covid 19 annonce une nouvelle époque où la France et l'Europe devront recouvrer leur souveraineté dans les domaines stratégiques indispensables à la sécurité des populations dont, au premier rang desquels, la sécurité sanitaire. Le territoire de Grand Paris Sud, est destiné à prendre toute sa place dans cette nouvelle ambition nationale pour réindustrialiser, relocaliser et sécuriser les approvisionnements stratégiques dans le domaine de la santé.

- **Une excellence universitaire**

L'excellence universitaire ne se limite pas au seul domaine de la génomique. L'Université délivre des formations dans la plupart des domaines hors santé. Elle est pleinement intégrée à l'Université Paris-Saclay. Elle a pour objet, sur le territoire sud-ouest francilien, de construire une université de recherche intensive de rang mondial (15 % de la recherche en France) et de renforcer l'accès à l'enseignement supérieur au plus grand nombre. La grande majorité des diplômes de masters et tous les doctorats sont aujourd'hui des diplômes estampillés « Université Paris-Saclay ».

- **Une excellence aéronautique de dimension internationale,**

Considéré, comme 1^{er} pôle industriel aéronautique en Ile-de-France autour du secteur de Paris-Villaroche, secteur qui fera l'objet d'un autre PPA sur la partie Seine-et-Marnaise de GPS, l'agglomération de Grand Paris Sud a de nombreux atouts lui permettant de prendre pleinement part à cette dynamique : 11 500 emplois, 2 sites majeurs dont le pôle d'activités d'Evry-Courcouronnes/Corbeil-Essonnes, une offre de formation adossée à des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des centres de formation reconnus et avec la présence des principaux grands groupes du secteur que sont SAFRAN et Arianespace.

- **La Seine, un axe métropolitain majeur**

Réservoir et corridor écologique, la Seine est un maillon structurant de la trame verte et bleue régionale et inscrit pleinement Grand Paris Sud dans la transition écologique métropolitaine.

Le fleuve connectant ce territoire à la métropole et à son hinterland, l'ambition de Grand Paris Sud est de redonner toute sa place aux berges de la Seine, véritable colonne vertébrale de son territoire, pour y accueillir habitat, équipements culturels et de loisirs, infrastructures de transport, activités économiques, logistiques (via la capacité de report modal vers le fret fluvial que permettent ses ports) et touristiques (route cyclable européenne « Scandibérique »), le tout dans un cadre de vie à haute valeur paysagère et environnementale.

L'agglomération va ainsi créer un Parc Naturel Urbain permettant de tirer profit de tous ces atouts. Le Cœur de Ville de Corbeil-Essonnes et son front de Seine historique s'y inscrit naturellement.

Les bords de Seine sont aussi identifiés comme un des pôles majeurs du Projet Grand Paris Sport, dédié aux pratiques sportives autonomes et de loisirs, véritable colonne vertébrale du projet de territoire sportif, notamment avec le projet de baignade en Seine.

- **Un nouveau modèle de développement,** celui de la transition écologique et sociale permettant de répondre aux défis tant économiques, sociaux, environnementaux : le développement d'une Ecopolis, visant à promouvoir une ville durable et exemplaire, avec du logement de qualité, neuf ou requalifié, pérenne pour les générations à venir.

- **Le projet Grand Paris Sport** est à la fois un projet d'aménagement de territoire qui porte l'enjeu majeur de la transition écologique et social, et un projet sportif, qui s'inscrit dans la volonté affirmée d'une politique sportive ambitieuse et innovante, visant le développement du sport, de la santé et du bien-être.

Ce projet doit être un moteur pour le développement du territoire et l'inclusion de tous ses habitants, la création d'un lieu unique de concentration d'équipements, de sportifs et de pratiques diversifiées. Il comprend à la fois le pôle Campus sport de haut niveau autour du hub sportif départemental (stade Bobin), le devenir du secteur élargi de l'Hippodrome de Ris-Orangis Bondoufle, le cœur de ville d'Evry-Courcouronnes avec ses équipements sportifs, le développement d'équipements privés dans le domaine des loisirs sportifs autour du Carré Sénart et le tout, articulé le long de la « colonne vertébrale » du territoire qu'est la Seine.

Plus précisément, le projet d'envergure métropolitaine affirmé sur le site de l'ancien hippodrome de Ris-Orangis et de Bondoufle, des anciennes usines Lu, du stade Bobin et du secteur Orangis-Bois de l'Epine doit viser le développement d'un espace consacré au sport, à la santé, au bien-être et aux loisirs, autour d'un pôle d'excellence dédié à l'économie et à l'industrie du sport, favorable à l'innovation et à la création de valeur ajoutée.

Une agglomération polycentrique

Afin de conforter ses atouts et de renforcer son attractivité, l'ambition de Grand Paris Sud est de faire valoir ses cœurs urbains que sont, Evry-Courcouronnes, ville préfecture de l'Essonne qui concentre les services administratifs, commerciaux, culturels et sportifs et Corbeil-Essonne, ville patrimoniale et historique, comme pôles forts et indispensables d'une agglomération polycentrique. Les autres polarités, au premier rang desquelles le Carré Sénart, font équilibre avec ces cœurs d'agglomération, se nourrissent les unes les autres et confèrent, par leur agrégation, une véritable dimension métropolitaine au territoire.

Il s'agit ainsi de construire et surtout d'affirmer simultanément l'émergence d'Évry-Courcouronnes comme un pôle urbain de première importance en Île-de-France, en synergie avec la polarité de Corbeil-Essonne, et l'organisation multipolaire de Grand Paris Sud sur la base des qualités intrinsèques et des complémentarités de chacune de ses diverses polarités.

A. L'objet et les parties au contrat

A.1. Objectifs poursuivis par le contrat

Les objectifs stratégiques du contrat répondent aux ambitions identifiés dans le préambule.

La conclusion d'un contrat de projet partenarial d'aménagement entre les parties prenantes vise à être :

- Un **outil de visibilité politique** qui permet de positionner au plus haut niveau, métropolitain, national voire international, les enjeux d'attractivité du territoire.
- Un **outil de gouvernance** globale qui structure la dynamique partenariale, regroupe les acteurs autour d'une démarche commune, et mobilise les acteurs privés. Il s'agit notamment d'assurer la coordination de l'ensemble des parties prenantes des différents projets qui concourent à l'attractivité de la polarité qu'ils soient publics ou privés ;
- Un **outil de cohérence** qui vise à coordonner, avoir des synergies, donner une lisibilité aux différents secteurs de projets de ce territoire, ainsi qu'aux différents dispositifs dont ils font l'objet (Action Cœur de Ville, ORT, NPNRU..) en cohérence avec le CRTE et dans le cadre du CPER 2021-2027 et autres contractualisations.
- Un **outil opérationnel** permettant de contractualiser des actions stratégiques fortes, notamment pour accélérer la concrétisation et la réalisation des opérations d'aménagement, ayant un effet levier sur l'attractivité du territoire, et des engagements de la part des partenaires.

Le PPA est avant tout un outil d'aménagement, qui ne se substitue pas à l'ensemble des dispositifs et engagements existants, mais vise à faire levier sur les éventuels points de blocage, à être facilitateur pour l'avancement opérationnel des projets.

A.2. Dénomination et localisation du projet

Dénomination du projet

- « Cœurs urbains de Grand Paris Sud Rive gauche à l'horizon 2030 »

Secteurs, quartiers

Ce PPA concerne 4 villes : Evry-Courcouronnes / Ris-Orangis / Bondoufle / Corbeil-Essonnes

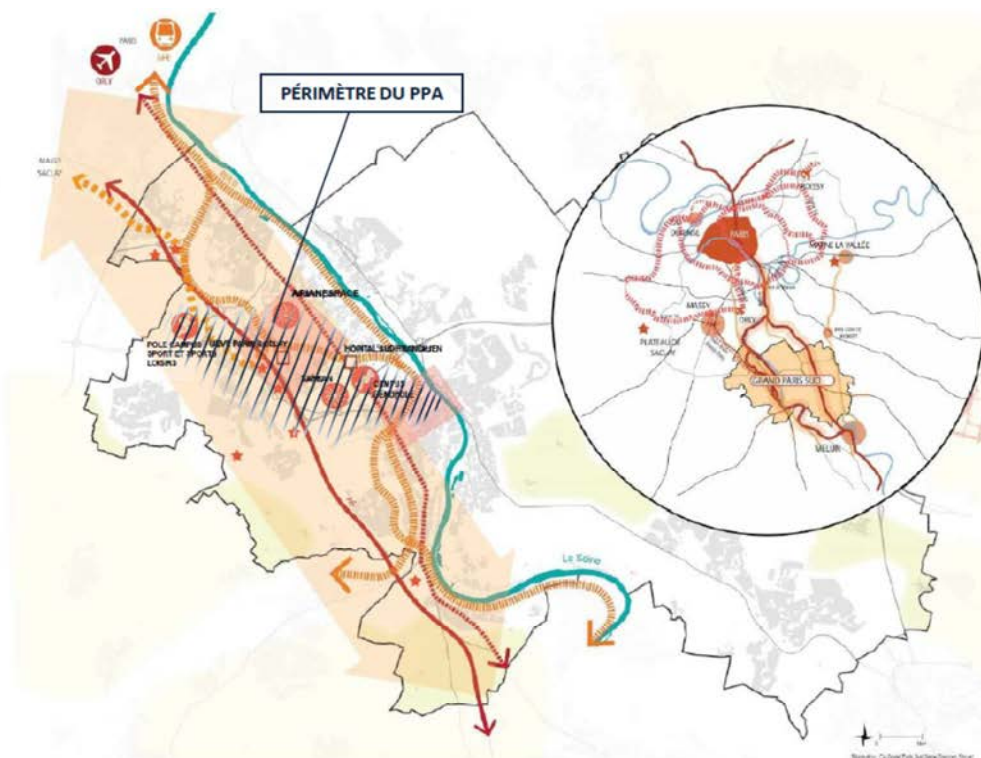
Il se décline autour de 4 secteurs de projets majeurs et structurants :

- Grand Paris Sport et son Campus (Maillage territorial : Bobin-Hippodrome, Agora, Sénart)
- La requalification du Centre urbain d'Evry-Courcouronnes
- La requalification du Cœur de ville de Corbeil-Essonnes
- Le Campus Génopole.

Son périmètre met en cohérence une multitude de projets urbains : Canal Europe, PRU Pyramides- Bois Sauvage, Bois Briard, PRU Parc aux Lièvres Bras de Fer, PRU Tarterets, PRU Plateau, Ferme d'Orangis.

GRAND PARIS SUD, UN TERRITOIRE D'AMBITION METROPOLITAINE

- Valoriser l'accroche métropolitaine du territoire
- Accroître le rayonnement des grands équipements à l'échelle sud-française et au-delà
- Garantir et pérenniser les grands sites qui font l'économie métropolitaine du territoire
- Développer le pôle Génopole
- Développer le pôle aérospatial
- Faire rayonner les centralités majeures d'Evry-Courcouronnes et de Corbeil-Essonnes
- Renforcer la Seine comme axe métropolitain qui unit le territoire
- Faire du site de l'Hippodrome et du cluster Grand Paris Sport une destination nationale et internationale
- Anticiper et valoriser la future interconnexion avec le Grand Paris Express
- Renforcer le lien à la zone centrale de l'agglomération parisienne via le RER D
- S'appuyer sur l'arrivée du Train 12 Express Massy-Evry pour développer les coopérations avec le nord de l'Essonne
- Faciliter les échanges avec le territoire d'Orly avec le projet de SPTC sur la RN7
- Ouvrir le territoire vers la France et vers le monde



A.3. Signataires et partenaires du contrat

Deux niveaux de partenariats sont établis dans le cadre de ce PPA :

D'une part les signataires qui ont des engagements et peuvent porter en maitrise d'ouvrage des actions dans le cadre du PPA.

- l'Etat, représenté par monsieur le préfet, Monsieur Eric Jalon
- la communauté d'agglomération Grand Paris Sud, représentée par le président, Monsieur Michel Bisson
- la commune d'Evry Courcouronnes, représentée par le maire, Monsieur Stéphane Beaudet
- la commune de Ris-Orangis, représentée par le maire, Monsieur Stéphane Raffalli
- la commune de Bondoufle, représentée par le maire, Monsieur Jean Hartz
- la commune de Corbeil-Essonnes, représentée par le maire, Monsieur Bruno Piriou
- la SPLA-IN Grand Paris Sud Aménagement, représentée par son directeur général, Monsieur Camille Vielhescaze
- le conseil départemental de l'Essonne, représenté par son président, Monsieur François Durovray
- le conseil régional d'Ile de France, représenté par sa présidente, Madame Valérie Pécresse
- la Banque des Territoires, représenté par son directeur régional Ile de France, Monsieur Richard Curnier

D'autre part, les partenaires publics ou privés qui participent et contribuent aux différentes actions du PPA. Ils sont pour la plupart membres des comités de pilotage sectoriels existants mais ne sont pas signataires du contrat de PPA.

- Ile de France Mobilité
- La SNCF
- L'Université d'Evry Val d'Essonne, intégrée à l'Université Paris Saclay
- La Société des Centres Commerciaux
- Le GIP et SEM Génopole
- L'AFM Théléthron
- Yposkesi
- Le Centre Hospitalier Sud Francilien
- Cluster Grand Paris Sport
- L'Etablissement Public Foncier d'Ile de France
- Business France
- Choose Paris Région
- CDC Habitat
- Action Logement
- ANAH

B. Le projet

B.1. Insertion du projet dans son contexte : les documents cadres

Le **Contrat d'Intérêt National de la Porte Sud du Grand Paris (CIN)** signé en 2016 et l'OIN « Porte Sud du Grand Paris » qui en a découlé, constituent une vision politique et une stratégie partagée entre les collectivités et l'Etat de l'avenir de Grand Paris Sud au sein de la métropole du Grand Paris et marquent l'ambition forte de tous les acteurs impliqués d'assurer la cohérence de la multitude de projets en cours sur le Cœur d'agglomération du territoire de Grand Paris Sud et de lui donner ainsi une véritable visibilité au sein de l'espace métropolitain.

Dans la continuité, l'agglomération s'engage dans un **Contrat de relance et de transition écologique et sociale (CRTES)**, dont la convention d'initialisation a été approuvée par le conseil communautaire du 6 juillet 2021. Contrat intégrateur, il a vocation à regrouper toutes les démarches contractuelles existantes. Les enjeux de ce dispositif sont :

- Associer rapidement tous les territoires au plan de relance
- Mettre en place une contractualisation qui s'adapte aux spécificités des territoires
- Accompagner sur la durée du mandat municipal toutes les collectivités dans leur projet de territoire

Trois axes ont été identifiés pour l'élaboration du CRTES de Grand Paris Sud :

- vivre dans une agglomération inclusive en soutenant les plus en difficulté par une politique adaptée de logement dans les QPV, par la lutte contre la fracture numérique et en facilitant l'accès aux soins.
- faire vivre le territoire et contribuer à la relance: impliquer davantage les habitants dans des démarches de consultation et de participation citoyenne afin d'évoquer leurs attentes et leur vision du territoire, accompagner les initiatives pour maintenir les liens sociaux avec les plus démunis,
- avoir un mode de vie soucieux de l'environnement.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Grand Paris Sud s'est engagée dans l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale qui définira pour les 10 prochaines années les grandes orientations d'aménagement et de développement de l'agglomération. Son document d'orientation a été approuvé par le conseil communautaire du 6 juillet 2021. Son adoption est prévue pour mi 2022.

Trois grandes orientations pour « **faire Ecopolis** » fondent le projet politique et stratégique d'aménagement :

- **La transition sociale et écologique et le développement d'un nouveau modèle urbain** avec un fil rouge : « De la sobriété foncière à l'agglomération nourricière »
- **L'affirmation de GPS dans la Grande Couronne parisienne en portant des projets de dimensions nationale et métropolitaine** (Pôle génopolitain, CHSF, Grand Paris Sport, industrie et aéronautique, pôles universitaires, ...)
- **L'évolution du territoire vers une ville complète et du « bien vivre »** pour que les habitants puissent travailler, se loger, se cultiver, se faire soigner, apprendre sur le territoire,...

Le Plan Local de l'Habitat : point d'étapes et principales caractéristiques

Grand Paris Sud présente sur son territoire de nombreux secteurs de projets producteurs de logements (ZAC, PRU, OPAH...), qui constituent un élément de contexte pour le PPA.

Volumes de production de logements sur le secteur du PPA

Le SRHH fixe comme objectif à Grand Paris Sud la production de 2 400 logements neufs par an sur les 6 ans du schéma.

Au vu des programmations connues à ce jour (soit environ 2 500 logements par an livrés entre 2020 et 2028), la part estimative des logements prévus dans le périmètre PPA représente près de 20 % du volume global de logements.

En effet les ZAC et opérations d'aménagement du Centre Urbain d'Evry, du QPV Pyramides/Bois Sauvage, du Parc aux Lièvres, de Canal-Les Horizons et de Bois Briard, totalisent sur la période près de 4 300 logements, auxquelles s'ajoutent les programmations d'environ 1 500 logements sur le Cœur de ville de Corbeil : Hélios, Grands Moulins, PRU Tarterets, ainsi que les 2000 logements de la ZAC des Portes de Bondoufle

Par ailleurs, certains de ces secteurs d'aménagement concentrent également des difficultés sociales ce qui en fait à double titre des secteurs à enjeux pour le Programme Local de l'Habitat tant en matière de production de logement que d'orientations stratégiques

Enjeux stratégiques

le PLH communautaire, dont l'adoption est prévue d'ici mi 2022, a identifié à l'appui de son diagnostic, validé en comité de pilotage en avril 2019, les grandes orientations en matière d'habitat et de logement :

- **« Mieux gérer »** : Une meilleure gestion du parc existant, par une réflexion intercommunale sur l'occupation du parc social, une régulation du marché locatif et un accompagnement des copropriétés ;
- **« Davantage rénover »** : Une rénovation renforcée du parc social et privé, notamment énergétique et le redressement et l'accompagnement des copropriétés dégradées ;
- **« Mieux construire »** : Une production de logements régulée et encadrée, gage de qualité, de pérennité du parc et levier de l'attractivité du territoire.

Sur ce dernier axe, les salariés du territoire seront une cible privilégiée dans une logique de rapprochement domicile-travail. De nombreuses actions seront engagées à ce titre :

- S'appuyer sur **l'étude sur les besoins en logement des salariés de GPS** menée avec Action Logement pour orienter la programmation de logements. Les enjeux d'attractivité des Centres Urbains d'Evry-Courcouronnes et Corbeil-Essonnes seront totalement intégrés à cette réflexion.
- Créer des **espaces de dialogue entre les entreprises et les partenaires** (ADIL, Action Logement, GPS...) par le biais notamment de **forum-logement** visant à informer et à rendre visible l'offre de services et de logements de GPS

Dispositifs Action Cœur de Ville et Opération de Revitalisation Territoriale

Dans le cadre du plan « Action Cœur de Ville » mis en place par l'Etat en fin d'année 2017, les deux centralités de l'agglomération de Grand Paris Sud, que sont Evry-Courcouronnes et Corbeil-Essonnes, ont été sélectionnées parmi les 222 villes retenues.

Il s'agit, par ce dispositif, de renforcer l'ensemble des fondements de l'armature urbaine de ces villes (habitat, commerce, équipements, activités économiques, ...), tout en confortant, dans une dynamique d'attractivité métropolitaine, la polarité majeure et centrale d'Evry-Courcouronnes, et celle historique de Corbeil-Essonnes.

Concernant Evry-Courcouronnes, l'objectif est de maintenir un fort niveau d'ambition et d'affirmer son rayonnement et son positionnement de ville capitale de l'Agglomération, du département de l'Essonne et celui de structurer un pôle métropolitain sud francilien. La démarche « Cœur de Ville » se positionne ainsi comme un agrégateur des forces vives et des différents projets visant à redonner de la valeur à la ville et à son centre urbain.

Le dispositif « Action cœur de ville » de Corbeil-Essonnes vise à mettre en cohérence la revitalisation du centre-ville ancien avec les ambitions du pôle gare et l'avenir des grands ensembles foncier mutables, permettant ainsi un développement structuré du centre-ville au travers des actions mises en œuvre au sein du programme. Il s'agit également de conforter le centre-historique en valorisant les berges de Seine et d'Essonne afin de parvenir à faire de Corbeil-Essonnes une référence touristique et culturelle du sud de Paris.

Des conventions-cadre ont été signées en octobre 2018 pour chacune des deux villes avec l'agglomération de Grand Paris Sud, l'Etat et ses principaux partenaires. Dès la signature de ces conventions, les deux communes se sont engagées dans la phase d'initialisation, d'une durée initialement prévue de 18 mois, visant à réaliser l'ensemble des diagnostics nécessaires à la construction d'un projet global et stratégique.

Au terme de cette période, des avenants, délibérés en février 2020 par les deux communes, ont désormais vocation à traduire les avancées du vaste processus de travail engagé par l'ensemble des partenaires et à dresser les premières perspectives de la stratégie et d'actions pour les années à venir.

L'opération de revitalisation du territoire (ORT), issue de la loi Elan, est un document de contractualisation intercommunale avec l'État et divers partenaires, et vise à articuler entre elles les principales polarités urbaines retenues. Une convention cadre a été approuvée par les partenaires en mai 2021 et signée en août 2021.

Le Contrat de Transition Ecologique CTE

Grand Paris Sud finalise son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) qui vise en particulier à :

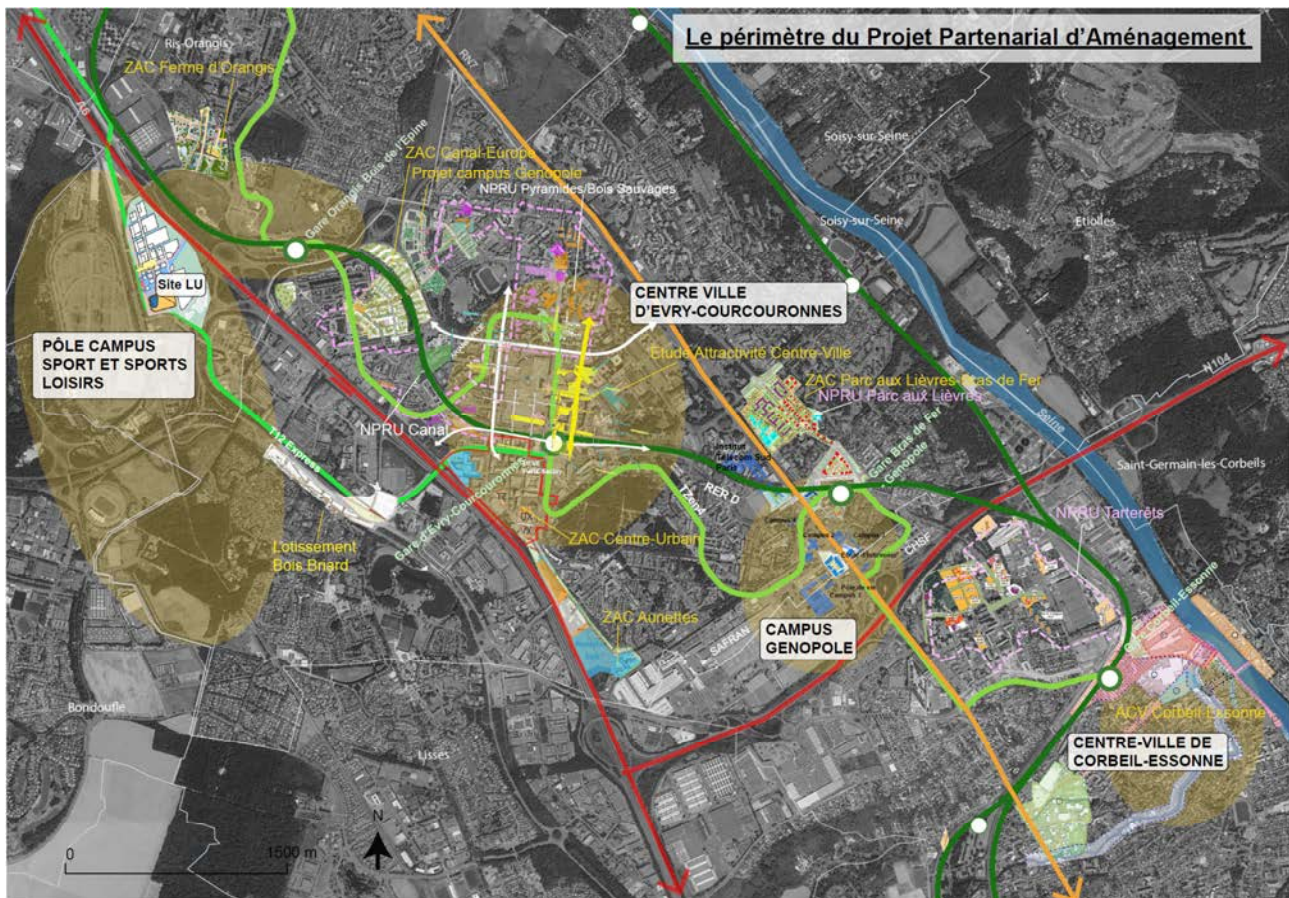
- réduire de 45 % les émissions de gaz à effet de serre du territoire à l'horizon 2030 ;
- diminuer de 20 % les consommations énergétiques des logements et de 21 % celles des transports d'ici 2030 ;
- multiplier par 5 la production des énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) d'ici 2030, en développant notamment les réseaux de chaleur.

Fort de cette ambition, GPS a formalisé une première mise en œuvre de son PCAET en signant avec l'État le 19 juillet 2019 le premier Contrat de Transition Ecologique (CTE) d'Île-de-France. Ce contrat multi partenarial (entre l'agglomération, l'État, le CD91, le CD77, l'ADEME, la BDT, l'Agence de l'eau Seine-Normandie) a l'objectif d'accompagner la réalisation de projets concrets contribuant à la mutation écologique et économique.

Ce CTE se décline en 13 premières actions s'articulant autour de 5 axes stratégiques :

- la réduction des fragilités énergétiques du territoire et de ses habitants et usagers ;
- l'accès à des espaces naturels et aquatiques pour chacun (un cadre de vie pour tous) ;
- la promotion d'un territoire producteur d'énergies renouvelables ;
- le développement des formations, emplois locaux, et filières de demain ;
- l'accès à une alimentation saine et abordable pour tous grâce à une alliance avec CDEA en matière de stratégie alimentaire territoriale.

B.2. Périmètre du projet



B.3. Ambition générale et principaux objectifs : Conforter l'attractivité existante et à venir des Cœurs Urbains de Grand Paris Sud

B.3.1. Mobilités et transports à Grand Paris Sud, élément indispensable à l'attractivité des Cœurs Urbains

Pour faire valoir l'ensemble de ses atouts et renforcer son attractivité, il est indispensable que le territoire de Grand Paris Sud conforte son réseau de transports pour connecter toutes ses polarités à l'espace métropolitain, mais aussi relier les polarités entre elles.

La connexion au réseau du Grand Paris Express, la fiabilité des lignes de RER, le développement des réseaux de bus locaux et interurbains sont des enjeux cruciaux permettant d'inscrire durablement Grand Paris Sud comme pôle majeur du développement métropolitain.

Plusieurs projets participent ainsi de cette ambition et constituent une priorité pour Grand Paris Sud :

- **L'amélioration de la qualité de service du RER D**; avec la mise en œuvre d'un nouveau schéma directeur de ligne visant notamment la mise en place d'une troisième mission au ¼ d'heure entre Melun et Paris, l'arrivée du nouveau matériel roulant NG et l'adaptation des infrastructures (quais, alimentation électrique...), le nouveau système de signalisation et d'exploitation NEXTEO et les travaux du terrier de Bercy ; ou encore la requalification des gares comme celle du Bras de Fer engagée, ou celle de bois de l'Epine à programmer ; les deux futures interconnexions avec le Grand Paris Express via le Tram 12 à Massy avec la ligne L18, via le RER D à Vert de Maison avec la ligne L15 ou via avec la ligne 14 à Aéroport d'Orly avec une ligne de bus express à créer depuis Evry/Corbeil, permettront également un développement des coopérations avec le nord de l'Essonne et la Métropole du Grand Paris ouvrant ainsi de nouvelles opportunités ;
- **La mise en service du Tram T12**, qui, outre l'amélioration des dessertes internes au territoire de Grand Paris Sud, permettra un lien structuré avec le nord du territoire Cœur d'Essonne et le pôle multimodal d'Epinay sur Orge (RER C) et une liaison directe avec Massy, porte d'entrée du plateau de Saclay ;
- **Le réseau de TZen** (3 lignes au total), qui irrigue de façon efficace et rapide l'ensemble des pôles d'emploi et secteurs résidentiels à l'intérieur du territoire de l'agglomération, dont le TZen 4 qui irriguera le périmètre du PPA et qui présente deux innovations écologiques majeures : des matériels roulants de 24m et une motorisation 100% électrique.

En parallèle, le **développement des modes actifs** sera facilité par des nouveaux aménagements cyclables, qui vont mailler le territoire. Cela va permettre de modifier le contexte de l'urbanisation, en redonnant toute sa place aux piétons et aux vélos, en redimensionnant certains axes, et en permettant l'appropriation des rues, bref en faisant ville...

B.3.2. Conforter l'attractivité métropolitaine du centre urbain d'Evry-Courcouronnes

Le centre urbain d'Evry-Courcouronnes : une stratégie partenariale d'attractivité métropolitaine traduite dans un plan guide.

Ville préfecture de l'Essonne, siège de l'agglomération, le centre urbain d'Evry-Courcouronnes présente déjà tous les ingrédients pour faire centre. Car si Evry Courcouronnes est un siège administratif, il est aussi un siège culturel, commercial, économique, universitaire et de recherche au rayonnement francilien, national et international.

Sa particularité réside dans cette conception inclusive propre aux villes nouvelles, réunissant dans un périmètre restreint, tous les équipements constitutifs d'une centralité forte : théâtre, lieu de spectacle (Arènes de l'Agora), équipements sportifs (piscine, patinoire), cinéma, centre commercial et cité administrative à proximité. En contrepoint, l'urbanisme de dalle dont témoigne le centre-ville d'Evry ne favorise pas la lisibilité, les cheminements et la mise en valeur de tous ces éléments.

C'est pourquoi, la revitalisation du centre urbain d'Evry-Courcouronnes bénéficie de la démarche **« Evry Attractivité »**, soutenue par l'État, notamment via le dispositif Action Cœur de Ville de la commune. Une étude urbaine, associant de multiples partenaires s'est déroulée en 2019 et 2020. Les conclusions de cette étude ont fait l'objet d'un arbitrage en comité de pilotage au premier semestre 2021 permettant de valider la stratégie globale et sa déclinaison opérationnelle dans un plan guide.

Tout l'enjeu est de **conforter et pérenniser l'ensemble des éléments forts et structurants** qui constituent le centre-ville comme autant d'éléments fédérateurs. Il s'agit également d'être en mesure de faire converger l'ensemble des dynamiques en cours dans le but de leur donner une véritable cohérence pour une lisibilité et une attractivité renforcée.

L'ambition est bien d'asseoir une véritable centralité, articulant attractivité métropolitaine avec les attentes des habitants/usagers/étudiants et entreprises au quotidien, la valorisation des atouts et des ressources endogènes du territoire au service d'une ville passante, commerçante et dynamique, sans oublier la puissance d'une politique sportive et culturelle ambitieuse qui s'appuie sur les nombreux et grands équipements dont est doté le centre urbain d'Evry Courcouronnes.

La stratégie consiste en premier lieu à **créer « une Ville Passante »**, c'est-à-dire une ville où le centre est constitué d'un réseau de rues et de boucles dites « cheminatoires » qui permettent les déplacements doux et qui sont jalonnés d'espaces publics ouverts et attractifs de différents types et d'usages différents (parvis des équipements, places...). Ainsi c'est le bien-être, la convivialité, la sécurité, en bref l'urbanité, qui sont visés dans le renouveau des espaces publics.

Cela permettra ensuite **d'activer les leviers d'attractivité** résidentielle, commerciale, économique, universitaire, culturelle etc. avec par exemple la consolidation et l'ouverture de la polarité commerciale régionale, un développement urbain résidentiel dense autour de logements rénovés et qualitatifs, un essor des activités économiques, etc.

L'objet de la démarche consiste en la valorisation des nombreux atouts et spécificités du territoire - arts du déplacement, cluster numérique et jeux vidéo, Génopole, avec la présence de nombreux espaces paysagers qu'il s'agira de rendre plus visibles. A ce titre, la création du Centre Art Architecture Paysage Patrimoine (CAAPP), en partenariat étroit avec l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville (ENSAPB) et l'association d'architecture expérimentale Bellastock participe à la valorisation du patrimoine de la commune. Ce projet s'inscrit dans une réflexion plus large sur la mise en valeur des sites remarquables et la perspective de la construction d'un pôle métropolitain autour d'Evry-Courcouronnes.

En effet, Evry-Courcouronnes a un défi à relever aujourd'hui : celui de jeter des ponts entre l'enseignement, la culture, la recherche, l'entrepreneuriat pour **agir sur l'image de la ville et faire de la centralité la vitrine du territoire**. Aussi, la coopération des acteurs du territoire, déjà bien installée, est un point essentiel pour le succès de cette démarche Attractivité.

La collectivité a déjà établi une feuille de route et un plan d'action global en plusieurs phases pour le renouvellement urbain de la centralité d'Évry. Les premières actions, et l'accompagnement opérationnel du réaménagement de ce secteur figurent dans le plan d'action du PPA. Il s'agit notamment des actions 6, 7, 8 et 9.

Prolonger la «Grand rue» Nord-Sud

1 - RELIER > Des connexions ...

Supports des centralités

Entre centralités

Vers et entre les espaces verts

Entre les lieux du quotidiens

Existantes à augmenter

Territoriales

2- CREER DE LA VALEUR URBAINE >

Mettre en œuvre la ville-nature

Valoriser les espaces publics existants

Aménager des espaces de représentation

(Ré)-Addresser les grands équipements publics

Qualifier la porte Nord-Ouest du centre ville

Conforter l'adressage du centre commercial :

1 - En voiture (A6)

2 - En transports en commun (RER - T12)

3 - A pied, depuis le cours Blaise Pascal

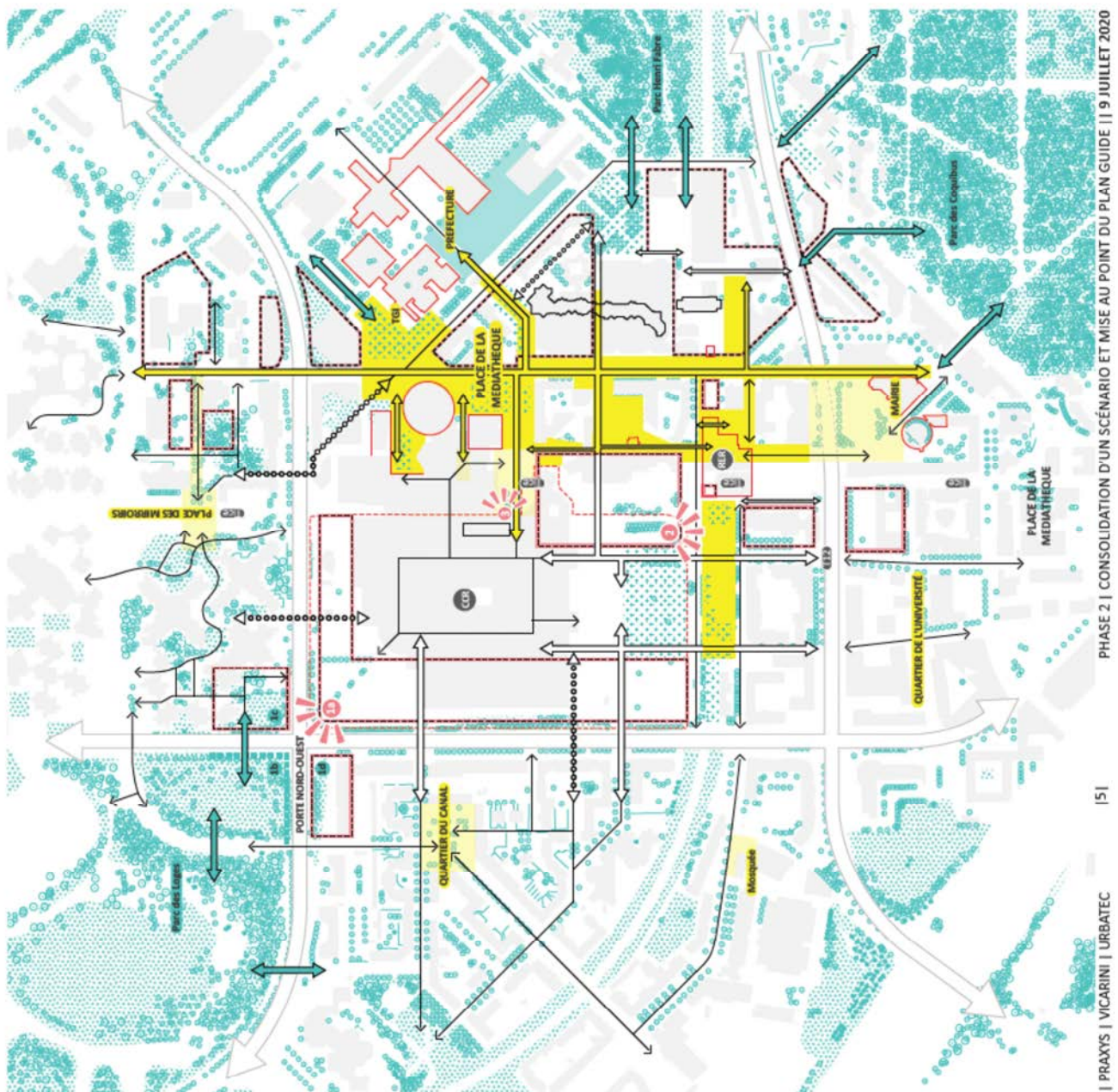
3- INTENSIFIER LE CŒUR D'AGGLO

Emprises à restructurer

Foncier du CCR

0 50 100 150 200 250 m Echelle 1:4000

N



B.3.3. Conforter l'attractivité du Cœur de ville de Corbeil-Essonnes

Corbeil-Essonnes, deuxième polarité de Grand Paris Sud, présente de nombreux atouts d'attractivité complémentaires à ceux d'Evry-Courcouronnes tout en lui étant limitrophe. Ces atouts s'appuient sur le caractère fortement patrimonial de la commune, en bord de Seine, avec le site emblématique des anciens moulins Soufflet, à la confluence de la Seine et de l'Essonne.

La ville ambitionne de **retrouver sa vocation historique et patrimoniale** au sein de l'agglomération, en complément d'un rayonnement régional ; mais également de rétablir son potentiel commercial et économique.

Aussi, elle souhaite conforter son centre historique situé sur les deux rives de la Seine en valorisant ses berges de Seine et d'Essonne, en mettant en lumière ses atouts patrimoniaux et la cohérence des ensembles fonciers mutables, permettant ainsi un développement structuré du centre-ville.

La **revitalisation du centre ancien** doit être accompagnée, en articulant les enjeux de renouvellement urbain, le recyclage de plusieurs fonciers à enjeux, dont celui des anciens moulins Soufflet et de la friche de l'ancienne imprimerie Hélio représentant au total plus de 6 hectares en plein cœur de ville, et la requalification du pôle gare, porte d'entrée majeure du territoire.

La stratégie de revitalisation du centre-ville repose donc sur deux principaux vecteurs : la requalification des espaces publics et la mise en valeur patrimoniale.

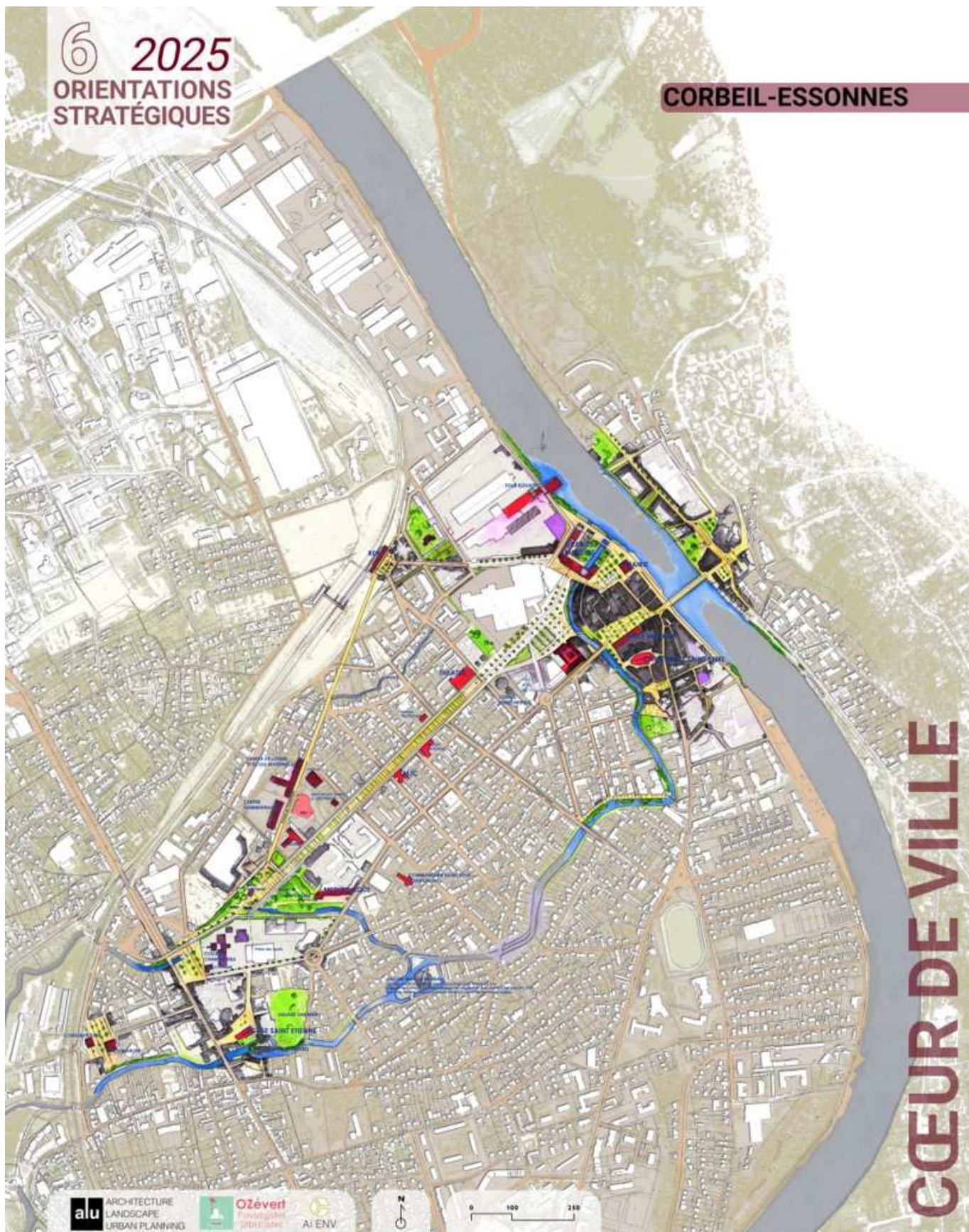
Le **réaménagement de l'espace public couplé à la valorisation paysagère** permettra la réappropriation des centres anciens par ses usagers : piétons, touristes locaux, riverains, clients, commerçants. L'action patrimoniale se fonde sur une intervention forte de la rénovation de l'offre de logements en centres anciens permettant d'augmenter la qualité de ces derniers et de lutter contre l'habitat indigne et dégradé.

Les démarches de **requalification de l'habitat, de production de nouveaux logements** ainsi que les programmes à destination commerciale s'inscriront en complémentarité, dans un plan guide global qui est en cours de construction avec les partenaires.

Cette vision partagée du Cœur de ville, se décline dans une programmation opérationnelle, dont le phasage et l'ordonnancement seront précisés dans un prochain avenant au PPA, ainsi que dans la convention ACV de la commune et dans l'ORT intercommunale pour ce qui concerne la réhabilitation de l'habitat du centre ancien.

La commune de Corbeil-Essonnes a déjà établi une feuille de route et un plan d'action global en plusieurs phases pour le renouvellement urbain de sa centralité. Les premières actions du réaménagement de ce secteur figurent dans le plan d'action du PPA. Il s'agit notamment des actions 11, 12 et 13.

Au-delà du centre-ville, qui est un élément central de la dynamique du territoire et de la couture urbaine avec le cœur d'Evry, le PPA doit permettre de poursuivre le développement de la ville au travers des projets d'aménagements structurants, qui pourront faire l'objet d'avenants ultérieurs.



B.3.4. Grand Paris Sud : un territoire dédié aux nouvelles ambitions nationales et européennes en matière de santé publique : Développer et transformer le Génopole

Le 1^{er} Bio-cluster français porté par le Génopole : Grand Paris Sud est le berceau historique du séquençage des génomes

Depuis sa création en 1998, le Génopole, pionner dans le domaine de la génomique, et au-delà de la santé et des biotechnologies, a su attirer de nombreux acteurs publics ou privés à travers l'implantation de laboratoires de recherche, de start-up ou d'entreprises.

Étendu sur plus de 1115 000 m², le Génopole est devenu un modèle de développement de Bioparc de notoriété internationale doté d'infrastructures scientifiques et immobilières unique à l'échelle nationale, qui s'inscrit dans un schéma urbain d'ensemble, associant des acteurs économiques et de la recherche majeurs pour le territoire de Grand Paris Sud tels que le Centre Hospitalier Sud Francilien, l'AFM, le CEA, l'INSERM, le CNRS. Le Biocluster Génopole, c'est aujourd'hui plus de 17 laboratoires, 96 entreprises de biotechnologies, 29 plateformes techniques mutualisées, le tout représentant 2351 chercheurs et emplois directs ainsi que 2 000 emplois indirects. Il bénéficie d'une bonne desserte en transport en commun autour d'un pôle gare en complète restructuration (RER D, TZen 4, pôle d'échanges bus).

Le Génopole doit d'ici les dix prochaines années assurer un modèle de croissance, développer une forme industrielle et affirmer une posture internationale à visée européenne, autour de trois axes de développement :

- La biothérapie & la bioproduction,
- La génomique numérique,
- La bio économie,

⇒ **Conforter l'existant en lui conférant une visibilité à l'échelle métropolitaine**

Le **confortement de ce Biocluster** au sein de l'espace communautaire mais surtout métropolitain est un enjeu de premier ordre que le territoire veut pleinement accompagner et qui s'intégrera dans le cadre du futur contrat de relance et de transition écologique.

Cet objectif converge avec les analyses qui posent, à l'échelle nationale et internationale, la nécessité de faire face, à l'horizon 2025, aux forts besoins de la bio production, de la bio-industrie. Il rejoint également la volonté de l'Etat de faciliter la production de thérapies géniques innovantes qui est un enjeu de santé publique au bénéfice des patients mais également un enjeu économique national majeur de souveraineté nationale pour faire face à la concurrence mondiale renforcée. Il convient pour cela de conforter encore davantage la recherche fondamentale présente dans les grands laboratoires du Génopole et les institutions partenaires représentées sur le territoire. Cette assise doit être préservée et renforcée.

Cela nécessite une coordination soutenue de l'ensemble de l'écosystème en vue du développement de cette filière d'excellence nationale et internationale (laboratoires de recherches, entreprises, start-ups, Université d'Evry, Centre Hospitalier du Sud Francilien, Université Paris Saclay et Institut polytechnique de Paris via notamment Telecom Sud Paris, collectivités, ...).

De surcroît, il faut noter que le territoire bénéficie déjà d'une importante force de frappe en matière de recherche, de formations de haut niveau et de grands équipements dans le domaine du **traitement numérique des données liées à la santé**.

⇒ **Accéder à une autre échelle de développement en s'appuyant sur les atouts du territoire**

En effet, à l'horizon 2030, Génomipole ambitionne de changer d'échelle et se donne pour objectif d'être classé dans les dix premiers bioclusters mondiaux de haute technologie en sciences du vivant.

Ainsi, le second enjeu essentiel pour le territoire est de développer **la production industrielle en permettant à l'industrie pharmaceutique et la bio-production** de s'implanter sur ce territoire, en s'appuyant sur la force de l'écosystème de recherche local et sur les nombreuses disponibilités foncières qui sont actuellement en cours de développement. Yposkesi, plus importante usine de bio-production à l'échelle Européenne en est le fleuron.

L'enjeu est d'installer et de fidéliser des start-up en lien avec de grands noms du domaine de la santé qui entraîneraient dans leur sillage partenaires et sous-traitants, dynamique qui consoliderait l'écosystème et le rendrait par force plus attractif.

⇒ **Relocaliser la production de médicaments et de services à proximité des lieux de vie et de consommation**

La crise sanitaire liée au COVID-19 marquera sans aucun doute le début d'une réorientation de la mondialisation telle que nous l'avons connue depuis quarante ans, avec la volonté affirmée d'atteindre une souveraineté sanitaire.

Grand Paris Sud doit être en capacité d'attirer et d'installer des entreprises industrielles d'un genre nouveau, en tissu urbain, à proximité des laboratoires de recherche et au plus près des malades pour répondre aux objectifs des politiques de santé publique.

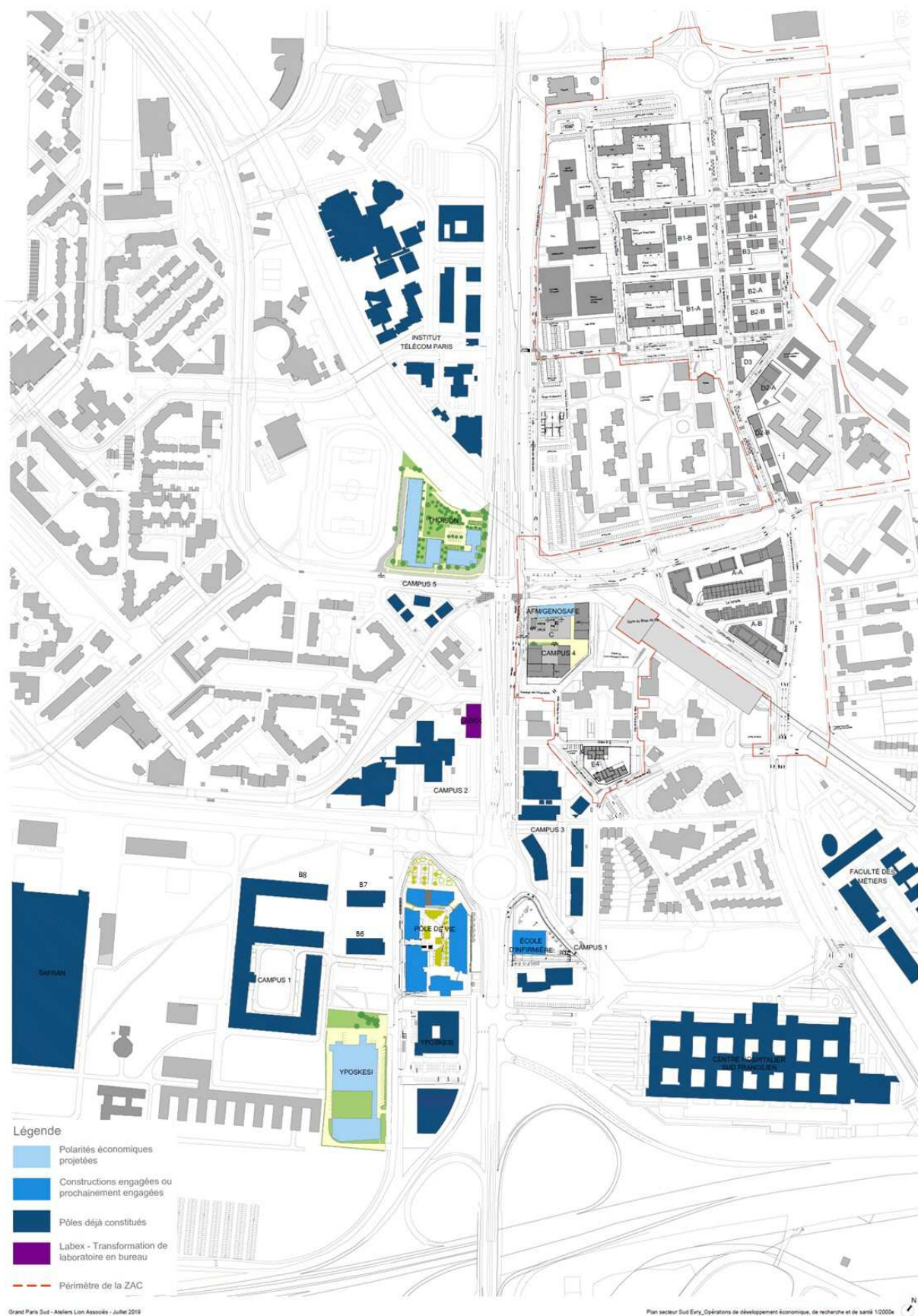
Pour ce faire, les partenaires du PPA proposent de mobiliser, dans les meilleurs délais, les démarches suivantes :

- mettre en œuvre une stratégie de prospection active à l'international, assise sur une campagne de communication et de marketing ambitieuse du biocluster ; à travers un label européen il faut conforter et densifier le tissu industriel en se basant sur l'attractivité, viser l'accueil de nouvelles entreprises dépassant le stade de la TPE
- faire de Grand Paris Sud un territoire attractif pour les futurs cadres, chercheurs, ingénieurs et techniciens des grands groupes (offre de services, loisirs, logements, offre scolaire...) ;
- construire la plateforme de médecine personnalisée du sud de l'Île-de-France, référente en matière de mise en œuvre des thérapies géniques ; en s'appuyant notamment sur le CHSF et l'entreprise Yposkesi, ou encore sur le développement de Food Tech Lab et la Biofonderie sur la Bioéconomie, et la création de l'Institut de Génomique numérique.
- poursuivre le développement des formations d'excellence dans les secteurs de la thérapie génique et du traitement informatique/numérique des données ;

- conduire une politique foncière et immobilière au service du développement du bio-cluster afin d’être en mesure d’accueillir, sans délai, et avec toutes les commodités aux standards internationaux, tout centre de R&D, tout grand laboratoire, toute entreprise de production dans le domaine de la santé,
- marquer, dans l’espace de la ville, la présence clairement identifiée d’un biocluster moderne et en faire un des fils rouges de l’aménagement urbain.

La collectivité a déjà engagé l’étude urbaine et paysagère Entrée Sud d’agglomération Evry-Courcouronnes/Corbeil-Essonnes, avec l’appui de « Territoires d’industrie » soutenu par l’État et la Région, qui a pour objet une étude de programmation urbaine et paysagère de ce secteur à travers une proposition de schéma guide d’ensemble, et ses faisabilités techniques et financières par zooms sectoriels. Ses conclusions sont attendues pour mi 2022.

Les premières actions retenues pour le secteur Génopole dans le plan d’action du PPA sont les actions 14, 15 et 16.



Campus Génomique – Entrée sud Evry-Courcouronnes / Corbeil-Essonnes

B.3.5. Un rayonnement national pour le projet territorial Grand Paris Sport

Le projet de Grand Paris Sport porte l'enjeu majeur du sport de demain. Il vise le développement d'un nouveau modèle sportif au rayonnement métropolitain mais aussi national.

Il s'agit d'un projet qui doit être un moteur pour le développement du territoire et l'inclusion de tous ses habitants, la création d'un lieu unique de concentration d'équipements, de sportifs et de pratiques diversifiées.

Il porte ainsi sur l'activation de nombreuses politiques publiques au service de cette ambition, et se structure autour de 4 pôles géographiques spécifiques : Le plateau de Sénart, pôle structurant en faveur des pratiques sportives ; l'Agorasports au centre de la ville d'Evry-Courcouronnes, pôle centré sur la pratique ludo-sportive et les sports urbains ; l'Axe et bords de Seine, pôle dédié aux pratiques sportives autonomes et de loisirs ; le Campus sport dédié au haut niveau et à l'innovation et le pôle sport-loisirs grand public du secteur élargi de l'hippodrome.



Une nouvelle destination d'envergure métropolitaine : le Campus Sport de l'ancien hippodrome de Ris-Orangis / Bondoufle, l'emprise Lu, le stade Bobin et ses alentours,

A la suite de l'annonce de l'abandon du projet du Grand stade de Rugby en 2016 par la Fédération Nationale de Rugby, les élus ont poursuivi leur réflexion afin de cerner les besoins du territoire et le projet stratégique de développement dont ils souhaitaient se saisir.

Ils ont ainsi acté que Grand Paris Aménagement (GPA) mène une démarche de projet par le biais d'une prise d'initiative sur un secteur élargi de 225 hectares à Ris-Orangis et Bondoufle, sur les quatre sites de l'ancien Hippodrome (fermé en 1994), du stade Bobin, des anciennes usines LU (démolies en 2007) et du Bois de l'Epine, à proximité de la gare du RER D et desservit directement par le futur Tram T12. Les fonciers sont maîtrisés par la collectivité via une convention EPFIF, sur les communes de Ris-Orangis et Bondoufle, au sein du périmètre en Opération d'Intérêt National.

Cette prise d'initiative a été approuvée lors du Conseil d'Administration de GPA du 12 mars 2018 et a permis l'élaboration d'un plan guide urbain et des études pré-opérationnelles visant à la fois, le développement de programmes d'activité économique et l'émergence de structures dédiées aux loisirs et aux pratiques sportives diverses.

Trois enjeux sont identifiés pour l'aménagement de ce secteur :

- **Urbain et paysager** : valoriser, reconquérir, connecter, animer
- **Economique** : structurer des filières et créer des emplois dans les domaines « sport, santé et bien-être »
- **Environnemental**, énergétique et durable : faire « ville durable ».

Plusieurs fondamentaux sont partagés par les collectivités :

- Reconquérir et valoriser les sites, par exemple la tribune de l'Hippodrome
- Lier, connecter, relier : du Bois de Saint-Eutrope au Bois de l'Epine, liaison structurante, mail central, trame paysagère
- Développer une identité forte autour d'un pôle de destination : Pôle de loisirs de l'exceptionnel et du quotidien, et Pôle d'excellence économique
- Préfigurer la mixité des usages
- Projet phasé dans le temps long et préfiguré par l'urbanisme transitoire
- Réfléchir à de nouveaux modes d'habiter

INVARIANTS STRATEGIQUES DU FUTUR PLAN GUIDE



Plan guide Urbain – AUC 2019

Le principe d'un projet d'envergure métropolitaine, le Campus Sport, reste affirmé sur le site de l'ancien hippodrome de Ris-Orangis et de Bondoufle. Il vise le développement d'une nouvelle polarité dont les premières ambitions ont été présentées lors d'un Comité de pilotage élargi (Préfet, Président du Département, Président de l'Agglomération, Maires de Ris-Orangis et de Bondoufle et Vice-Président du Cluster Sport) en avril 2019 et réaffirmé sous la forme suivante lors d'un Comité stratégique en octobre 2021 :

- le développement d'un « Parc Olympique » pôle sportif à destination du grand public dont les contours sont à dessiner.
- la fabrication d'un pôle d'excellence dédié à l'économie et à l'industrie du sport dans la zone de l'ancienne usine Lu ;
- l'émergence d'un nouveau quartier exemplaire sur le secteur du Bois de l'Epine ;
- la création **d'un Campus Sport, véritable écosystème dans le champ du sport, de la santé, de la formation au travers d'un hub de recherche, d'une communauté éducative, et d'un centre de formation.**

Concevoir cette nouvelle destination en grande couronne, autour des pratiques diversifiées du sport en lien avec les actions menées par les acteurs du territoire, contribue à la dynamique impulsée par l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024. Il est ainsi de nature à accroître le rayonnement et l'attractivité métropolitaine du territoire.

Le Cluster Grand Paris Sport, dont l'association a été créée en 2017 et le Conseil d'Administration installé en mai 2018 en présence de Tony Estanguet, Président du Comité d'organisation des Jeux Olympiques (COJO) de Paris 2024, est un réseau partenarial destiné à fédérer tout un écosystème favorable pour faire collaborer les acteurs du sport, de la recherche, de la santé, de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur, de l'innovation, du monde économique et ainsi être le vecteur d'une fertilisation croisée. Ce « Think Tank » doit devenir un lieu de débats et d'émergence de nouveaux modes de faire pour le sport de demain.

La première brique du Campus Sport permettra l'accueil de certains acteurs et partenaires du sport de haut niveau (des fédérations sportives nationales, le département STAPS de l'université d'Evry - Paris Saclay avec ses laboratoires de recherche et notamment le LBEPS). De même le pôle Sport Santé Performance incluant une Clinique dédiée à la prise en charge sportive. Mais aussi, L'accueil d'un centre de formation mixte pour clubs sportifs de haut niveau avec l'accent mis sur la section féminine est à l'étude.

Dans un deuxième temps, l'incubateur Grand Paris Sport créé en collaboration avec IMT Starter début 2020 pourrait être implanté sur ce site, au même titre qu'une recyclerie sportive et d'autres équipements complémentaires.

Le Comité stratégique du 25 octobre 2021 a permis d'exposer les deux scénarios possibles d'aménagement du secteur Hippodrome, Lu, Bobin. Ce travail avait préalablement été partagé avec l'ensemble des partenaires, dans un dialogue de projet dans le courant de l'année 2021. Le scénario n°2 (synergie station Bois de St Eutrope), qui emporte l'adhésion de la majorité, aura vocation à être approfondi dans le courant de l'année 2022. Les différentes études de faisabilité liées à l'aménagement et au développement économique notamment, sont prioritaires et font l'objet de ce PPA.

Des premières actions sont retenues pour le secteur Campus Sport dans le plan d'actions du PPA (actions 17, 18, 19 et 20).

B.4. Modalités opérationnelles et financières : une feuille de route ambitieuse.

La feuille de route recouvre des actions de trois ordres :

- 1/ des engagements sous forme de groupe de travail qui sollicitent la mobilisation des partenaires sur des enjeux transversaux sans appeler de financements directs mais en visant un effet levier face à certains obstacles.
- 2/ des actions matures, opérationnelles qui appellent d'ores et déjà des financements de la part des signataires.
- 3/ des actions qui nécessitent encore des études, afin d'approfondir et préciser les actions opérationnelles à conduire et qui feront l'objet d'avenants ultérieurs au présent PPA.

Le tableau en pièce jointe synthétise ces trois catégories d'actions et les plans de financement associés.

B.4.1. Actions transversales à l'échelle du périmètre global du PPA

Les actions 1, 2, 3, 10, 16, sont transversales et font partie du contexte des réflexions dans lesquelles le PPA s'inscrit ; elles sont insérées dans le CRTES de Grand Paris Sud.

Action 1 : Initier une stratégie de valorisation foncière partagée par la mise en place d'un groupe de travail

Des disponibilités foncières importantes existent sur le périmètre, notamment le long du futur Tram 12 (Grigny, Bois Briard St Guenault, Centre urbain...) vers le secteur Préfecture / Aguado.

=> Dans le prolongement de la convention foncière passée entre GPS et GPA à l'occasion de la création de la SPLA IN « Portes Sud », une **convention foncière** pourrait intervenir avec l'Etat, le Département, les villes et les partenaires associés (UEVE, ministères, ...) pour préciser les conditions financières et temporelles de mobilisation des terrains nécessaires aux projets à MT et LT. (Elle pourrait par exemple faciliter l'affectation des recettes foncières des ventes de l'UEVE au territoire pour rénover ses bâtiments de l'université (ex facteur Cheval).

=> L'Etat et de nombreuses personnes publiques (GPS, ville, Département, CAF, CPAM, CNFPT, UEVE...) sont des **employeurs et propriétaires de patrimoine immobilier majeurs** sur le centre urbain et le périmètre du PPA. A ce titre, des engagements de leur part pourraient être pris en vue d'établir une stratégie immobilière visant leur maintien sur le territoire, l'investissement en faveur de la réhabilitation et de la visibilité de leurs locaux, ...

=> Définition d'une **stratégie de mutation foncière sur les zones d'activités** : sur la base de l'observatoire foncier mis en place par GPS, un travail d'étude puis un plan d'actions en faveur de la revalorisation et / ou reconversion des parcs d'activités St Guénault et Bois de l'Epine sera engagé.

Afin d'initier cette stratégie de valorisation foncière partenariale, un groupe de travail expérimental sera installé afin d'identifier les fonciers stratégiques, et leurs propriétaires, et élaborer un pacte foncier.

Maitrise d'ouvrage : CA GPS

Co-pilotage : Etat / GPA

Partenaires associés : villes / principaux propriétaires de foncier public / EPFIF / GPA / CD91 et 77

Calendrier : groupe de travail à la signature du PPA / signature pacte foncier à fin 2022

Action 2 : développer l'attractivité économique internationale et accompagner les actions de marketing territorial à travers la mise en place d'un partenariat avec Business France et Choose Paris Région

Le Cœur d'agglomération de Grand Paris Sud faisant l'objet de ce PPA, bénéficie d'atouts majeurs qui souffrent néanmoins d'un déficit d'image et surtout de visibilité aux niveaux régional, national et international.

L'objectif poursuivi est de renforcer et promouvoir l'attractivité du territoire vis à vis des grands comptes (en particulier dans le domaine de la santé où des entreprises de production industrielle sont privilégiées) : face à la volatilité des TPE-PME, très tournées R&D, il convient d'ancrer sur le territoire des entreprises de renom, centres de gravité capables eux-mêmes d'endosser le rôle d'ambassadeur pour le territoire auprès de leurs partenaires industriels ou de leurs sous-traitants et d'asseoir et renforcer le pôle génopolitain.

Une réflexion stratégique a été engagée par l'agglomération de Grand Paris Sud et la ville d'Evry-Courcouronnes afin de combler ces lacunes et ainsi de valoriser, comme il se doit, ces atouts forts du territoire. Elle poursuit l'ambition d'activer l'attractivité à la fois résidentielle, économique, universitaire du cœur de ville et d'asseoir son statut de capitale de l'Essonne

Pour ce faire, **diverses actions de marketing et d'attractivité sont déjà engagées** :

- L'agglomération de Grand Paris Sud a engagé, en partenariat avec Business France, Choose Paris Région et l'Institut Paris Région, une démarche de co construction de la stratégie d'attractivité économique (inter)nationale du territoire, et ce en vue d'améliorer sa notoriété auprès des entreprises et des prescripteurs économiques (inter)nationaux et de mener des actions de promotion-prospection, notamment dans 3 filières d'excellence (bioéconomie / santé / génomique ; aéronautique et industrie 4.0 ; gaming et e-sport).
- Un accompagnement des entreprises génopolitaines par la mise en place d'actions de prospection à l'international en lien avec Business France et le GIP Génopole.
- Une démarche similaire engagée pour le cluster C19, et l'ensemble de établissements ESRI qui constituent l'éco-système, dans le but de développer également son attractivité nationale et à l'internationale.
- Un accompagnement à l'attractivité de Génopole par la réalisation d'une étude de stratégie marketing visant avec l'ensemble des partenaires territoriaux, à valoriser et promouvoir le biocluster auprès des entreprises, laboratoires, chercheurs au niveau régional, national, européen et international.
- Dans le cadre de la démarche d'attractivité engagée dans le centre urbain d'Evry-Courcouronnes, il est envisagé de réaliser, en partenariat étroit avec Business France et l'Institut Paris Région, un kit argumentaire permettant la mise en place d'un volet de marketing territorial spécifique pour le centre urbain d'Evry-Courcouronnes.
- Positionner le territoire d'Evry- Courcouronnes sur la chaîne de valeur du Cospe (Comité d'Orientatation et de Suivi des Projets d'investissements Etrangers)

A l'issue de ces démarches, d'autres actions opérationnelles pourront être inscrites dans un futur avenant au PPA.

Action 3 : Rendre attractif le système scolaire et d'enseignement à travers le déploiement d'une stratégie globale pilotée par l'association ESSI

Afin de développer l'attractivité du territoire, il est nécessaire de rendre le système scolaire du territoire plus attractif tant au premier qu'au second degré en développant le bilinguisme, les classes culturelles et artistiques, ou encore les classes sportives pour répondre aux besoins de formation des acteurs du Cluster Grand Paris Sport. En offrant des filières d'excellence pour leurs enfants, le territoire répondra aux fortes attentes des personnels des entreprises, établissements de recherche et de formation qui souhaiteront s'installer sur le territoire, qu'ils soient cadres, chercheurs, ingénieurs, techniciens ou ouvriers.

De nombreux projets ont vu le jour ces deux dernières années créant une dynamique nouvelle, ville apprenante UNESCO et Cités éducatives notamment. Ils doivent être complétés et étendus pour enrichir l'offre de formation :

- ⇒ étendre et généraliser l'offre de bilinguisme (EMIL ou 50% du temps) ainsi que l'offre d'enseignement culturel, artistique ou sportif renforcé sur le modèle des classes CHAM (ex. partenariats avec des musées nationaux, prêt d'œuvres, etc.).
- ⇒ assurer systématiquement la continuité de ces offres entre le collège et le lycée ; puis avec l'université ;
- ⇒ Ouvrir des classes internationales dans les collèges / lycées du territoire. L'intégration d'Evry-Courcouronnes au réseau des Villes Apprenantes de l'UNESCO, pose la question de l'internationalisation des écoles, collèges et lycées.

Enfin, de nombreuses entreprises présentes ou souhaitant s'implanter sur le territoire expriment des besoins spécifiques de formation pour leurs personnels. Les établissements du supérieur sont prêts à y répondre en créant de nouvelles filières adaptées.

Action 4 : Rechercher une ville exemplaire : Excellence environnementale / qualité et durabilité des logements

Afin de répondre aux enjeux de l'attractivité résidentielle des Cœurs Urbains de l'agglomération et de la production de logements plus qualitatifs conformément aux orientations du PLH, l'Agglomération et ses partenaires se sont fixés pour objectifs la mise en place d'outils en faveur de la transition écologique et sociale dans les projets urbains.

- Sobriété énergétique et plus-value environnementale forte
- Encadrement de la qualité des logements
- Pérennité des bâtiments et des espaces publics
- Réduction des charges et gestion simplifiée des futures copropriétés
- Imposer des coûts de construction majorés pour garantir la qualité des produits
- Systématisation des pratiques de concertation et de co-conception
- Développer la mixité fonctionnelle

L'action consiste à doter l'agglomération d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagner dans cette démarche.

Pour ce faire, l'agglomération s'appuiera sur les divers documents prescriptifs qui existent déjà, sur l'expertise et les pratiques de ses deux aménageurs, et se dotera d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage qui sera appliquée à l'ensemble des secteurs de projet, notamment l'hippodrome, et les secteurs à vocation résidentielle au sein du PPA, et au-delà à l'ensemble du territoire de l'agglomération.

AMO Développement Durable dans les projets d'aménagement et de logements

Maitrise d'ouvrage : GPS

Co-pilotage : SPLA IN, / EPA Sénart

Partenaires associés : villes / promoteurs, bailleurs, acteurs de l'immobilier et du logement, Etat et ses partenaires

Calendrier : désignation d'un AMO mi 2022 / livraison fin 2023

Coût : 100 000 €

Co-financement : Etat PPA

Action 5 : concevoir et mettre en œuvre un maillage fin du centre urbain : liaisons, cheminements, plan de mobilité actives

Le périmètre du PPA disposera d'ici 2023 d'un maillage efficace par les modes structurants. La ligne RER D et la mise en service des TZen 4 et tram T12 assurent en effet une couverture complète et efficace de l'ensemble du périmètre du PPA par ces modes lourds ou semi-lourds. Néanmoins et par définition, ces moyens de déplacement ne permettent pas une desserte fine et flexible des différents pôles composants le périmètre du PPA.

Il paraît donc indispensable **de compléter les liaisons et le maillage entre ces quartiers**. Il conviendra également d'accorder une attention toute particulière à leur intégration dans l'environnement, au sens de leur empreinte écologique mais aussi dans leur capacité à franchir efficacement et de manière attractive les nombreuses coupures urbaines fractionnant le périmètre du PPA (N104, A6, N449, RN7).

Cette réflexion devra tenir compte des différentes démarches en cours sur le périmètre notamment celles relatives au développement du vélo (Plan Vélo Grand Paris Sud en cours de mise en œuvre opérationnelle, Plan Vélo Ville d'Evry-Courcouronnes en cours d'élaboration) ou plus globale (Plan de Mobilités Inter-Entreprises Evry Sud – Corbeil-Essonnes).

Pour se faire, il importe dans un premier temps de recoller les différents schémas d'aménagement cyclables et de proposer une cartographie globale de dessertes des différents sites de projets du PPA afin notamment d'identifier les éventuels ouvrages ou infrastructures manquants, qui pourraient faire l'objet par la suite de demandes de financement pour leur réalisation dans le cadre des dispositifs de subventionnement « plan vélo » (Départements, Région, Etat).

Un avenant au présent contrat pourra permettre d'en contractualiser la mise en œuvre opérationnelle.

Etudes

Maitrise d'ouvrage : CA Grand Paris Sud

Partenaires associés : CD91, Région, communes concernée, partenaires institutionnels ou économiques divers

Coût : Etudes en interne, travaux à préciser

B.4.2. Projet Attractivité Centre Urbain Evry-Courcouronnes

Action 6 : Renforcer l'ingénierie d'accompagnement du projet.

Jusqu'en juin 2021, une ingénierie importante est dédiée à la démarche Evry Attractivité du fait de la convention de prestations de services conclue avec la SPLA-IN et de l'étude urbaine en cours.

Le passage à la phase pré-opérationnelle à partir de 2022 va nécessiter la mise en place d'une conduite de projet adaptée. Le pilotage actif et les moyens humains dédiés sont des éléments de réussite inconditionnels du projet pour les raisons suivantes :

- Temporalité : cette démarche s'inscrit sur du long terme (horizon 2030-2050)
- Ambition : elle concentre des enjeux de rayonnement métropolitain / elle a vocation à mettre en cohérence et à faire synergie entre l'ensemble des projets et dynamiques en cours sur le centre urbain et plus largement.
- Complexité : le centre-ville est bâti sur un urbanisme de dalle qui induit des imbrications structurelles et foncières à identifier en amont et à « déconstruire » par étapes successives.
- Gouvernance : elle s'appuie sur un partenariat très large qu'il convient de maintenir
- Méthodologie : elle mobilise un champ très vaste de domaines de compétences

Cela nécessite à la fois un travail d'animation de la transversalité et un travail de planification précis.

Pour ce faire, un accompagnement de la Direction de projet (aujourd'hui assurée par la SPLA-IN) sera mis en place à travers :

- une Assistance à Maîtrise d'ouvrage urbaine chargée de la conception, des études pré opérationnelles, du suivi et de la mise en œuvre du plan guide
- une mission Ordonnancement, Pilotage Coordination qui l'assistera dans l'élaboration, le pilotage et la mise à jour des plannings opérationnels.
- une mission d'assistance à la communication et à la concertation

Maitrise d'ouvrage : CA GPS

Co-pilotage : SPLA-IN / Ville

Partenaires associés : Ville/partenaires de la démarche en tant que de besoin

Calendrier : désignation des prestataires (AMO et OPC) février 2022

Durée des travaux : 2022/2026

Coût : 500 000 €

Co-financements : Etat PPA/ BdT /

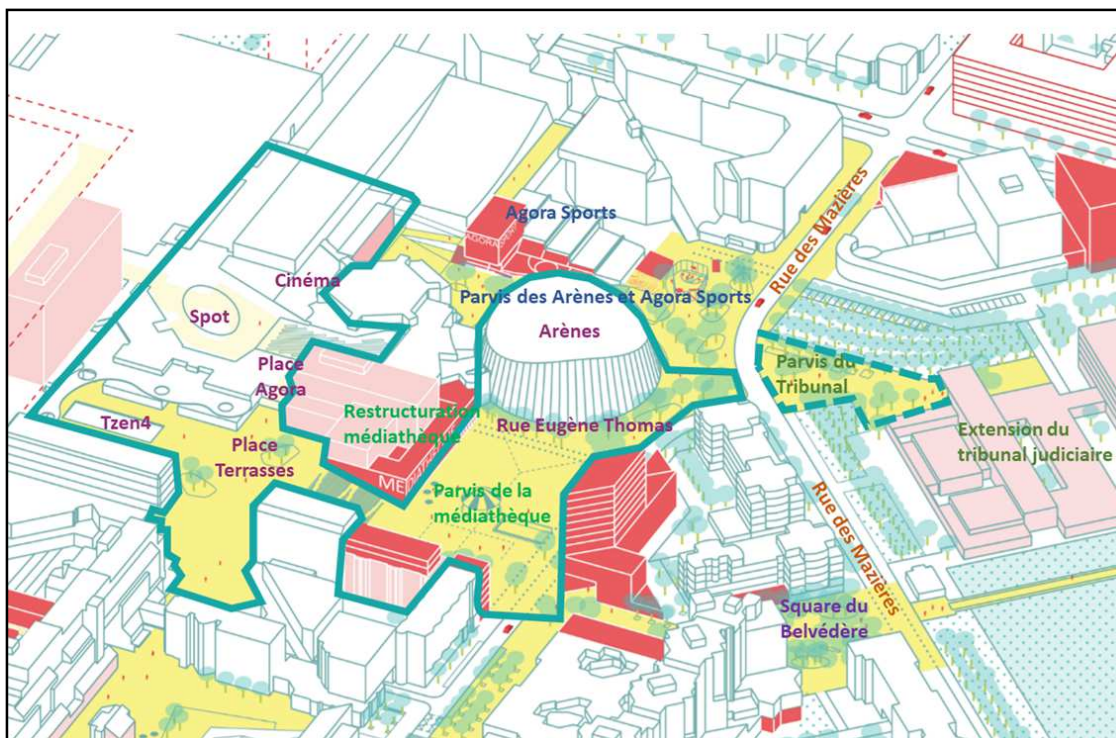
Action 7 : Secteur Agora Terrasses Mazières : amorcer à court/moyen terme des opérations de restructuration urbaine

Sur le Centre Urbain d'Evry Courcouronnes, des études ont été réalisées dès 2019 pour aboutir en 2020 à la définition d'un plan guide qui porte deux orientations fortes : recréer un axe central nord/sud au droit du cours Blaise Pascal prolongé et renforcer la polarité du secteur Agora-Terrasses-Mazières situé à la croisée des équipements sportifs, culturels, de la cité administrative et judiciaire et du centre commercial, éléments constitutifs d'une centralité forte. L'objectif est de redonner de la valeur au centre urbain en créant la « ville passante » et en valorisant ses nombreux atouts.

Le plan guide s'établit à l'échelle du centre urbain avec des propositions d'interventions sur différents secteurs (Agora-Terrasses-Mazières / gare-université-butte Creuse-allée Jacquard / Passages) et selon différentes temporalités.

Pour impulser une dynamique forte de changement, la priorisation des actions est fléchée sur le secteur Agora-Terrasses-Mazières pour plusieurs raisons : une maîtrise foncière publique et l'opportunité d'acquisition de l'immeuble ex-Poste ainsi qu'une dynamique forte de projets en cours (rénovation des Arènes / requalification de la place des Terrasses et de la place de l'Agora / création du Spot et rénovation du cinéma dans le centre commercial). Les orientations et actions associées pour ce secteur sont les suivantes :

- L'extension du cours Blaise Pascal avec la démolition de l'immeuble ex-Poste permettant de créer une artère centrale de la mairie jusqu'à la rue des Mazières et aux Pyramides,
- La mise en scène des équipements existants qui sont aujourd'hui repliés sur eux-mêmes,
- La création d'espaces publics ouverts et attractifs.



Plan guide étude urbaine Attractivité Atelier Xavier Lauzeral

Un calendrier opérationnel phasé a été élaboré pour le déploiement des actions sur ce secteur prioritaire Agora-Terrasses-Mazières qui prévoit un engagement des opérations par tranches successives, permettant ainsi un lissage des investissements dans le temps.

La première tranche d'intervention concerne les actions suivantes :

- acquisition de l'immeuble ex-Poste et relocalisation des services postaux
- acquisition de l'immeuble d'angle donnant sur l'allée des Terrasses et éviction-transfert des commerces
- démolition des locaux associatifs dans le patio des Terrasses
- démolition de l'ex-crèche de l'Agora
- démolition de l'immeuble ex-Poste
- démolition de l'allée des Terrasses et de l'immeuble d'angle
- restructuration de la partie nord du cours Blaise Pascal
- création d'emmarchements entre la place des Terrasses et le patio des Terrasses
- création des espaces publics au niveau du patio des Terrasses (future place de la médiathèque)
- réaménagement du parvis du Tribunal
- extension du Tribunal
- restructuration / retournement de la médiathèque

La réalisation de cette première tranche, associée à la sortie opérationnelle des projets en cours (cf. plan ci-dessus – périmètre bleu), à horizon 2023/2026, permettra ainsi de créer un réel effet levier et d'amorcer la transformation du centre urbain.

Il s'agit donc d'une priorité opérationnelle sur lequel pourrait intervenir le PPA : **ingénierie, aide au financement pour la relocalisation de ces activités, etc.**

EC Attractivité – Première phase : Agora Terrasses Mazières (voir détail tableau joint)

Maitrise d'ouvrage : GPS

Co-pilotage : Ville EC

Partenaires associés : SPLA IN, SCC, Etat, Département, Région

Calendrier : Mise en œuvre phasée 2022/ 2026

Coût : 20 M€

Co-financements : Etat Fond friches - PPA,- DSIL, / CPER / Région Plan Friche / CD91

Au-delà du secteur prioritaire Agora Terrasses Mazières, d'autres secteurs ou actions pourront faire l'objet d'une contractualisation dans des avenants futurs, ainsi que d'autres équipements comme la restructuration de l'Agora Sport.

Au même titre que la rénovation d'équipements publics majeurs (comme les Arènes) qui vont se retourner vers la Ville pour l'animer, peut être fléchée une **action relative à l'activation des façades et à l'ouverture des bâtiments institutionnels** comme la Préfecture (lien vers le centre-ville/mise en valeur de l'aspect paysager), le TGI (parvis), la CPAM (au regard de l'arrivée du T12 notamment).

Un travail doit également être engagé avec SNCF / IDFM sur la **porte d'entrée que constitue la gare d'Evry-Courcouronnes** pour la centralité et le territoire qui doit refléter une image à la hauteur des enjeux identifiés.

Au-delà de l'enjeu de restructuration urbaine, la production de logements qualitatifs et l'intervention sur les copropriétés dégradées (OPAH, plans de sauvegarde..) constituent également des enjeux forts pour l'attractivité du territoire et sont au cœur du dispositif Action Cœur de ville. Les études menées dans le cadre d'ACV, en partenariat avec les bailleurs et copropriétés, montrent en effet que les difficultés sociales et d'habitat sur le secteur sont comparables à d'autres quartiers PRU.

Les enjeux interrogent donc la possibilité de soutenir le renouvellement urbain du secteur par une convention avec l'ANRU. A cette fin, une étude a été réalisée par l'architecte en charge du plan guide visant la **démolition ou la restructuration de l'immeuble de la Butte Creuse**. La Ville l'a ainsi intégré dans la présentation globale des PRU et l'ANRU a acté une clause de revoyure du PRU Pyramides. Un travail partenarial a été engagé avec le bailleur I3F. Les actions opérationnelles qui découleront de la solution retenue feront l'objet d'un avenant au PPA.

Action 9 : adapter le Centre-ville aux cibles étudiantes et salariées

Les étudiants sont à la fois un public ayant des besoins spécifiques à cibler et à la fois un formidable potentiel qui dynamise le centre-ville.

Afin d'utiliser la dynamique et rendre visible la présence des étudiants dans le centre-ville pour le rendre attractif et vivant, un programme d'actions a été établi :

- Dans le cadre du développement de la vie de campus, création d'un continuum d'espace public reliant les différentes polarités ESRI, rythmé par la mise à disposition d'expositions culturelles permanentes et temporaires, de manifestations de culture scientifique, de spectacles de rue, concerts, théâtre, ou offre d'activités sportives ouvertes à tous.
- Création d'une véritable esplanade devant le bâtiment de la présidence de l'université d'Evry (projet Halle des savoirs) dans le cadre de l'arrivée du T12 et requalification complète du bâtiment.
- Mise en place d'un espace partagé de coopération et d'expérimentation, localisé (type lab) ou dématérialisé, afin de relier entre eux les différents lieux d'innovation ouverte déjà existants (Evident, C19, IMT starter, etc.) sur le territoire et l'ensemble des autres initiatives.
- Traiter les lieux encore déclassés (par ex. l'entrée du campus TPS/IMTBS où sont encore installés dans des préfabriqués les Témoins de Jéhovah) afin de redonner de l'attractivité au site en termes de constructibilité résiduelle et d'image.

Ces différentes actions renforcent ou viennent compléter celles déjà identifiées et priorisées dans le cadre du volet universitaire du CPER 2021-2027, et pour lequel l'agglomération de Grand Paris Sud a pris des engagements forts de soutien (C19, IMT, Institut de Génomique Numérique)

Dans le cadre du présent PPA, deux axes prioritaires feront l'objet d'actions soutenues par les partenaires, et seront inscrites dans le plan guide et plan d'actions du centre urbain :

- **La réadaptation du centre-ville aux cibles étudiants et jeunes salariés** dans le cadre d'un campus université, grandes écoles et entreprises, par exemple sur l'offre de restauration en complément du projet de restructuration d'Evry 2 « SPOT » et de lieux de vie pour étudiants, chercheur, start-uppeurs.

Cette **reconquête**, à relier à la restructuration de l'espace public déjà programmée, **pourrait commencer par le Cour Blaise Pascal** dont la configuration se prête à une adaptation rapide.

- **La création d'un lieu Totem en centre-ville, associant une Maison des Etudiants**, forme de guichet unique pour toutes questions ayant trait à la vie quotidienne des personnels / étudiants français ou internationaux (mobilité internationale entrante) et **le Learning center** lieu d'échange de savoirs.

En complément de l'étude urbaine réalisée dans le cadre de la démarche Attractivité du centre urbain d'Evry-Courcouronnes, **une étude « zoom » a été engagée en 2020** portant sur une composante fondatrice d'identité d'Evry-Courcouronnes et de sa centralité : **son Campus**. La commande porte sur 2 volets :

- Faire le point sur l'offre en matière d'enseignement supérieur/recherche, les profils de ses publics, leur environnement serviciel,

- Identifier un sujet/objet à approfondir dans le cadre d'un atelier partenarial.

Cette étude, en cours de finalisation, permettra de flécher des actions dans un prochain avenant au PPA.

Action 10 : élaborer un schéma directeur pour assurer la mobilisation de tous les partenaires au service du développement économique et de l'immobilier d'entreprise dans la centralité

Afin de développer l'attractivité de la centralité, une étude de développement économique a été conduite dans le cadre de la démarche centralité pour identifier une stratégie et des actions. A ce titre, plusieurs orientations ont été identifiées

- Dans le cadre de la réflexion sur le redéploiement de services de l'Etat ou d'autres acteurs, **prioriser une localisation ou une relocalisation dans le centre urbain**. L'étude de développement économique menée dans le cadre de la démarche Attractivité a en effet démontré qu'un investissement par la sphère publique du tertiaire (notamment vacant) dans la centralité permettrait de faire effet levier et d'attirer dans un second temps des acteurs privés.

- Une **réflexion sur la reconversion des tours** LCL et Evry 2, et de l'immobilier vacant mobilisant des partenaires et investisseurs privés, et qui nécessitera des moyens exceptionnels (Aides fiscales, financement du déficit foncier démolition liées au traitement de l'amiante, normes IGH ...). Ces moyens mobiliseront notamment les différents fonds friches de l'Etat / la Région / l'ADEME.

Dans le cadre du PPA, une action de sensibilisation sera conduite auprès des propriétaires publics ou privés pour faire comprendre les enjeux, et auprès des institutions susceptibles de faciliter la reconversion de ces immeubles (SDIS, Ministère Finances...). Le Préfet sera chargé de piloter cette démarche de sensibilisation.

En outre, GPS aussi va engager dans le cadre d'ACV, une étude pré-opérationnelle visant à approfondir la faisabilité et les moyens à mobiliser pour un repositionnement progressif du bâtiment de l'AFUL des Passages au Centre Urbain d'Evry afin de valoriser et dynamiser le tissu associatif, ESS ... Le bâtiment s'inscrit dans le périmètre de la première phase d'intervention prioritaire du plan guide. Il s'agira d'approfondir le montage opérationnel, juridique et financier.

Maitrise d'ouvrage : Etat Préfet

Co-pilotage : GPS et villes

Partenaires associés : tous les propriétaires publics ou para-publics (CAF, CNFPT, TGI...) ou privés (SCC, LCL,...) de patrimoine sur le centre urbain.

Calendrier : 2022

Coût : ingénierie

B.4.3. Site de projet Cœur de ville de Corbeil-Essonnes

Au-delà des actions visées ci-dessous qui concernent la restructuration du centre-ville, lequel constitue avec celui d'Evry-Courcouronnes le cœur de l'attractivité du territoire, d'autres projets d'aménagement venant soutenir cette dynamique pourront être étudiés dans un futur avenant.

Action 11 : La requalification du centre-ville historique

Donner une nouvelle impulsion et dynamique au centre-ville est fondamental pour le rayonnement de Corbeil-Essonnes. La requalification des espaces publics constitue la colonne vertébrale du plan de reconquête du cœur de ville historique.

L'action comporte 3 sous-actions :

11.1 : La place du Comte Haymon,

Il s'agit de la place centrale du vieux Corbeil aujourd'hui constituée d'un parking et qui sera rendu aux piétons et usagers demain. Le parvis de la Halle sera réaménagé et un espace de détente permanent sera créé. Les terrasses seront également aménagées.

Maitrise d'ouvrage : GPS

Co-pilotage :

Partenaires associés : Ville

Calendrier : Etude MOE 2022 / travaux 2023/2024

Coût : travaux 3 872 000 €HT

Co-financements : Etat DSIL (études) / PPA (travaux)

11.2 : Réhabilitation de la halle du marché

La halle du marché, construite en 1863, est inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, se situe en limite de la place du Comte Haymon. Cette halle a été rénovée en 2003 et témoigne désormais d'un vieillissement important avec des infiltrations et des problématiques de réseaux. Il est donc nécessaire de mener des travaux de réhabilitation intérieurs et extérieurs (façade, réfection de la verrière, reprise des descentes pluviales et réseaux, remplacement vitrages et huisseries, éclairage) en lien avec l'aménagement de la place.

Maitrise d'ouvrage : Ville de Corbeil-Essonnes

Co-pilotage :

Partenaires associés : DRAC, Région Ile de France

Calendrier : étude MOE 2022 / Travaux 2023-2024

Coût : 2 750 000 € HT

Co-financements sollicités: DRAC, Région Ile de France (contrat régional)/ Etat DSIL ACV

11.3 Les allées Aristide Briand

Cette action n'est pas encore mature pour autant elle fait partie intégrante du plan de requalification du cœur de ville. Elle fera l'objet d'un prochain avenant.

Maîtrise d'ouvrage : GPS

Co-pilotage :

Partenaires associés : Ville / indéterminé

Calendrier : action non mature

Coût : à évaluer

Co-financements : à préciser

Action 12 : le secteur du pôle gare

La gare de Corbeil-Essonnes est la deuxième gare RER du département. Pour autant, son dimensionnement et son rayonnement ne sont pas à la hauteur de son importance.

Repenser cette gare devient fondamental.

12.1 : élaborer un contrat de pôle

L'offre de stationnement, l'accessibilité à la gare RER, la fluidité de circulation mais également le développement de zones partagées et la convergence des circulations douces constituent le volet déplacements/mobilité venant compléter les actions sur les espaces publics.

Maitrise d'ouvrage : GPS

Co-pilotage : IDFM

Partenaires associés : Ville, SNCF

Calendrier : étude 2022

Coût : à préciser

Co-financements : IDFM / CPER

12.2 : création d'un parking relais

Projet prioritaire, la création du parking relais est un préalable, permettant de supprimer les places de stationnement sur la place du Comte Haymon et les allées Aristide Briand monopolisées par les navetteurs et de les réaménager. Une étude d'opportunité puis de faisabilité doit permettre d'en préciser le programme, la localisation, le coût.

Maitrise d'ouvrage : Etude de faisabilité GPS

Co-pilotage : IDFM

Partenaires associés : CD91 / ville

Calendrier : Etude S1 2022

Coût : étude 50 000 € / travaux 8 à 16 000 000 €

Co-financements : IDFM / Etat PPA

Action 13 : OPAH Renouvellement urbain

La requalification de l'habitat ancien constitue le second pilier de l'intervention publique dans le cœur historique de Corbeil-Essonnes. La redynamisation du cœur de ville ne peut pas s'envisager sans une action forte sur l'habitat ancien. La question des rez-de-chaussée commerciaux dans les immeubles du centre sera aussi à prendre en compte.

La mise en œuvre d'une OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat) renouvellement urbain sur le centre-ville est inscrite dans l'opération de revitalisation de territoire (ORT) et nécessitera des soutiens financiers tant en ingénierie qu'en travaux très conséquents.

Maitrise d'ouvrage : GPS (ingénierie)

Co-pilotage :

Partenaires associés : Ville, ANAH, Banque des Territoires, Action Logement

Calendrier : Etude lancement S1 2022 / aménagement 2023/2026

Coût : Ingénierie 1 020 000 € HT

Co-financements sollicités : Etat, Anah, Banque des Territoires, CD91

B.4.4. Site de projet Campus Génopole

Pendant plus d'un an, une réflexion prospective sur les orientations et évolutions de Genopole à l'horizon 2030 a réuni l'ensemble des acteurs du secteur public et privé du pôle. Elle a abouti à un consensus sur le nécessaire renforcement des synergies entre les différents acteurs de l'écosystème du site (laboratoires de recherche, industriels, établissements scientifiques et de formation, établissement de soins) afin de renforcer et valoriser ces atouts et points différenciants.

Les différents partenaires du pôle se sont ainsi engagés en faveur d'une **ambition commune** : **positionner Genopole parmi les premiers campus européens d'innovation en sciences de la vie, se renforcer comme site économique majeur à forte création d'emplois en Ile-de-France, prendre place comme référent en génomique numérique nationale et européen.**

Cette ambition s'est matérialisée notamment par une **convention d'objectifs et de moyens entre la Région et Genopole** qui précise les objectifs à atteindre et les moyens à mobiliser sur les 4 axes prioritaires.

- Catalyser l'excellence scientifique de Genopole comme acteur majeur de la génomique et des biotechnologies, notamment sur les axes relatifs aux bio-industries (Thérapies cellulaires et géniques), à la génomique numérique et aux biotechnologies appliquées à la santé (humaine, animale et végétale) et à l'environnement (agro/foodTech, énergie) et conforter la position de l'Île-de-France en ces domaines.
- Capitaliser sur l'excellence scientifique du pôle et asseoir son développement économique et son attractivité, y compris au niveau international.
- Mobiliser les partenaires de Genopole en nouant des alliances fortes pour accélérer la croissance de Genopole et doter la région Ile de France d'une position de leader dans le domaine de la biotechnologie

L'enjeu est bien désormais d'assurer le développement en cohérence de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur réunis sur le site du Genopole : la recherche académique, le transfert de technologie et la valorisation de la recherche, le monde économique représentées par des sociétés industrielles ou de services présentes sur le site, ou encore le centre hospitalier pour apporter via la recherche clinique, les innovations au plus près des patients.

De fait, il est stratégique d'accompagner le développement du Genopole en permettant l'accueil et le développement d'organismes de recherche, le développement d'enseignement de haut niveau et l'aide à l'installation et au développement d'entreprises de référence en production de traitements et de services afférents (grands comptes, laboratoires pharmaceutiques...) ou encore de plateformes technologiques afin de stabiliser le modèle Genopolitain et enclencher une dynamique vertueuse en matière d'attractivité et de nouveaux partenariats.

C'est pourquoi **l'agglomération et ses partenaires s'engagent dans une politique immobilière ambitieuse au service du cluster, du territoire et du développement économique**, notamment en portant et aménageant les fonciers nécessaires et adaptés à ces activités de recherche et production : études et aménagement du site Bois Sauvage, projet Thoison, etc.,

Par ailleurs, **le territoire soutient le CHSF** à la fois dans sa démarche d'universitarisation, ses efforts de redressement financier, et son ambition de devenir un des établissements référents en matière de mise en œuvre des thérapies géniques en complément d'autres spécialités.

Enfin le **soutien au développement de l'entreprise Yposkesi**, première usine de bio-médicaments en France est une priorité, et au-delà à l'ensemble de l'industrie pharmaceutique, illustrant l'engagement et la réussite de la politique de soutien au pôle et ses acteurs conduite depuis plus de vingt ans.

Action 14 : Aménagement du parking de 350 places

Il apparaît indispensable de pouvoir associer des capacités conséquentes de stationnement au regard des besoins compte tenu de la nature même du site qui est un site ouvert, construit autour de plusieurs campus, avec par ailleurs l'ouverture du RIE qui va amplifier encore le recours à l'utilisation des voitures sur le site. Par ailleurs, le développement très rapide du site en termes d'emplois va être un autre facteur d'amplification des besoins de stationnement, la majorité des salariés du site habitant sur les territoires environnants.

L'emplacement du futur parking est situé à l'entrée du Campus 1, dans un lieu accessible et visible pour les automobilistes, tout en étant proche des activités (Pôle de Vie, CRCT, Yposkesi, Genocentre, etc...) ayant des besoins de stationnement.

Calendrier : Dépôt PC mai 2021 – livraison été 2022

Coût : parking 5 180 K€ - aménagement 550 K€

Financements : SEM fonds propres et emprunts / Région

Action 15 : Aménagement de l'entrée Evry Sud / Corbeil et du campus Génopole / Safran.

Il est primordial de « marquer » ce secteur de la RN7 situé entre le site Thoisson et le CHSF, afin que le visiteur comprenne qu'il pénètre dans un « lieu exceptionnel » dédié à la science et aux biotechnologies, ainsi qu'à l'industrie dans le domaine de la santé et de l'aéronautique. Il s'agit ainsi d'apporter une cohérence dans le traitement visuel, y compris en termes de geste architectural, de l'ensemble du pôle génopolitain sans oublier les deux sites du CEA et en terme de fonctionnement urbain.

L'action comportera deux sous-actions successives :

15-1 : Etude de définition de l'aménagement de la porte d'entrée du site du Génopole / safran

Dans un premier temps, afin de permettre un aménagement cohérent de ce site, une étude de définition des aménagements sera conduite par GPS permettant de proposer un plan d'actions. L'objectif de l'étude : fédérer les différents projets urbains et de les inscrire dans schéma cohérent et dans une visibilité de ce secteur d'entrée d'agglomération.

- Cohérence et qualité des aménagements urbains à l'échelle d'Evry Sud : cheminements, traversées, sécurisation, urbanité.... pour mettre en lien les différentes entités qui la compose.
- Intégration complète à la ville et à son fonctionnement, lien avec le Centre Urbain.
- Visibilité du campus Génopole.

Cette étude est d'ores et déjà lancée, et bénéficie de financements de la Banque des Territoires dans le cadre du dispositif Territoire d'Industrie.

15-2 : Aménagement de la porte d'entrée du site du Génopole

A l'issue de l'étude, un plan d'actions d'aménagement, d'urbanisme tactique, de signalétique et de communication pourra être complété et fera l'objet d'un avenant au présent PPA.

Maitrise d'ouvrage : Etude GPS / aménagements selon plan d'actions

Co-pilotage :

Partenaires associés : Etat, Génopole, CHSF, CD 91, villes, GIP GENOPOLE, SEM GENOPOLE, AFM, IMT, SAFRAN,

Calendrier : Etude lancement T4 2021 / aménagement 2023/2026

Coût : étude 100 000 €

Co-financements : Territoire Industrie, CDC 30 %

Action 16 : Développement Immobilier au service de Génopole

L'immobilier est un enjeu stratégique pour asseoir et faciliter le développement même de ce secteur économique majeur pour la santé publique aussi bien du point de vue de la recherche que de la production de thérapie.

C'est pourquoi, Grand Paris Sud a décidé d'accompagner, en lien avec la SEM Génopole, le développement immobilier permettant l'accueil de nouvelles entreprises et le développement industriel de Génopole.

Action levier : L'engagement de GPS dans l'immobilier au service du développement de la filière génopolitaine requiert le soutien et l'accompagnement des partenaires du PPA.

Cet engagement se déploie dans les 3 sites suivants :

16.1 : Sur le site de l'ancien Crédit Agricole, au Bois Sauvage

L'aménagement du site CACF, aujourd'hui propriété de l'EPFIF, implique la garantie de la convention pour 5 millions d'euros par GPS pour le portage de 4.5 ha de foncier.

Grand Paris Sud a conduit en 2020 une étude urbaine de définition afin de déterminer la capacité du site à pouvoir accueillir des activités industrielles génopolitaines. Cette étude a été confiée à l'atelier 234. Elle a abouti à un schéma et des propositions d'aménagement chiffrées. Parallèlement, la modification du PLU de la ville d'Evry-Courcouronnes par voie de Déclaration de projet va être engagée.

Maitrise d'ouvrage : GPS

Co-pilotage :

Partenaires associés : Mobilisation Business France et Choose Paris Région pour vendre site industriel pour de la pharma

Ville / EPFIF / GIP GENOPOLE et de la SEMGENOPOLE

Calendrier : Etude réalisée, restitution T1 2021 / aménagements 2022/2025

Coût travaux : 1 813 K€. + Moe

Co-financements sollicités : Etat Fond friches / Site clefs en main / Région Plan friches

16.2 : Le projet d'extension du Campus 5 sur le site Thoison,

Il consiste au développement de 16 000 m² de locaux dédiés à un usage de bureaux et de laboratoires de type L1/L2 dans les biotechs & medtechs.

L'agglomération assure à ce jour le portage de risque, il s'agit d'un investissement de 2.6 millions d'euros, consistant en la maîtrise foncière du site et la viabilisation des 1.07 ha, et l'aménagement viaire des abords du site.

Ce site étant situé en limite de plusieurs quartiers en politique de la ville, le fonds d'investissement de l'ANRU a décidé de s'associer à la SEM Génopole pour la réalisation d'un premier bâtiment de 4 600 m², dont la SEM acquiererait 3 500 m² et le GIP Genopole 1 100 m². A noter que la Région contribue à « dé-risquer » cette opération en finançant à hauteur de 4,6 M€ les espaces préemptés par le GIP Genopole.

L'action du PPA consiste en un soutien financier des partenaires tant sur les aménagements que sur l'investissement immobilier.

Maitrise d'ouvrage : SEM Génopole pour 1^{ère} phase immobilière

GPS pour les aménagements et portage foncier

Partenaires associés : Ville / GIPGENOPOLE/SEMGENOPOLE

Calendrier : Etude 2020/2021

Viabilisation + carrefour 2022/2025

Coût des aménagements : 1 000 000K€

Co-financements : Fonds d'investissement ANRU / GIP (Région et CIN) / CPER

16.3 : Le projet d'acquisition du foncier restant à réaliser sur le Pôle de Vie – Campus Génopole

Le projet de Pôle de Vie vise à créer un lieu de bureaux et services destinés aux salariés et visiteurs du secteur Génopole - Safran.

A l'origine, il consistait en un programme de 21 000 m² de bureaux, dont les locaux de la SEM Génopole, une résidence chercheurs- jeunes actifs, un RIE, une crèche inter-entreprise, des restaurants, commerces, salle de sport, une maison de santé.

L'investisseur privé propriétaire a réalisé la moitié du programme (résidence jeunes actifs, RIE, crèche et une partie des bureaux) mais il a souhaité se retirer de l'opération.

Afin de maîtriser le devenir de ce site, hautement stratégique, pour le devenir du Campus génopolitain, la SEM Génopole, avec l'appui de ses actionnaires, va racheter le foncier restant à construire. La CA GPS et les partenaires du PPA participent à l'acquisition de ce foncier, notamment en renforçant la capitalisation de la SEM.

Maitrise d'ouvrage : SEM Génopole

Co-pilotage : GPS

Partenaires associés : Actionnaires de la SEM (CDC, Région, GPS, CD91 ...)

Calendrier : Acquisition foncier T4 2021

Coût : 4 000 000 € via recapitalisation de la Région au GIP + GPS

Co-financements : BDT / GPS/ Conseil Régional / CD91

B.4.5. Site Campus Grand Paris Sport : Hippodrome, Lu, Bobin

Sur le projet de pôle de destination Sport, Santé, bien-être d'envergure métropolitaine situé sur le site de l'ancien Hippodrome, des anciennes usines Lu, du stade Bobin, et du Bois de l'Epine.

Le site Campus Sport fait partie d'un maillage territorial dans le domaine du sport. Son aménagement participera à ce réseau d'équipements et de pratiques diversifiées. L'ambition, telle que développée à l'appui des études pré-opérationnelles menées ces deux dernières années dans le cadre de la prise d'initiative de Grand Paris Aménagement, est de développer un pôle sportif d'ambition métropolitaine.

- ✓ **Un parc d'activités économiques en reconquête de la friche LU :** une étude a permis la définition d'un plan guide d'aménagement pour ce site dont la vocation est l'accueil d'activités économiques, tertiaires et de production, ciblées sur les thématiques Sport, santé bien être. Les actions de prospection et d'accompagnement des entreprises résultent de la stratégie de développement économique du territoire à affermir sur la thématique. Le travail est engagé à cet effet depuis janvier 2020 entre les acteurs du territoire (Agglomération, Agence de développement économique...). Une étude de positionnement économique sera menée dans le courant de l'année 2022.
- ✓ **Un « Parc Olympique », pôle sportif grand public en reconquête de l'ancien hippodrome :** Sur le site de l'hippodrome: plusieurs projets ont été étudiés et n'ont pas été retenus à ce jour. D'autres sont en cours d'analyse et méritent des investigations complémentaires. L'objectif est de créer un « Parc Olympique », illustration d'un nouveau modèle du sport français, permettant d'hybrider les secteurs privé / public afin d'offrir à un plus grand nombre, des pratiques et des modes de faire, diversifiés.

✓ **Un campus sport dédié au sport de haut niveau.**

Le Cluster Grand Paris Sport a préfiguré la définition d'un Campus sport fédéral dédié au sport de haut niveau sur le site élargi Hippodrome - Bobin.

Un premier travail de traduction spatiale des éléments de programme issus de l'étude d'Olbia Conseil, a été mené par l'Urbaniste AUC. L'investissement prévisionnel a été estimé à 135 M€ HT hors coûts d'aménagement des espaces publics et réseaux.

Par ailleurs, le Département de l'Essonne veut créer autour du stade Bobin, un hub sportif départemental. Son engagement financier, inscrit dans une délibération de 2019, s'élève à 15 M€ pour l'adaptation du stade Bobin.

L'un des enjeux majeur aujourd'hui est de faire converger les projets de hub et de Campus sport préfiguré courant 2019-2020. Le site de Bobin pourrait devenir un haut lieu de la formation du sport féminin, que ce soit en Athlétisme, en foot et en Rugby.

Une action en priorité 1 relative à la création du campus sport est inscrite dans le volet universitaire du CPER 2021-2027: insertion et relocalisation des unités de recherche et de formation en STAPS de l'Université et de l'IRBA. Une enveloppe de 10 M€ a été retenue sur ce projet.

Une armature de transport maillée avec les polarités existante (gare RER D, station Tram Croizat) mettra en liaison ces différents secteurs de développement.

Le choix du scénario d'implantation de la 1^{ère} brique du Campus Sport et les études de faisabilité correspondantes permettront la fabrication d'un maillage fin des transports en commun visant la connexion des polarités du secteur.

Actions 17 : Faire émerger les premiers programmes du campus sport (STAPS et Clinique du sport) en articulation avec le hub sportif départemental (sur le site Bobin) à travers une étude de programmation :

Objectifs : En lien avec l'action 2 du présent contrat (expertise sur le développement de la filière sport), l'objectif est de bâtir les premiers éléments de programme du campus sport et le phasage correspondant. Ce dernier ne pourra se faire qu'en étroit partenariat avec le département de l'Essonne.

- mettre en place une gouvernance de projet adaptée (CD91, Agglomération, ville et Université en premier cercle et autres partenaires en 2^{ème}): lieu d'échanges d'information, d'arbitrages à fins de mise en convergence des actions.

- conduire les expertises en vue de finaliser le programme: équipements constitutifs et articulation entre eux, localisation, phasage, investissement et plans de financements prévisionnels.

Pilotage et maîtrise d'ouvrage : GPS

Partenaires associés : Villes, Université puis

Cluster Sport, Services de l'Etat et ses partenaires + partenaires privés (à identifier mais importance de les associer à la gouvernance de projet)

Calendrier : Etude 2022-2023

Coût Prévisionnel : 100 K€ HT (étude)

Co-financements : Etat PPA / BDT

Action 18 : Dépolluer et aménager le site de la friche LU

Dans le cadre de la convention d'intervention foncière signée avec Grand Paris Sud Essonne Sénart, l'EPFIF a acquis les terrains constitutifs de la friche LU. La volonté est d'y développer une zone à vocation d'activités économique tournée vers l'économie du sport.

Une pollution résiduelle y a été identifiée (rapport de septembre 2014 produit par SITA Remédiation, pour le compte de l'EPFIF) en lien avec le passé industriel de ce site. Les investigations ont ainsi mis en évidence une contamination généralisée des sols en cadmium et des anomalies plus ponctuelles en arsenic, cuivre, zinc et plomb.

Dans ce contexte, compte tenu des dépassements des valeurs d'acceptation en ISDI constatés, en cas d'excavation de terres liées aux travaux, les recommandations sont de procéder au tri de ces terres en fonction de leur qualité et leur évacuation vers des filières adaptées.

Le coût prévisionnel des travaux de dépollution est estimé à environ 300 000€ (source : Grand Paris Aménagement, janvier 2018).

Afin de pouvoir aménager le site, des travaux de dépollution du sol en lien avec le projet seront effectués dans le cadre du présent PPA.

Puis les travaux d'aménagement et de viabilisation de la future Zone d'activités LU feront l'objet d'un avenant.

Pilotage et maîtrise d'ouvrage : Aménageur du site

Partenaires associés :

Calendrier travaux : 2022-2023

Coût Prévisionnel : 300 K€ HT

Financement : Etat PPA - Fond friche / Région Plan friche

Action 19 : Réhabiliter la Tribune pour la valoriser dans le projet Hippodrome

La tribune de l'ancien Hippodrome d'EVRY (Communes actuelles de Ris-Orangis / Bondoufle) est un bâtiment emblématique des années 1970. De grande qualité architecturale et patrimoniale, ce bâtiment est inoccupé depuis une vingtaine d'année mais reste dans un état acceptable.

Son maintien et sa rénovation vise à donner une certaine singularité au pôle de destination et renforcer la qualité patrimoniale et environnementale du lieu. Il s'agit de faciliter l'ancrage territorial et l'acceptabilité du projet, qui réside notamment dans la reconversion des lieux existants, et la rénovation des bâtiments emblématiques. Il s'agit également de s'inscrire dans une démarche de durabilité en rénovant, plutôt qu'en démolissant. Le pôle sportif devra ainsi être pensé autour de la tribune existante.

Afin d'évaluer la faisabilité et le coût d'une telle réhabilitation des diagnostics techniques préalables structurels et amiantes ont été réalisés au cours de l'année 2020.

Une étude de programmation et de faisabilité sera conduite afin de déterminer les activités pouvant être accueillies dans cette tribune. Les travaux de réhabilitation seront à prévoir dans un avenant.

Pilotage et maîtrise d'ouvrage : GPS

Partenaires associés : GPA / ...

Calendrier : 2022-2024 pour les études de programmation et de faisabilité

Coût Prévisionnel : 100 K€ HT (étude de programmation et de faisabilité)

Travaux à prévoir dans un avenant

Financement : Région Plan friche – patrimoine régional / Etat PPA - Fond friches

Action 20 : Etudier la faisabilité et réaliser le projet de passerelle au-dessus de l'A6, afin d'assurer le lien entre la gare RER D Bois de l'Epine et le bois de Ste Eutrope

Afin d'assurer le franchissement de l'A6, véritable coupure urbaine et ainsi non seulement assurer le bouclage de la nouvelle armature de transport sur le périmètre du PPA, mais également garantir une continuité verte entre le Bois de St Eutrope et la Seine, une passerelle sera réalisée. Des études doivent être réalisées afin d'en assurer le calibrage et le coût.

Une convention d'étude devra intervenir sur le portage de la maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité puis des travaux entre le Département de l'Essonne et GPS.

A l'issue de la production des études et des arbitrages rendus par le maître d'ouvrage, un avenant au présent PPA pourra intervenir pour définir le financement des travaux de construction.

L'action consiste en deux sous action successives

- Une étude de définition d'un ouvrage de franchissement au-dessus de l'A6 qui sera conduite dans le cadre de ce PPA, permettant de définir les coûts et contraintes techniques.

Pilotage et maîtrise d'ouvrage : à définir

Partenaires associés : Département, GPS, Services de l'Etat et ses partenaires

Calendrier : 2022-2023 (protocole, puis études de faisabilité)

Coût Prévisionnel : à définir

Co-financements sollicités : CD91, GPS, Etat, Région

- Dans un second temps, la réalisation de l'ouvrage et des aménagements connexes qui fera l'objet d'un avenant au PPA.

Le projet de « Parc Olympique » sur le site élargi de l'Hippodrome, Bobin s'inscrit dans l'ambitieux projet de territoire de Grand Paris Sport, constitué de 4 pôles majeurs, fortement porté par le président et les élus de Grand Paris Sud.

Un avenant au présent PPA, permettant de préciser le phasage et les modalités financières notamment pourra être élaboré à l'horizon de la fin de l'année 2022.

B.4.6. Synthèse des calendriers et des financements

Voir tableau annexé.

Gouvernance, pilotage et principes de conduite du projet de PPA

Une gouvernance souple, adaptée à la réalité du territoire, et articulée avec les instances de gouvernance déjà existantes.

Animation politique du PPA

1/ Un comité de pilotage stratégique partenarial :

Instance destinée à évaluer l'avancement du projet d'ensemble et de chacune des actions inscrites au PPA. Il a une mission d'animation, d'information et de suivi des actions.

Associe les signataires du PPA.

Co-présidé par le président de Grand Paris Sud et le Préfet, il se tient une fois par an avec l'ensemble des signataires.

L'organisation et le secrétariat de ce comité sont assurés par Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

2/ Un comité de pilotage partenarial élargi : associe tous les signataires et partenaires du projet Cœur d'agglomération.

Se réunit au lancement du PPA, et tous les 2 ans.

A pour mission d'assurer la mobilisation de tous les acteurs autour d'un projet commun et d'en faire un bilan partagé.

3/ Gouvernance spécifique par site de projet : les comités de pilotages territorialisés existants Hippodrome / Génopole / Attractivité Centre urbain / Corbeil-Essonnes qui doivent régulièrement faire remonter l'état d'avancement auprès du comité de pilotage stratégique

Animation technique du PPA

Un comité technique stratégique assure le suivi des actions, notamment le suivi des actions transversales qui ne font pas l'objet de gouvernance spécifique, l'animation technique globale. Il prépare les comités de pilotages, la rédaction des avenants,

Associe les référents techniques désignés par les signataires de premier rang du PPA,

L'organisation et le secrétariat de ces comités techniques sont assurés par Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

Suivi et évaluation

Les modalités seront à définir dans la période de mise en œuvre de premières actions du PPA : des indicateurs de suivi à identifier, des outils de pilotage à établir. Un groupe de travail dédié se mettra en place dès la signature du PPA.

C. La mise en œuvre du contrat

C.1. Les engagements des parties

La communauté d'agglomération s'engage à :

- Nommer un référent PPA qui en assurera l'animation pour garantir sa mise en œuvre ;
- Préparer et animer avec les communes et l'Etat les réunions du comité de pilotage et du comité technique ;
- Participer aux comités techniques des opérations et études inscrites dans le PPA ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- Contribuer à la concertation et la communication en lien étroit avec les communes et l'Etat
- Contribuer au financement des actions prévues au présent PPA.

Dans le cadre de sa Programmation Pluriannuelle d'Investissement, l'agglomération engage des moyens financiers conséquents sur ces opérations :

- 5 M€ par an pendant 10 ans sur Grand paris Sport
- 41 Millions sur le projet Attractivité Centre urbain, avec un investissement net de 20 % du cout de l'ensemble opérations.
- 11 Millions pour le projet Cœur de Ville Corbeil-Essonnes
- 10 Millions pour les projets génopolitains.

Les communes s'engagent à :

- Nommer un référent PPA qui l'animera et garantira sa mise en œuvre ;
- Co-préparer et co-animer avec la communauté d'agglomération et l'Etat les réunions du comité de pilotage et du comité technique ;
- Participer aux comités techniques des opérations et études inscrites dans le PPA ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- Contribuer à la concertation et la communication en lien étroit avec la communauté d'agglomération.

L'État s'engage à :

- Nommer un référent du PPA auprès du préfet assurant un rôle technique ensemble sur toutes les thématiques du PPA;
- Co-préparer avec la communauté de communes et la commune les réunions du comité de pilotage et du comité technique ;
- Participer aux comités techniques des opérations et études inscrites dans le PPA ;
- Assurer le portage des actions transversales selon la répartition prévue au chapitre B.4

- Apporter son concours technique aux actions prévues au chapitre B.4 du présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- Contribuer à la communication commune.
- Contribuer au financement des actions et études prévues au chapitre B4 du contrat et sur lesquelles sa participation est prévue pour une enveloppe maximale globale de 2,1M€ euros au titre des crédits spécifiques du PPA et à mobiliser tous les autres dispositifs adéquats (Fonds friches sous réserve de sa pérennisation, CPER, DSIL, etc.). Des financements complémentaires pourront être décidés par voie d'avenants. Les financements feront l'objet de décisions attributives de subvention au fur et à mesure de l'avancement des actions, considérant que le présent contrat constitue une convention-cadre valant demande de subvention.
- Porter au niveau national l'ambition du territoire pour faciliter les prises de décisions concourant au développement du territoire.

Le conseil départemental s'engage à :

- Participer au comité de pilotage et au comité technique du PPA
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Contribuer au financement des actions prévues au chapitre B4 en mobilisant tous les dispositifs adéquats

Le conseil régional s'engage à :

- Participer au comité de pilotage et comité technique du PPA
- Contribuer au financement des actions prévues au chapitre B4 en mobilisant tous les dispositifs adéquats (Fonds friches, CPER, plan vélo, contrat régional, etc.). dès lors qu'elles correspondent à ses domaines d'intervention et de compétences, qu'elles s'inscrivent dans les politiques prioritaires de la Région et répondent, le cas échéant, aux conditions d'éligibilité prévues par les règlements d'intervention des dispositifs régionaux.

La Banque des Territoires s'engage à :

- Participer au comité de pilotage et comité technique du PPA
- Etudier une contribution financière, selon ses différentes formes d'interventions (ingénierie, prêt, investissements en fonds propres), aux actions prévues au chapitre B4. Ces contributions seront soumises à l'approbation des comités d'engagement compétents de la Banque des Territoires et, en ce qui concerne l'ingénierie, sur la base de cahier des charges.

C.2. Communication autour du projet

Les parties au contrat peuvent préciser les conditions de communication autour de l'avancement de l'opération.

- Élaboration de communiqués de presse communs de manière systématique ou sur certaines étapes du projet ;
- Désignation d'un chef de file pour la communication, l'intercommunalité peut être chargée d'organiser la communication et la concertation autour de l'écriture des documents.

- Mention des partenaires avec affichage des logos dans les communications d'une des parties (par exemple dans une revue institutionnelle) ;

C.3. Durée et actualisation du contrat

Durée du contrat

La durée de validité du présent contrat de PPA est fixée à 10 ans à compter de sa signature.

Sa durée correspond à la durée estimée de mise en œuvre globale du projet.

Une évaluation de l'application du contrat est présentée au comité de pilotage après une période de 3 ans et de 6 ans.

Actualisation

Comme tout contrat, le présent PPA pourra être modifié par voie d'avenant.

Tout avenant devra être présenté au comité de pilotage et validé par l'ensemble des signataires.

Sont considérés notamment comme substantielles et devront faire l'objet d'un tel avenant, les modifications pour :

- Ajouter un nouveau partenaire ;
- Ajuster des engagements financiers des actions et projets prévus dans le présent contrat ;
- Prolonger le présent contrat
- Acter une nouvelle action d'aménagement et les engagements financiers correspondants.

D. Signatures

l'Etat, représenté par monsieur le Préfet Monsieur Eric Jalon	la communauté d'agglomération Grand Paris Sud, représentée par le Président, Monsieur Michel Bisson
la commune d'Evry Courcouronnes, représentée par le Maire, Monsieur Stéphane Beudet	la commune de Ris-Orangis, représentée par le Maire, Monsieur Stéphane Raffalli
la commune de Bondoufle, représentée par le Maire, Monsieur Jean Hartz	la commune de Corbeil-Essonnes, représentée par le Maire, Monsieur Bruno Piriou
la SPLA-IN Grand Paris Sud Aménagement, représentée par son directeur général, Monsieur Camille Vielhescaze	le Conseil Départemental de l'Essonne, représenté par son Président, Monsieur François Durovray
le Conseil Régional d'Ile de France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse	la Caisse des Dépôts, représentée par son directeur régional Ile de France Monsieur Richard Curnier

Fait le

à

PLAN D'ACTIONS PPA CŒURS URBAINS GRAND PARIS SUD RIVE GAUCHE

En noir, les financements sollicités

En rouge, les financements actés par les partenaires

ACTIONS STRATEGIQUES TRANSVERSALES N'APPELANT PAS DE FINANCEMENTS DIRECTS ET S'INSCRIVANT AUSSI DANS LE CRTES																	
	Intitulé	Description	Maitrise d'ouvrage	Co-pilotage	Partenaires associés	Calendrier	Coût global € HT	Plan de financement								Avenant, Action à prévoir	
								GPS	Ville	Etat PPA	Etat autres	CD 91	CRIF	BdT	Autres (préciser)		
Actions transversales : Conforter l'attractivité metropolitaine existante et à venir																	
Action 1	Initier une stratégie de valorisation foncière partagée par la mise en place d'un groupe de travail	Groupe de travail sur les foncier stratégiques afin d'élaborer un pacte foncier.	GPS	Préfecture / GPA	villes, EPPFIF, GPA, CD91, tous les propriétaires publics	Signature du pacte fin 2022											
Action 2	Développer l'attractivité économique (inter)nationale et accompagner les actions de marketing territorial à travers la mise en place d'un partenariat avec Business France et Choose Paris Région	Mission relative à une démarche d'attractivité éco (inter)nationale + actions de prospection vont être engagées fin 2021 concernant le Genopole et autres filières de GPS	GPS	Ville d'Evry Courcouronnes	Business France, CPR, CS0, GIP Genopole	Signature protocole fin 2021 Actions de propsectsions à prévoir en 2022										Actions de propsectsions à prévoir dans un avenant.	
Action 3	Rendre attractif le système scolaire et d'enseignement à travers le déploiement d'un stratégie globale	Instance de réflexion et d'échange permanente sur l'amélioration du système de formation animé par l'ESSI	ESSI	Etat	GPS, Ville						CPER		association services Région				
Le centre urbain d'Evry-Courcouronnes : une stratégie partenariale d'attractivité métropolitaine.																	
Action 10	Elaborer un schéma directeur pour assurer la mobilisation de tous les partenaires au service du développement économique et de l'immobilier d'entreprise dans la centralité	Actions de sensibilisation auprès des grands propriétaires publics et privés, pour faciliter la reconversion des immeubles tertiaires.	Préfecture	GPS	ville EC, tous les principaux propriétaires						Pérenisation Fds friches sous réserves de modalités		association services Région	X		Actions à prévoir dans le cadre du Plan friche : Projets de reconversion des immeubles tertiaires : tour LCL, tour Evry 2, etc..	
Développer et transformer le Génopole																	
Action 16	Renforcement de la formation sur le secteur de la thérapie génique	Accompagnement humain et financier des partenaires pour le renforcement et le déploiement de l'offre pédagogique = groupe de travail ?	Etat	CRIF (à valider)	GPS, villes, UEVE et écoles du territoires										CPER		

ACTIONS MATURES, OPERATIONNELLES, QUI FONT L'OBJET DE CO-FINANCEMENT DANS LE PRESENT PPA																	
	Intitulé	Description	Maitrise d'ouvrage	Co-pilotage	Partenaires associés	Calendrier	Coût global € HT	Plan de financement								Avenant, Action à prévoir	
								GPS	Ville	Etat PPA	Etat autres	CD 91	CRIF	BdT	Autres (préciser)		
Actions transversales : Conforter l'attractivité métropolitaine existante et à venir																	
Action 4	Rechercher une ville exemplaire : Excellence environnementale / qualité et durabilité des logements à travers la mise en place d'une charte d'aménagement durable	Mission d'AMO pour l'élaboration d'une stratégie et d'outils	GPS	SPLA IN, EPA Sénart	Villes, Services de l'Etat, promoteurs, bailleurs, acteurs de l'immobiliers, aménageurs	Désignation AMO mi 2022 Signature Charte fin 2023	100 000			50 000				X			
Action 5	Concevoir et mettre en œuvre un maillage doux du centre urbain : liaisons, cheminements, plan de mobilité actives	Cartographie des aménagement cyclables sur les différents sites de projets du PPA	GPS		CD91, villes,	2022/2023	en interne						Plan vélo de GPS				
										Enveloppe études transversales 50 000 €							
Le centre urbain d'Evry-Courcouronnes : une stratégie partenariale d'attractivité métropolitaine.																	
Action 6	Renforcer l'Ingénierie d'accompagnement du projet Evry Attractivité	AMO / OPC / études préalables	GPS	SPLA IN / Ville	Ville d'Evry Courcouronnes	Désignation prestataires en fevrier 2022	500 000	100 000		300 000				X			
Action 7 Amorcer à court/moyen terme des opérations de restructuration urbaine dans le cœur de la centralité impulsant une dynamique forte de changement																	
Action 7.1	Acquisitions foncières	- acquisition de l'immeuble ex-Poste	Ville EC			2022/2023	6 000 000		2 000 000		Fonds friche AAP n°2 4 000 000						
Action 7.2	Démolitions	- démolition des locaux associatifs dans le patio des Terrasses et relocalisation des asso - démolition de l'ex-crèche de l'Agora - démolition de l'immeuble ex-Poste - démolition de l'allée des Terrasses et de l'immeuble d'angle	GPS			Etudes : 2021/2022 Travaux : 2023/2024	3 733 000	794 000			200 000 (fonds friches obtenus 1er AAP) + CPER (1,5 M€)		552 0000 Plan friches - session 3 - N° CP2021-214 du 22 juillet 2021		469 000		
Action 7.3	Restructuration espaces publics	- restructuration de la partie nord du cours Blaise Pascal - création d'emmarchements entre la place des Terrasses et le patio des Terrasses - création des espaces publics au niveau du patio des Terrasses (future place de la médiathèque) - réaménagement du parvis du Tribunal	GPS	Ville EC		Etudes : 2021/2022 Consultation et MOE : 2023/2025 Travaux : à partir de 2026	6 122 000	1 730 500			DSIL ACV	X	Identification du plan friche * sous réserve d'éligibilité et d'instruction		1 731 500		

Action 7.4	Restructuration équipements publics	- restructuration / retournement de la médiathèque	GPS	Ville EC		Etudes : 2021/2022 Consultation et MOE : 2023/2025 Travaux : à partir de 2026	10 000 000	3 000 000			DSIL ACV	X	Identification du plan friche * sous réserve d'éligibilité et d'instruction	La BDT peut financer en prêts long terme les équipements publics			
Action 10	Développement économique et de l'immobilier d'entreprise dans la centralité	Etude de faisabilité et de programmation sur le bâtiment de l'AFUL des Passages	GPS		ville EC, les propriétaires	Etude 2022	50 000				DSIL ACV						
										Enveloppe étude "Evry" 300 000 €							
Conforter l'attractivité de Corbeil-Essonnes																	
Action 11	Requalification du centre-ville historique																
Action 11.1	Transformation de la place du Comte Haymon	Piétonnisation de la place, requalification, suppression du stationnement actuel	GPS		Ville CE	Etudes MOE 2022 Travaux 2023-2024	3 872 000			1 500 000	DSIL ACV (132 515 obtenue pour études)			La BDT peut financer en prêts long terme les équipements publics			
Action 11.2	Réhabilitation de la Halle du Marché		Ville CE		DRAC, Région IdF	Etudes MOE 2022 Travaux 2023-2024	2 750 000		X		400 000 (DRAC) / DSIL ACV		Possible mobilisation à hauteur de 200 000 max par tranche * sous réserve d'éligibilité et d'instruction	La BDT peut financer en prêts long terme les équipements publics			
Action 12	Secteur Pôle gare de Corbeil-Essonnes							X							IDFM		
Action 12.1	Contrat Pôle gare	Relance des études de pôle Réalisation de travaux à moyen terme	GPS	IDFM	Ville	à planifier	non chiffré	X			CPER Transport				IDFM		
Action 12.2	Construction d'un parking relais	Etude de faisabilité	GPS	IDFM	Ville /CD91	S2 2022	50 000	X			X			x			
Action 13	OPAH Renouvellement Urbain	Réhabilitation de l'habitat ancien privé . Mise en place sur le centre ville. Action ORT GPS	GPS / Ville		Ville, Anah, AL, BDT	2022-2027	1 020 000 Ingénierie 6 500 000 Subventions	Financement ingénierie	X		X	X		X ingénierie	ANAH 50% ingenierie		
										Enveloppe étude et travaux "Corbeil" 1 500 000 €							
Développer et transformer le Génopole :																	
Action 14	Développent des capacités de stationnement du site du Genopole	Aménagement d'un parking de 350 places	SEM Génopole		Ville, GPS, CRIF	Dépôt PC mai 2021 – livraison été 2022							Apport en Kal SEM				
Action 16	Développement Immobilier et foncier au service de la filière Génopolitaine																
Action 16.1	Site Bois Sauvage	Aménagements du site Bois Sauvage (ex CACF) en vue d'accueillir des activités industrielles génopolitaines.	GPS		Ville EC, EPFIF, Business France	Etudes finalisées Moe et travux d'aménagements 2022/2025	2 000 000				Perenisation Fonds friches		Possible mobilisation à hauteur de 200 000 max par tranche * sous réserve d'éligibilité et d'instruction	La BDT peut financer en prêts long terme les équipements publics		Etudes de Moe et travaux d'aménagements	
Action 16.2	Site Thoison Campus 5	Travaux d'aménagement du Campus 5	GPS	SEM Genopole	ANRU	AMO pour la construction du bâtiment en cours. Désignation du MOE en cours Travaux de viabilisation du site 2022/24	1 000 000						via GIP	La BDT en tant qu'actionnaire historique de la SEM GENOPOLE envisage de participer à l'augmentation de capital de la SEM pour soutenir son développement	Fonds d'investissement ANRU		
Action 16.3	Site Pole de vie	Acquisition du foncier restant à réaliser sur le projet de Pôle de Vie - Campus Génopole	SEM Génopole		CDC, CRIF, GPS, CD91	Acquisition foncier T4 2021	4 000 000	Apport en Kal SEM 3 M€				Apport en Kal SEM	Apport en Kal SEM	La BDT en tant qu'actionnaire historique de la SEM GENOPOLE envisage de participer à l'augmentation de capital de la SEM pour soutenir son développement			
Grand paris Sport : Une nouvelle destination métropolitaine,																	
Action 17	Concrétiser le projet de Campus sport (sur le site Bobin)	Etudes de programmation visant à bâtir le programme du campus sport et le phasage correspondant, et études de conception urbaines.	GPS		CD91, Cluster Sport, services de l'Etat	2022 - 2023	200 000			100 000				Ingénierie BDT			

Action 18	Aménager le site de la friche LU	Travaux de dépollution du sol en lien avec le projet, accès	Aménageur			2022 - 2023	300 000			100 000	Perenisation Fonds friches		Identification du plan friche * sous réserve d'éligibilité et d'instruction			Travaux aménagement du site
Action 19	Réhabiliter la Tribune pour la valoriser dans le projet Hippodrome	Etudes techniques, de faisabilité et de programmations	GPS		GPA,	2022 - 2023	100 000			50 000	Perenisation Fonds friches		Identification du plan friche et de la labélisation patrimoine régional * sous réserve d'éligibilité et d'instruction			Travaux de réhabilitation de la tribune à prévoir.
Action 20	Réaliser le projet de passerelle au-dessus de l'A6, afin d'assurer le lien entre la gare RER D Bois de l'Epine et le bois de Ste Eutrope	Etudes d'opportunité / faisabilité de la passerelle	à définir	GPS / CD91	Services de l'Etat, DIRIF	Convention d'étude à élaborer. Etudes 2022	à préciser				X	X				Financement des travaux de construction de la passerelle.
										Enveloppe étude et travaux "Grand Paris Sport" 250 000 €						

ACTIONS NECESSITANT DES APPROFONDISSEMENTS ET QUI FERONT L'OBJET D'UN AVENANT AU PRESENT PPA

	Intitulé	Description	Maitrise d'ouvrage	Co-pilotage	Partenaires associés	Calendrier	Coût global € HT	Plan de financement								Avenant, Action à prévoir
								GPS	Ville	Etat PPA	Etat autres	CD 91	CRIF	BdT	Autres (préciser)	
Actions transversales : Conforter l'attractivité métropolitaine existante et à venir																
Action 5	Concevoir et mettre en œuvre un maillage doux du centre urbain : liaisons, cheminements, plan de mobilité douces	Travaux d'aménagements pour les modes de déplacement doux complémentaires sur le périmètre du PPA.	GPS		DIRIF, IDFM, CD91, villes	?	à évaluer			PPA 50%			Plan vélo de GPS			Avenant à prévoir sur ouvrages et infrastructures supports de déplacements doux.
Le centre urbain d'Evry-Courcouronnes : une stratégie partenariale d'attractivité métropolitaine.																
Action 7	Opérations de restructuration urbaine dans le cœur de la centralité à moyen terme / autres secteurs															
Action 9	Adapter le Centre-ville aux cibles étudiantes et salariées	Reconquête du cours Blaise Pascal, type Campus, offre de restauration, lieux de vie, etc...	UEVE / GPS		CRIF, Etat, GPS, Ville EC,											Plan d'action à préciser dans le cadre de l'étude ESRI en cours
Conforter l'attractivité de Corbeil-Essonnes																
Action 11	Requalification du centre-ville historique															
Action 11.3	Allées Aristide Briand	Suppression du stationnement et requalification de l'espace public	GPS		Ville CE		non chiffré				DSIL					Action non mature qui fera l'objet d'un avenant
Action 12.2	Construction d'un parking relais	Travaux	?		CD91		8 à 16 000 000									Selon résultats de l'étude de faisabilité
Développer et transformer le Génomple :																
Action 15	Aménagement de l'entrée Evry Sud / Corbeil et du campus Genopole / Safran.	Plan d'actions d'aménagements, de signalétique et de communication visant à donner de la visibilité et de la cohérence à l'entrée Sud Evry Génomple, fédérant les partenaires.	GPS		Services Etat, Génomple, CHSF, Safran, AFM, CD91, villes, IMTBS	Travaux 2023/2026				PPA 50%						Etude en cours, dans le cadre de territoire d'industrie. Lancée en T' 2021.
Grand paris Sport : Une nouvelle destination métropolitaine,																
Action 18	Aménager le site de la friche LU	Travaux d'aménagements	Aménageur			2023 - 24	à préciser				Perenisation Fonds friches		Identification du plan friche * sous réserve d'éligibilité et d'instruction			Travaux aménagement du site
Action 19	Réhabiliter la Tribune pour la valoriser dans le projet Hippodrome	Travaux de réhabilitations de la tribune	GPS		GPA,	2023 - 25	à préciser				Perenisation Fonds friches		Identification du plan friche et de la labélisation patrimoine régional * sous réserve d'éligibilité et d'instruction			Travaux de réhabilitation de la tribune à prévoir.
Action 20	Réaliser le projet de passerelle au-dessus de l'A6, afin d'assurer le lien entre la gare RER D Bois de l'Epine et le bois de Ste Eutrope	Travaux d'aménagements de la passerelle	à définir	GPS /CD 91	Services de l'Etat, DIRIF		à préciser				CPER					Financement des travaux de construction de la passerelle.

**Annexe n°3 à la délibération - Projet Partenarial
d'Aménagement de Villeneuve la Garenne**

CONTRAT DE PROJET PARTENARIAL D'AMENAGEMENT DE VILLENEUVE-LA-GARENNE

Juin 2021

SOMMAIRE

Préambule	4
1. Orientations stratégiques territoriales et métropolitaines.....	6
2. Ambitions et objectifs du PPA	7
2.1. Mettre en place une gouvernance partagée pour permettre la réalisation d'un projet de territoire complexe.....	8
2.1.1. Sécuriser la programmation des grandes opérations du territoire	8
2.1.2. Définir les modalités d'intervention sur les zones d'activités économiques.....	8
2.1.3. Valoriser l'histoire et le patrimoine villénogarennois.....	9
2.1.4. Coordonner la mise en œuvre des différents projets.....	9
2.1.5. Mobiliser les outils opérationnels, réglementaires et les moyens financiers permettant de concrétiser les actions du PPA	9
2.2. Intégrer toutes les échelles pour désenclaver Villeneuve-la-Garenne	9
2.2.1. Constituer des liaisons outre les discontinuités Seine, A86, zones d'activités	9
2.2.2. Favoriser les mobilités douces	9
2.3. Mettre la qualité environnementale au service du cadre de vie	10
2.3.1. Intégrer les contraintes du territoire	10
2.3.2. Renforcer les continuités écologiques, développer les trames verte et bleue.....	10
2.3.3. Réaliser des projets urbains exemplaires sur le plan environnemental et de la santé (qualité de l'air, énergie, biodiversité, sobriété carbone, gestion des chantiers)	10
3. Périmètre du PPA de Villeneuve-la-Garenne	10
4. Présentation des différents projets concernés et avancement.....	11
4.1. L'Opération d'Intérêt Métropolitain.....	11
4.2. Le projet Centre-ville	12
4.3. Le projet Caravelle.....	12
4.4. Le projet Gallieni Sud.....	13
4.5. Village Bongarde (IMGP1).....	14
4.6. Extension Sud Quartz.....	14
5. Signataires.....	15
6. Présentation des actions	15
6.1. Réalisation d'une étude de programmation, dite « Etude cadre », à l'échelle de la ville	16
6.2. Définition d'une stratégie de valorisation et de densification des zones d'activités économiques	17
6.3. Mise en place d'un groupe de travail sur la stratégie foncière du PPA	18
6.4. Groupe de travail sur la résilience territoriale face au risque inondation	19

6.5. Mission d'AMO développement durable.....	20
6.6. Mise en place d'une mission d'assistance pour le pilotage des différentes opérations portées par le PPA, partagée entre les différents MOA.....	21
6.7. Mise en place d'un groupe de travail sur les projets d'infrastructure de désenclavement (voiries communales et départementales, franchissements de la Seine et de l'A86) et pilotage de premières études (déplacements, schéma de mobilités douces).....	22
6.8. Mise en place d'un groupe de travail sur la Seine et pilotage d'un diagnostic préalable au réaménagement des berges.....	24
6.9. Mise en place d'un groupe de travail pour identifier les potentiels de renaturation à l'échelle de la commune à intégrer au PLUI	24
6.10. Mise en place d'un groupe de travail sur la valorisation du patrimoine paysager, urbain et architectural de Villeneuve-la-Garenne.....	25
7. Gouvernance du contrat et pilotage.....	25
7.1. Le comité de pilotage	25
7.2. Le comité technique	26
7.3. Le comité technique restreint	26
7.4. Les référents du PPA.....	26
8. Mise en œuvre du contrat et engagement des parties	27
8.1. Durée et actualisation	27
8.2. Engagement des parties	27
9. Signatures	31

Préambule

A la croisée des départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis, bénéficiant des dynamiques territoriales de Paris, la Défense et de la Plaine Saint-Denis, le territoire de la boucle Nord de Seine s'inscrit pleinement dans l'espace, les flux et les enjeux métropolitains. L'identité du territoire repose sur sa géographie dans la boucle de la Seine. D'un territoire structuré autour de ses centres urbains anciens protégés de l'expansion des crues, le paysage de la plaine alluviale agricole a été durablement marqué par l'installation d'activités industrielles et logistiques, constituant une centralité économique incontournable de la métropole.

Au sein de ce territoire de la boucle Nord de Seine, Villeneuve-la-Garenne, commune de 3,2km² et 25 000 habitants, a un statut et une histoire propre. Du fait de sa situation dans la zone inondable de la boucle de la Seine, elle a été constituée tardivement, à partir d'un village de pêcheurs et d'un territoire déjà prisé par l'industrie et l'agriculture dès la deuxième moitié du XIX^e siècle. Son développement urbain au fil du XX^e siècle illustre l'histoire du logement social : au voisinage des maisons de villégiature en bord de Seine se sont développés entre deux guerres les lotissements caractéristiques de la construction Habitat Bon Marché (HBM). Le contexte après-guerre de la reconstruction amène, selon le plan d'aménagement en 1954, la construction en une quinzaine d'années de très nombreux logements, en remplacement des cités d'urgence et de transit. Habitations à loyers modérés (HLM) ou logements en accession sociale à la propriété, les typologies modernes issues de la charte d'Athènes se développent à Villeneuve-la-Garenne, sur les nouveaux secteurs résidentiels de la Caravelle, des quartiers sud, mais aussi très largement dans le diffus, avec des unités bâties emblématiques comme la Banane ou la Rotonde. Villeneuve-la-Garenne, « démonstrateur » des politiques sociales du XX^e siècle, affiche toujours en héritage un taux de 58 % de logements sociaux, l'un des plus élevés de France.

Aujourd'hui le paysage communal demeure très marqué par l'histoire de cette urbanisation : les tissus d'habitat individuels et les grands collectifs cohabitent au centre-ville, dans la boucle de la Seine dont l'accessibilité a été renforcée par l'arrivée du tramway T1 en 2014. Si l'activité agricole a disparu, une part très importante du territoire reste consacrée aux activités économiques, notamment productives, formant une couronne qui entoure la zone résidentielle. La fracture fonctionnelle entre ces deux secteurs s'est vue accentuée par le passage de l'A86 en viaduc et les lignes à haute tension dans les années 1990.

Depuis 20 ans, Villeneuve-la-Garenne est engagée dans une politique de renouvellement urbain, pour la réhabilitation de ses quartiers de grands ensembles, la diversification de l'offre en logements et des typologies urbaines. Par ailleurs, la ville cherche de plus en plus à mettre en valeur, à travers la politique de renouvellement urbain, son histoire et les qualités paysagère héritées de sa trame moderne originale : l'urbanisme de barres et de tours, libérant le sol pour offrir une haute qualité d'espaces publics et d'espaces verts, demeure très pertinent dans la ville contemporaine.

Le territoire porte encore aujourd'hui plusieurs projets qui visent l'amélioration du cadre de vie de cette « ville-parc », avec le renouvellement des tissus le long des axes Verdun et Gallieni en centre-ville. La ville a engagé par ailleurs la transformation de la zone d'activité de la Bongarde au sud de la commune, marquée en 2014 par l'inauguration du centre commercial Qwartz, puis l'émergence des premiers projets de logements sur un secteur jusque-là monofonctionnel.

Projet déterminant pour le développement urbain de Villeneuve-la-Garenne, l'enfouissement des lignes à haute tension qui survolent le territoire, engagé par un partenariat financier Etat-collectivités et RTE dans le calendrier de réalisation du village olympique sur l'île Saint-Denis en 2024, a conduit les

collectivités à envisager les opportunités ouvertes par la libération des servitudes associées aux lignes aériennes. Ainsi, en lien avec la ville et l'EPT, la MGP a déclaré en 2018 d'intérêt métropolitain l'aménagement d'un secteur de 70ha en frange de la ville, représentant près d'un quart de sa superficie, encore grevé du passage des lignes à haute tension. Les études pour l'aménagement d'un secteur opérationnel de 21ha au sein de l'OIM ont été confiées à Grand Paris Aménagement.

L'OIM vise les objectifs partagés entre les trois collectivités et l'Etat, pour le désenclavement du cœur de ville et le développement de quartiers mixtes comportant une nouvelle offre résidentielle, dans un aménagement exemplaire au regard des forts enjeux environnementaux. Les diagnostics menés par GPA depuis 2019, élargis au territoire de la ville, ont démontré la nécessité de raisonner à cette échelle, pour déterminer les orientations programmatiques de l'OIM :

- Premièrement, l'arbitrage programmatique sur les enjeux de densité et de mixité fonctionnelle, pour le renouvellement et le développement des logements comme des activités économiques doit découler d'une vision d'ensemble, afin de développer des programmes complémentaires, dimensionnés pour l'échelle de la ville, en cohérence avec l'histoire du territoire et les opportunités actuelles. Cet arbitrage programmatique suit l'ambition d'un urbanisme maîtrisé défendu par M. le Maire de Villeneuve-la-Garenne et répond aux problèmes de concurrence qui pourraient s'exercer entre les différentes opérations.
- Par ailleurs, la dynamique immobilière très importante induit des besoins en nouveaux équipements publics, des écoles aux infrastructures de déplacement, qui nécessitent la définition d'une programmation opérationnelle et financière qui permette d'assurer la soutenabilité financière de la commune
- Enfin, l'ensemble de la ville étant soumise à des contraintes environnementales fortes, les ambitions partagées par les acteurs de l'aménagement, pour un territoire résilient et un urbanisme au service du cadre de vie, impliquent un travail en commun.

De ces constats partagés, la ville, l'EPT, la MGP, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, la Région Île-de-France, l'Etat, et leurs partenaires GPA et l'EPFIF ont souhaité la mise en place d'un projet partenarial d'aménagement (PPA), décrit à l'article L.312-1 et suivants du code de l'urbanisme, pour coordonner les initiatives de l'ensemble des acteurs de l'aménagement à Villeneuve-la-Garenne et mobiliser leurs moyens, autour d'objectifs communs à la hauteur des enjeux pour le développement de ce territoire.

Il est précisé que ce contrat s'inscrit dans la continuité de documents contractuels qui lient déjà un ou plusieurs partenaires du PPA dont certains non signataires du PPA:

- La convention de réalisation et de financement concernant l'enfouissement des lignes à très haute tension « Plessis Gassot-Seine 1,2,3 et 4 » du poste Seine aux environs du poste de la Briche entre RTE, la Solideo, Villeneuve-la-Garenne et la Métropole du Grand Paris signée le 11 janvier 2019 et ses deux avenants
- La convention de partenariat entre la MGP et la Région Île-de-France visant à conduire des actions conjointes ou complémentaires dans les domaines du logement, des transports, du développement économique, de l'environnement, de l'aménagement et de la culture.
- Une convention d'intervention foncière tripartite signée le 2 avril 2021 entre la Ville, l'EPT Boucle Nord de Seine et l'EPFIF portant sur les secteurs Gallieni Sud, Gallieni Nord et Rue de l'Avenir
- Une convention d'intervention foncière tripartite signée le 2 décembre 2019 par la Ville, la MGP et l'EPFIF portant sur le périmètre de l'OIM et plus précisément sur 3 secteurs opérationnels (Litte, Réniers et Nord)

1. Orientations stratégiques territoriales et métropolitaines

L'EPT Boucle Nord de Seine et la Métropole du Grand Paris auxquels appartient la commune de Villeneuve-la-Garenne disposent de plusieurs documents stratégiques qui fixent des orientations pour l'aménagement et le développement de la commune et du territoire.

Le PADD du SCOT métropolitain et le PLUI de l'EPT Boucle Nord de Seine, en cours d'élaboration, s'accordent autour de trois grands ensembles d'objectifs :

Concernant le volet urbain :

- Conforter une métropole polycentrique, économe en espace et équilibrée dans la répartition des fonctions
- Favoriser l'ancrage de la population, en veillant à offrir des possibilités diversifiées de suivre des parcours résidentiels à l'échelle de l'EPT et de la métropole, une offre de services publics et privés (petite enfance, offre de soins, formation...), une qualité urbaine pour tous (accès aux mobilités, équipements, services et espaces verts du territoire)
- Accompagner l'évolution des tissus urbains, notamment au sein des quartiers pavillonnaires pour protéger leurs caractéristiques tout en permettant les adaptations nécessaires, dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, par la réalisation de nouveaux éco-quartiers bien intégrés
- Renforcer les polarités, dont la préservation est une dimension essentielle du maintien de l'identité des communes
- Interconnecter les polarités et résorber les fractures urbaines, en particulier en pesant dans l'aménagement et la programmation des quartiers du GPE et en agissant sur les coupures urbaines (voies ferrées et voies rapides, lignes à haute tension, franchissements de Seine).

Concernant le volet économique :

- Confirmer la place de la métropole comme première créatrice de richesse en France en confortant les fonctions productives et la diversité économique
- S'appuyer sur les nouvelles technologies et les filières d'avenir pour accélérer le développement économique, la création d'emplois et la transition écologique
- Mettre en valeur la singularité culturelle et patrimoniale au service de ses habitants et de son rayonnement dans le monde, déclinée autour de la dimension touristique et l'offre sportive à l'échelle de l'EPT Boucle Nord de Seine
- Développer une offre économique généraliste de qualité en préservant la capacité d'accueil des entreprises notamment au sein des ZAE, en favorisant une meilleure lisibilité et complémentarité des offres communales de foncier et d'immobilier économique, en améliorant l'offre de formation générale et professionnelle, en initiant une politique commune d'accueil, en encadrant le développement de la fonction logistique et en favorisant l'accueil d'entreprises industrielles de haute technologie
- Favoriser l'insertion urbaine de l'activité économique, à la fois au sein des ZAE et du secteur diffus, notamment en s'appuyant sur le développement des commerces et services

Concernant le volet environnemental :

- Embellir la métropole et révéler les paysages, renforcer la présence de la nature et de l'agriculture en ville, renforcer le développement de la biodiversité en restaurant notamment des continuités écologiques telles que les trames vertes et bleues, tout en offrant des îlots de fraîcheur et la rétention de l'eau à la parcelle

- Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales notamment par l'arrêt de la consommation des espaces naturels, boisés et agricoles et leur reconquête
- Organiser la transition écologique et énergétique du territoire métropolitain et notamment à l'échelle de l'EPT Boucle Nord de Seine :
 - o Développer les potentiels en énergies renouvelables, par un recensement des potentiels d'ENR, le développement de solutions mutualisées de production et de distribution d'énergie, le développement de solutions d'écologie industrielle au sein des ZAE
 - o Réduire l'empreinte écologique du territoire en veillant à la limitation des ruissellements, à la réduction des déchets et leur valorisation, et à la réduction des nuisances et des pollutions liées aux grandes infrastructures routières, en intégrant les principes d'écologie urbaine dans les nouveaux aménagements
- Agir pour la qualité de l'air, transformer les modes de déplacement en développant notamment les mobilités actives, interconnectées avec les transports en commun existants et futurs et rendre l'espace public paisible

Ces ambitions environnementales sont complétées plus précisément par celles du Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) adopté par le Conseil métropolitain en novembre 2018 et le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration.

Le PCAEM se décompose en cinq orientations générales :

- **Atteindre la neutralité carbone à 2050**, c'est-à-dire zéro émission nette, en alignement avec la trajectoire 2°C issue de l'Accord de Paris et avec le Plan Climat national
- **Atteindre le facteur 4 à l'horizon 2050**, en alignement avec le Schéma Régional Climat Air Energie d'Ile-de-France de 2012 et la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015
- **Accélérer la transition énergétique**, avec un parc immobilier bâti 100% bas-carbone et un mix énergétique composé à 60% d'énergies renouvelables et de récupération en 2050, dont 30% produites localement
- **Reconquérir la qualité de l'air**, avec le respect dès 2024 des seuils fixés par la directive européenne et d'ici 2030 des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé en matière de concentration de polluants atmosphériques
- **S'adapter au changement climatique**, avec le développement d'îlots de fraîcheur, le retour de l'eau et de la nature en ville

Le PCAET repose sur plusieurs objectifs stratégiques :

- Habiter un parc résidentiel bas carbone, sain et économe
- Se déplacer et transporter en réduisant l'impact sur le climat
- Aménager et organiser le territoire en renforçant sa résilience face au changement climatique
- Poursuivre la reconquête de la qualité de l'air
- Consommer de façon responsable et promouvoir l'économie circulaire
- Se développer en soutenant l'économie bas carbone
- Engager le territoire vers l'exemplarité
- Animer et coordonner la politique de transition climatique du territoire

2. Ambitions et objectifs du PPA

Ce contrat de PPA est guidé par trois ambitions :

- Mettre en place une gouvernance partagée pour permettre la réalisation d'un projet de territoire complexe
- Intégrer toutes les échelles pour désenclaver Villeneuve-la-Garenne
- Mettre la qualité environnementale au service du cadre de vie

Afin de permettre leur réalisation, les signataires s'accordent autour d'objectifs d'ordre opérationnels déclinés par grandes orientations.

2.1. Mettre en place une gouvernance partagée pour permettre la réalisation d'un projet de territoire complexe

Les signataires partagent la nécessité d'une coordination des différents projets d'aménagement en cours ou à venir. La mise en place d'une gouvernance spécifique au PPA permet le partage de la connaissance sur l'avancement des études et des projets, la concertation des signataires préalablement aux décisions déterminantes et leur mise en cohérence.

2.1.1. Sécuriser la programmation des grandes opérations du territoire

La réalisation opérationnelle conjointe de l'OIM et des opérations en cours à Villeneuve-la-Garenne suppose d'accorder une attention particulière et d'articuler :

- Le volume de construction qu'elles représentent (logements, locaux d'activités, locaux commerciaux, offre tertiaire),
- Les potentiels effets de concurrence qu'elles induisent (pour la commercialisation des logements, pour la pérennité de l'offre commerciale),
- La hausse de la population,
- Les besoins en équipements publics qu'elles impliquent au regard des capacités financières des collectivités territoriales.

Le PPA vise à faciliter et à accompagner la définition de la programmation des opérations dont la liste figure ci-dessous dans le respect des objectifs de densification maîtrisée et de soutenabilité financière de l'offre de services et d'équipements publics et plus largement du projet d'aménagement d'ensemble :

- L'OIM (secteurs Nord, Réniers, Litte et Bongarde)
- Les projets de renouvellement urbain : Centre-ville et Caravelle
- L'écoquartier Gallieni
- Les projets immobiliers sur les fonciers voisins du Quartz

2.1.2. Définir les modalités d'intervention sur les zones d'activités économiques

Pour rappel, le territoire de la boucle de la Seine auquel appartient la Commune de Villeneuve-la-Garenne est le premier pôle logistique et un site industriel majeur de la Métropole du Grand Paris. Le développement économique et le renouvellement des zones d'activités sont donc de ce fait des enjeux stratégiques.

Au regard de l'ampleur des projets en cours à l'échelle de la commune et de l'EPT, il faut s'interroger sur la manière d'intervenir sur les zones d'activités et sur leur potentiel de mutabilité dans l'optique de préserver la vocation économique de ces secteurs afin de conserver un équilibre entre la nouvelle offre de logements et les emplois présents sur le territoire.

2.1.3. Valoriser l'histoire et le patrimoine villénogarennois

L'histoire urbaine de Villeneuve-la-Garenne et notamment la forte construction de grands ensembles de logements sociaux dans la seconde moitié du XX^e siècle a marqué la trame de la ville en libérant de grandes emprises aux sols et en permettant la présence importante d'espaces verts et d'espaces publics de qualité. Le paysage des berges de Seine comprend également des maisons de villégiature à l'architecture remarquable. Dans le cadre de ce PPA, les signataires souhaitent préserver ces caractéristiques de Villeneuve-la-Garenne et participer au développement et à l'encadrement de projets qui s'inscrivent harmonieusement dans ce contexte urbain.

2.1.4. Coordonner la mise en œuvre des différents projets

La multiplicité des projets en cours sur le territoire de la commune pose la question de la concurrence qui pourrait s'exercer entre les différentes opérations en fonction de leur date de sortie et de l'articulation et de la gestion des chantiers qui peuvent produire d'importantes nuisances pour les habitants. Le PPA doit constituer un cadre pour permettre de coordonner la réalisation opérationnelle de ces différents projets.

2.1.5. Mobiliser les outils opérationnels, réglementaires et les moyens financiers permettant de concrétiser les actions du PPA

Les signataires du PPA entendent mutualiser les outils opérationnels, réglementaires, fonciers (PLUi, ZAC, DPU) et les moyens financiers dont ils disposent pour accompagner la réalisation des différentes actions du PPA. Il conviendra notamment de mettre en place une fiscalité adaptée à la réalisation des projets d'aménagement et de mobiliser les outils de financement des différents partenaires du PPA (Fonds Equipements structurants, Fonds d'investissement métropolitain, Plan de relance, CPER, CDDV, CAR...).

2.2. Intégrer toutes les échelles pour désenclaver Villeneuve-la-Garenne

Les signataires partagent le diagnostic d'un territoire communal enclavé. Ils s'entendent sur la nécessité d'un aménagement qui résorbe les discontinuités (frontières physiques et fonctionnelles), pour lier entre eux les différents quartiers de Villeneuve, et rapprocher la ville de ses territoires voisins.

2.2.1. Constituer des liaisons outre les discontinuités Seine, A86, zones d'activités

Le territoire villénogarennois est confronté à plusieurs discontinuités et facteurs d'enclavement :

- La Seine, qui constitue la frontière Est de la commune et qui ne peut être franchie qu'au niveau du centre-ville en direction de la station RER de L'Île-Saint-Denis,
- L'A86, qui traverse le Sud de la commune d'Ouest en Est,
- Les zones d'activités économiques, qui constituent un croissant à l'Ouest de la commune dont il convient de travailler les connexions avec les autres quartiers et notamment avec les zones d'habitat.

Ce PPA doit définir des actions qui permettront de réduire l'enclavement de Villeneuve-la-Garenne, en la connectant notamment aux communes voisines, et de travailler les continuités urbaines internes, notamment en frontière des zones d'activités économiques.

2.2.2. Favoriser les mobilités douces

Les objectifs territoriaux et métropolitains de neutralité carbone à horizon 2050 supposent notamment d’agir sur les modes de déplacements. Le PPA permettra de favoriser les mobilités douces en soutenant le développement d’infrastructures dédiées et l’adaptation du réseau viaire et de l’espace public. Cet objectif s’accorde pleinement avec les ambitions environnementales du PPA sur un territoire où les nuisances de bruit et de pollution de l’air, qui découlent du trafic routier sont prégnantes. Sur ce point, une partie de la commune de Villeneuve-la-Garenne, au sud de l’A86 s’inscrit dans le périmètre de la zone à faibles émissions de la Métropole du Grand Paris.

2.3. Mettre la qualité environnementale au service du cadre de vie

La dynamique de développement du territoire très contraint de Villeneuve-la-Garenne représente une opportunité pour le déploiement d’un programme (intégré) exemplaire sur le plan environnemental et pour la qualité du cadre de vie. Le PPA garantira un niveau d’ambitions élevé pour l’ensemble des projets définis au 2.1.1, quelle que soit la maîtrise d’ouvrage. Ces ambitions feront l’objet d’une déclinaison appropriée par secteur et par opération.

2.3.1. Intégrer les contraintes du territoire

Le territoire de Villeneuve-la-Garenne est marqué par de fortes contraintes tant techniques qu’environnementales (risque inondation, champs de captage, pollution de l’air, nuisances sonores, foncier contraint par la présence des lignes électriques). Le PPA permettra l’appréhension collective de ces contraintes pour proposer des réponses intégrées dans la conception et la réalisation des projets urbains.

2.3.2. Renforcer les continuités écologiques, développer les trames verte et bleue

La commune de Villeneuve-la-Garenne présente des enjeux majeurs en termes de continuités écologiques à l’échelle régionale. Le PPA et ses actions devront participer au renforcement de ces continuités, notamment en étudiant les pistes de renaturation et d’aménagement des berges de la Seine et en tenant compte de ces spécificités dans la redéfinition des projets d’aménagement.

2.3.3. Réaliser des projets urbains exemplaires sur le plan environnemental et de la santé (qualité de l’air, énergie, biodiversité, sobriété carbone, gestion des chantiers)

Ce PPA doit permettre aux signataires de se doter des outils et de l’accompagnement adaptés pour traduire dans la conception des opérations d’aménagement les ambitions environnementales métropolitaines et territoriales (SCOT et PCAET en cours d’élaboration, PCAEM). Cette stratégie environnementale devra prendre en compte la multiplicité des champs concernés (consommation énergétique des futurs bâtiments, matériaux de construction, gestion des chantiers,...). Les pistes ouvertes par l’urbanisme favorable à la santé seront notamment explorées dans le cadre de ce PPA.

3. Périmètre du PPA de Villeneuve-la-Garenne

Le périmètre global de réflexion sur ce projet concerne une grande partie du territoire de Villeneuve-la-Garenne – qui couvre notamment les secteurs concernés par des projets d’aménagement - et ses connexions avec les communes voisines, afin d’assurer un équilibre global du territoire en matière d’activités économiques, d’équipements publics mais également de continuités urbaines et d’infrastructures de transport assurant le désenclavement.

Le périmètre opérationnel sera précisément celui de l'ensemble des projets urbains en cours, de la zone d'activité, des berges de Seine et des emplacements pressentis pour les infrastructures de développement.

4. Présentation des différents projets concernés et avancement

4.1. L'Opération d'Intérêt Métropolitain

L'OIM de Villeneuve-la-Garenne porte sur un secteur de 70 ha¹ dont le renouvellement urbain est rendu possible par l'enfouissement des lignes à haute tension qui surplombent la commune. La ville de Villeneuve-la-Garenne a, dès 2017, considéré le potentiel de développement rendu possible par ces travaux liés à la réalisation du village des Athlètes sur L'Île-Saint-Denis, pour les JO de Paris 2024. Elle a ainsi confié une étude de capacité à l'atelier Choiseul qui a permis de définir des premières pistes en termes de programmation et de bilan financier. C'est sur la base de cette étude que Grand Paris Aménagement a pris l'initiative d'une ZAC multisites sur un périmètre opérationnel de 21 ha, trois secteurs étant considérés (Réniers, Nord et Litte). La gouvernance de l'opération fait l'objet d'un protocole entre MGP, la ville et GPA signé le 8 juillet 2019.

Ambitions de l'OIM :

- Désenclaver et rééquilibrer le territoire en réduisant les fractures métropolitaines ;
- Offrir un meilleur cadre de vie (coulée verte, parcours, accès à la Seine, entrée de ville sur le secteur Réniers) et de nouveaux équipements publics (école, crèches) ;
- Diversifier l'offre de logements (58% de logement social aujourd'hui à l'échelle de la commune) pour offrir un véritable parcours résidentiel et conforter le renouvellement urbain déjà entrepris par la Ville ;
- Accompagner la déclassification et la restructuration de la zone d'activités en s'inscrivant dans la dynamique du projet IMGP tout en maintenant un tissu actif ;
- Maîtriser l'urbanisation en régulant et en modérant le développement de la ville selon un rythme compatible avec la stratégie de la commune.

Le protocole partenarial signé par la ville, la Métropole du Grand Paris et Grand Paris Aménagement, prévoit au sein des trois périmètres opérationnels une programmation de 2 430 logements, 30 000 m² d'activités. Le bilan lié à ce protocole et à la prise d'initiative de l'OIM par le Conseil d'administration de Grand Paris Aménagement intègre également la participation de l'aménageur au financement de groupes scolaires et d'équipements petite enfance (24 classes et 85 berceaux).

Cette prise d'initiative de Grand Paris Aménagement est confrontée à plusieurs difficultés liées à une augmentation des dépenses, du fait des contraintes techniques et environnementales (PPRI à mettre en rapport avec la réglementation, champs captant, pollution et qualités géotechniques des sols, lignes à haute tension restant sur site), de la hausse de l'estimation des acquisitions foncières (hausse des prix de référence, nouvelles constructions) et à une diminution des recettes du fait d'une réflexion sur la dé-densification du projet et de la non mutabilité de certaines parcelles.

État d'avancement :

¹ Délibération du Conseil métropolitain CM2018/11/12/09 portant déclaration d'intérêt métropolitain d'une opération sur le territoire de Villeneuve-la-Garenne

Un diagnostic urbain, technique et un état des lieux de l'équipement scolaire et sportif a été mené de juillet à décembre 2019. Les livrables ont été finalisés et validés par les collectivités en février 2020. Dans un premier temps, une constructibilité est testée sur le secteur Nord (avec une hypothèse de 67 000 m² de surface de plancher comprenant des logements et un groupe scolaire). Les périmètres et programmations deux autres secteurs opérationnels de l'OIM (Réniers et Litte) font en parallèle l'objet d'un réexamen dans l'optique de stabiliser la péréquation des trois secteurs.

4.2. Le projet Centre-ville

La requalification du centre-ville porte sur un secteur de 11 hectares. Une partie du projet s'inscrit dans le cadre du NPNRU, périmètre dans lequel est également inscrit le quartier de la caravelle. Dans la version étudiée, le projet prévoit environ 500 logements, 3 700m² de SDP destinée aux équipements communaux (médiathèque), environ 1000 m² de SDP destinée à des espaces liés à de l'activité économique, environ 5 300 m² de SDP destinée aux commerces (dont une halle de marché de 1800 m²). Par ailleurs, le projet comprendra également un équipement lié à l'enseignement et une crèche dont la programmation devra être affinée.

Ambitions du projet :

- Agir sur l'image du Centre-Ville, en requalifiant et en redimensionnant les espaces publics
- Améliorer l'articulation entre le Centre-Ville et un environnement en mutation afin de pouvoir ouvrir le cœur de ville sur la Seine
- Créer un quartier d'habitat attractif et produire une nouvelle offre de logements en contribuant au rééquilibrage entre logements sociaux et logements en accession
- Améliorer et valoriser la qualité des services en ayant notamment une réflexion sur la création d'équipements destinés à l'ensemble de la population villénogarennoise
- Créer un quartier dynamique et animé, notamment en renforçant l'armature commerciale

État d'avancement :

Dans le cadre du projet, 20 études emsemble et thématiques ont été menées entre 2017 et 2019. Les différents secteurs seront développés en plusieurs phases. De manière prévisionnelle : secteur de La Poste : 2023/2026, secteur Emmaüs : 2026/2027, secteur rue de l'Avenir : 2032-2033, secteur Gallieni Nord : au-delà de 2033. Un dossier de DUP est en cours de constitution.

4.3. Le projet Caravelle

La Caravelle est un quartier social construit en 1962 par J. Dubuisson qui appartient à la Ville de Villeneuve-la-Garenne, à CDC/Grand Paris Habitat, à Hauts-de-Seine Habitat et à IN'LI et compte 1.700 logements. Inscrit « site prioritaire » au Pacte 92 de 1993, il a fait l'objet d'un profond remodelage achevé en 2005 et conduit par l'Atelier Castro Denissof Associés. Aujourd'hui, une nouvelle intervention globale est nécessaire afin d'opérer la mutation du quartier en profondeur. L'amélioration du quotidien des habitants (logements humides, insécurité, gestion et de sécurisation du parking) devient une urgence.

L'ANRU a souhaité que le projet de la Caravelle soit rattaché au projet NPNRU centre-ville. Dans cette optique, une nouvelle étude urbaine prospective a été commanditée par les membres de l'AFUL et la Ville (groupement de commande) à l'Atelier Castro Denissof. Achevée fin 2018, cette étude vise à pérenniser les améliorations apportées au quartier et prévoit la démolition de 480 logements (HDS Habitat : 280 logements et INLI : 200 logements) et la construction de 1050 à 1150 logements neufs soit environ 70 000m² SDP. A terme, cela représente 600 logements supplémentaires, portant le total à 2 200 logements et faisant redescendre la part de logements sociaux à 60%, contre 100% aujourd'hui.

Ambitions du projet :

- Intégrer de la diversité par des démolitions et des reconstructions pour déconcentrer le parc social
- Améliorer l'image et l'attractivité du quartier
- Conduire une réflexion urbaine et paysagère pour poursuivre la dynamique de rénovation urbaine et de résidentialisation dans la perspective de préparer la bascule sociale du quartier

État d'avancement :

La Ville va lancer une étude urbaine et financière afin de préciser les orientations du projet. L'étude prospective prévoyant la démolition de 480 logements, la difficulté liée à la temporalité des relogements ainsi que les objectifs de développement urbain de l'équipe municipale impliquera une dé-densification du projet. La phase opérationnelle devra être engagée en articulation avec le projet Centre-Ville car le projet s'inscrit dans le cadre du NPNRU.

4.4. Le projet Gallieni Sud

Le projet dit « Gallieni Sud » est une des trois OAP inscrites au PLU. L'opération Gallieni est un projet de requalification d'un secteur pavillonnaire dégradé de 2,1 hectares, en proposant une offre typologique diversifiée de logements (individuel, intermédiaire, collectif). Le projet prévoit également un élargissement du boulevard Gallieni (emplacement réservé au PLU) et un nouveau maillage de l'ilot pour permettre des traversées et des liaisons vers la Seine. Le projet prévoit environ 29 300 m² de SDP (environ 413 logements), une crèche et deux commerces. Au sud de l'ilot, une ancienne ferme, mémoire du passé agricole de Villeneuve-la-Garenne est réhabilitée en lieu de sociabilité.

Ambitions du projet :

- Connecter le site à son environnement
- Renforcer les liaisons est-ouest notamment en direction du bord de Seine
- Concevoir un espace public en articulation avec les axes majeurs (boulevard Gallieni, rue du fond de la Noue et rue Edouard Manet), qui complètera le réseau d'espaces publics du quartier
- Proposer une transition des échelles d'habitat entre les zones pavillonnaires et les immeubles collectifs existants
- Se servir du développement du Quartier Gallieni pour concevoir une véritable « entrée de ville » par le sud du boulevard Gallieni
- Assurer une façade urbaine au boulevard sans créer un effet « tunnel »
- Reconstruire sur la ville : densifier le site pour répondre aux besoins en construction de logements à l'échelle du développement de la première couronne parisienne
- Concevoir un développement urbain exemplaire dans tous les aspects de la « durabilité », y compris la mobilité, mixité des usages, mixité sociale, gestion des déchets, réutilisation des matériaux issus de la démolition,...
- Créer des espaces verts sur le site afin de renforcer la trame du quartier et favoriser la biodiversité en offrant des corridors écologiques
- Assurer la pérennité des logements notamment face aux risques d'inondabilité du site (PPRI)

État d'avancement :

Le projet est en cours de stabilisation. Les travaux de réhabilitation de la ferme devraient être lancés en 2021.

4.5. Village Bongarde (IMGP1)

A l'automne 2017, le groupement SOGEPROM-VINCI Immobilier est désigné comme lauréat de l'appel à projets IMGP pour son projet « Village Bongarde ». Ce projet a convaincu le jury grâce à sa mixité, mais également à sa double échelle. En effet, la proposition du groupement comprend deux périmètres distincts : le périmètre de cession (périmètre projet comprenant aujourd'hui le terrain dit VALREC et celui de l'ancienne pépinière) et le périmètre d'études, qui englobe l'ensemble du triangle.

Cet appel à projets avait pour vecteur principal la mise en œuvre de projets à caractères innovants et écoresponsables. Le groupement a ainsi proposé un projet mixte comprenant des opérations de logements, de bureaux, d'activités et d'espaces publics qualitatifs. Le caractère innovant du projet prend par exemple forme par la proposition d'un projet de ferme urbaine au sein du périmètre de cession.

Le périmètre d'étude qui s'étend sur l'ensemble du triangle comprend une programmation mixte. Afin de faire de cette nouvelle polarité un quartier intégré au reste du territoire de la Ville, le groupement a également travaillé sur la fracture créée par l'autoroute. SOGEPROM-VINCI Immobilier a ainsi proposé une passerelle réservée aux modes doux, au-dessus de l'A86, afin de rejoindre les quartiers sud.

Ambitions du projet :

- Proposer un quartier innovant facilitant les interactions et le partage
- Développer un quartier exemplaire en termes d'engagements environnementaux via des labellisations (BioDiversity, E+C-) et certification (NF Habitat HQE, Bâtiments durables).
- Gommer la fracture créée par l'A86 et connecter ce nouveau quartier au reste du territoire via la création d'une passerelle
- Favoriser les modes doux via la création de venelles
- Proposer une mixité urbaine exemplaire (logements-activités-bureaux-équipements publics) mais également une diversité des usages grâce à des espaces publics de qualité.

État d'avancement :

Un protocole de développement foncier a été signé en décembre 2019 pour permettre au groupement de travailler sur le développement du projet d'ensemble. La promesse de vente du périmètre de cession devrait être signée dans le courant avril 2021.

4.6. Extension Sud Qwartz

Le dernier lot issu de l'ancienne ZAC BONGARDE (Lot A1) constitue une emprise stratégique, de par sa situation en entrée de Ville. Il était initialement destiné à la réalisation de surfaces commerciales et de loisirs (25 000m² SDP prévus) en complément de celle déjà présente sur le centre commercial QWARTZ. En 2019, de nouveaux accords ont permis au promoteur de développer des SDP de logements (10.000 m²) et de commerces/loisirs (15.000 m²) avec une possibilité théorique de densifier à hauteur de 42.000 m². Ces accords font l'objet de nouvelles négociations qui devraient déboucher sur une modification du PLU et une diminution de la densité.

Ambitions du projet :

- Développer un mail piétonnier végétalisé (dit « coulée verte ») afin de créer des espaces publics apaisés
- Proposer des logements exemplaires via des labellisations et certifications.
- Création d'une crèche en rez-de-chaussée

État d'avancement :

De nouveaux accords sont en cours de négociations. En parallèle, un concours d'architecte sera lancé au printemps.

5. Signataires

Le présent contrat de PPA rassemble dans un premier temps les partenaires institutionnels initiateurs du projet, déjà engagés dans les instances de travail sur les enjeux du renouvellement urbain du secteur

Les signataires sont :

- L'Etat, représenté par le préfet des Hauts-de-Seine, M. Laurent HOTTIAUX ;
- La Métropole du Grand Paris, représentée par son président M. Patrick OLLIER ;
- L'EPT Boucle Nord de Seine représenté par son président M. Georges MOTHRON ;
- La Ville de Villeneuve-la-Garenne, représentée par son maire M. Pascal PELAIN ;
- Grand Paris Aménagement, représenté par son directeur général M. Stephan de Faÿ ;
- La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente Mme Valérie PECRESSE ;
- L'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, représenté par son directeur général, M. Gilles BOUVELOT ;
- Le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, représenté par son Président M. Georges SIFFREDI ;
- La Banque des Territoires, représentée par le directeur régional Île-de-France M. Richard CURNIER.

Les signataires sont membres de droit des instances de gouvernance du PPA. Le PPA associe par ailleurs, dans ses instances de gouvernance, des partenaires non-signataires.

Sont ainsi associés au projet :

- La Ville de Gennevilliers
- La Ville de L'Île-Saint-Denis
- L'EPT Plaine Commune
- Le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis
- L'ANRU
- RTE jusqu'à la réception des travaux d'enfouissement des lignes à haute tension
- Le CAUE 92
- Sogeprom-Vinci Immobilier
- Altarea-Cogedim

Par ailleurs, d'autres partenaires potentiels sont identifiés, notamment Voies Navigables de France (VNF) pour toutes les interventions en lien avec la Seine ou la DIRIF pour les interventions en lien avec l'A86.

Le cercle des co-signataires pourra être élargi par voie d'avenant, pour associer largement toutes les parties prenantes du projet en fonction de ses évolutions, et notamment en fonction des opérations ou études contractualisées (les autres collectivités locales, les établissements publics intéressés, société publique locale ou société d'économie mixte...).

6. Présentation des actions

6.1. Réalisation d'une étude de programmation, dite « Etude cadre », à l'échelle de la ville

Cette étude doit permettre d'arrêter un projet de développement territorial équilibré et soutenable financièrement. L'étude permettra d'appréhender la cohérence de la programmation d'ensemble et des calendriers opérationnels, en garantissant la réalisation des équipements publics rendus nécessaires par les aménagements.

Les opérations d'aménagement en cours sur le territoire de Villeneuve-la-Garenne présentent des degrés d'avancement variés. Dans ce contexte, les pilotes et les partenaires associés à cette action préciseront dans le cahier des charges de l'étude cadre quelles sont celles dont la programmation peut être redéfinie. Dans tous les cas, la contribution aux besoins en équipements publics sera analysée pour l'ensemble de ces projets. Enfin, cette étude pourra comprendre une réflexion sur les sites potentiels (qui pourraient notamment être mis en avant dans le cadre de l'étude décrite au paragraphe 6.2) pour de futures opérations d'aménagement et les intégrera à la réflexion globale sur la soutenabilité financière et le développement urbain maîtrisé de la commune.

Cette étude se décompose en quatre missions :

- **Mission 1 - Analyser et redéfinir le cas échéant la programmation des projets en cours**
Sur la base de l'ensemble des études réalisées pour les différents projets et au regard des ambitions de développement plus maîtrisé de la commune, il conviendra de réinterroger les programmations envisagées jusque-là. Le cas échéant, plusieurs scénarios pourront être proposés pour un nouveau programme de logements, d'activités économiques et commerciales, équilibré à l'échelle de la ville, avec l'objectif d'impulser une dynamique territoriale.
L'analyse de la programmation s'appuiera également sur une expertise foncière
- **Mission 2 - Arrêter le programme d'équipement public de superstructure rendu nécessaire par le développement de la commune**
L'étude des différents scénarios programmatiques (cf. mission 1) sera accompagnée d'une analyse des besoins induits en équipements publics de superstructure, et de propositions sur leur localisation, en fonction des opportunités foncières et des contraintes environnementales. Une attention particulière sera portée à la cohérence de ce programme avec les enjeux en matière de transition écologique et environnementale (ambition énergétique des équipements à créer, localisation, raccordement éventuel au réseau de chaleur) et à l'articulation avec les équipements existants (besoins en matière de rénovation énergétique, possibilités d'extensions). Le mandataire s'appuiera sur les travaux réalisés par Attitudes Urbaines et sur les études d'ores et déjà conduites dans le cadre du protocole de préfiguration du NPNRU sur le quartier du centre-ville.
La programmation nécessaire en équipements publics comprend les équipements publics de compétence communale (équipement petite enfance, groupe scolaire, équipement sportif) mais également territoriale (équipements culturels), départementale (collège) et régionale (lycée).
- **Mission 3 – Etablir le montage financier des équipements publics de superstructure**
Au regard de l'ampleur du besoin en nouveaux équipements publics généré par le développement de la commune, il convient d'étudier la manière de les financer. A cet effet, l'étude proposera une clef de répartition du financement des différents équipements, par subventions ou systèmes de participation des opérateurs (TA majorée, ZAC, PUP).
- **Mission 4 - Définition d'un calendrier des opérations**
L'étude proposera un ordonnancement des différents programmes, dans l'objectif de limiter le risque de concurrence dans la commercialisation des différents produits.

Les missions ne sont pas conçues de manière séquencée. Dans son analyse, le prestataire mettra en perspective les choix programmatiques, les incidences en termes de besoin en équipements publics donc en termes financiers ainsi que les enjeux en termes de concurrence et d'attractivité. Cette analyse croisée devra permettre un arbitrage équilibré et soutenable financièrement.

Plusieurs aspects de cette étude nécessitent une expertise foncière. Afin d'établir une programmation globalement équilibrée notamment au regard des besoins en équipements publics, il conviendra d'estimer les dépenses foncières et les charges foncières admissibles pour les différents secteurs de la ville. La prospection foncière pour les équipements publics pourra également faire l'objet d'une analyse de la mutabilité foncière en fonction du type de propriétaires, des usages, des contraintes techniques et environnementales des sites et des coûts de libération du foncier.

Cette action et la suivante feront l'objet d'une consultation commune.

- ✓ Pilote : Ville, MGP, EPT
- ✓ Partenaires associés : GPA, Région Île-de-France, Banque des territoires, Etat, EPFIF, Plaine Commune, Gennevilliers
- ✓ Calendrier : 2021-2022
- ✓ Coût estimé : 150 000 €
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP, Etat, EPFIF, Banque des Territoires (Missions 2 et 3)

6.2. Définition d'une stratégie de valorisation et de densification des zones d'activités économiques

La commune est entourée sur sa frange Ouest par un « croissant » urbain constitué de zones d'activités qui participent à l'enclavement de la commune. Si l'enfouissement des LHT catalyse leur mutation, il convient que le territoire conserve sa vocation industrielle et de ce fait des zones dédiées à l'activité économique, suivant notamment les orientations stratégiques du PLUI de l'EPT Boucle Nord de Seine et du SCOT métropolitain en cours d'élaboration.

Cependant pour que ces franges du territoire participent à l'ouverture et à la connexion avec les communes voisines, il convient de travailler sur la structuration des aménités urbaines de ces secteurs, sur leurs potentiels de développement et de densification et, à la marge, sur leur mutation vers d'autres fonctions. En raison de leur occupation et des activités présentes, cette mutation/densification ne se fera pas dans le cadre d'une intervention unique de rachat/revente du foncier. A ce titre, il est primordial de définir une stratégie d'intervention sur ces ZAE à court, moyen et long terme qui permettent d'identifier les interventions possibles et les outils et leviers d'accompagnement à mettre en œuvre. Cette stratégie devra également intégrer les enjeux de désimperméabilisation des sols sur ces secteurs d'activités économiques.

Les zones d'activités concernées sont les suivantes :

- ZA 8 mai 45
- ZI des Réniers
- ZA Litte et Bongarde.

La stratégie sera élaborée sur la base de :

- L'élaboration d'un atlas foncier permettant de déterminer des potentiels de mutabilité foncière à court, moyen et long terme à travers la réalisation d'une étude foncière.
- A l'appui de l'atlas foncier et de la définition des potentiels de mutabilité foncière des parcelles, la réalisation d'entretiens ciblés avec certaines entreprises présentes au sein de ces zones d'activités. Ces entretiens donneront l'occasion d'approfondir l'analyse réalisée dans le cadre

de l'atlas foncier concernant la nature des activités économiques exercées, « l'état de santé » des entreprises, l'intérêt stratégique qu'elles représentent pour le territoire. Les entreprises pourront par ailleurs préciser leurs intentions concernant le devenir de leur entreprise sur le site et les éventuels projets potentiellement impactant (développement in situ, déménagement, cession des actifs, ...).

Sur la base des informations collectées, une analyse problématisée du tissu économique existant (activités pérennes et en difficulté, poids en CA et salariés, perspectives d'avenir) et des enjeux d'accompagnement de ces entreprises dans le cadre du projet d'intensification des zones d'activités pourra être proposée.

A partir de ces informations et du potentiel de mutabilité, une stratégie d'intervention sera définie. Elle s'attachera à :

- Identifier les actions de court terme : opérations ponctuelles sur site mutable rapidement, requalification des espaces publics et de circulation permettant d'améliorer le fonctionnement des ZAE, création d'aménités urbaines favorisant la perméabilité de ces zones avec les quartiers/territoires voisins.
- Définir les outils à mettre en place à moyen et long terme (périmètre de ZAD, droit de préemption...) et les acteurs ou opérateurs qui permettront de mettre en œuvre cette stratégie (cartographie des acteurs, analyse avantages/inconvénients des différentes possibilités...)

La définition de cette stratégie d'intervention sera réalisée en collaboration étroite avec la mission d'étude cadre décrite au paragraphe 6.1. Les potentiels de mutation vers d'autres fonctions au sein des zones d'activités économiques permettront en effet d'alimenter la réflexion sur de futures opérations d'aménagement.

Eu égard à son statut et au contexte de la prise d'initiative au sein de l'OIM, Grand Paris Aménagement pourra réaliser une partie de cette réflexion en interne ou mettre à disposition des maîtres d'ouvrage de l'étude de l'ingénierie interne.

Les livrables seront à partager dans le cadre des réunions et comités techniques liés à cette démarche. La présente étude cadre aura un rôle d'ensemblier et de coordination des différentes démarches éventuellement menées sur la ZAE par différentes maîtrises d'ouvrage.

- ✓ Pilote : Ville, MGP, EPT
- ✓ Partenaires associés : CD92 (direction des parcs, des paysages et de l'environnement), GPA, Région Île-de-France, Banque des territoires, Etat, EPFIF, Gennevilliers, Plaine Commune
- ✓ Calendrier : 2021-2022
- ✓ Coût estimé : 100 000 €
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP Etat, EPFIF, Banque des Territoires

6.3. Mise en place d'un groupe de travail sur la stratégie foncière du PPA

Les opportunités ouvertes par l'enfouissement des lignes à haute tension doivent prioritairement bénéficier au projet d'aménagement. L'EPFIF est titulaire de deux conventions d'intervention foncière sur le territoire communal :

- Une première convention a été signée le 30 décembre 2014 entre la commune de Villeneuve-la-Garenne et l'Établissement Public Foncier des Hauts-de-Seine (devenu Établissement Public Foncier d'Île-de-France en 2015) pour intervenir sur deux secteurs d'intervention foncière de maîtrise dit « Gallieni-Fond de la Noue » et de veille dit « Gallieni-Manet ». Un avenant a été signé en 2015 pour intégrer un autre secteur de maîtrise dit « Gallieni-Est ».

Une deuxième convention a été signée le 25 avril 2017 pour intégrer un secteur de veille foncière dénommé « Gallieni Nord » ainsi que pour faire évoluer « Gallieni-Manet » en maîtrise foncière.

Depuis le 1er janvier 2018, l'EPT Boucle Nord de Seine exerce la compétence aménagement pour le compte de la commune et poursuit les ambitions portées par la ville. Aussi, le 2 avril 2021, une convention tripartite entre la Ville, l'EPT Boucle Nord de Seine et l'EPFIF a été signée pour intégrer les modifications suivantes : le regroupement des secteurs « Gallieni-Fond de la Noue », « Gallieni-Est » et « Gallieni-Manet » au sein du secteur « Gallieni-Sud », l'ajout d'un secteur de veille dénommé « Rue de l' Avenir », en lien avec l'opération d'aménagement du Centre-Ville.

Le montant de l'intervention de l'EPFIF au titre de cette convention est plafonné à 45 millions d'euros Hors Taxe. Son achèvement est prévu au plus tard le 31 décembre 2026.

- Dans le cadre de l'OIM et afin de conduire une politique foncière sur le moyen terme, une convention tripartite entre la Ville, la MGP et l'EPFIF a été signée le 2 décembre 2019, en respect du protocole de partenariat signé le 8 juillet 2019 par la Ville, la MGP et GPA.

L'EPFIF procède, au cas par cas, à l'acquisition des parcelles constitutives d'une opportunité foncière sur le périmètre de l'OIM, incluant les secteurs opérationnels « Nord », « Réniers », « Litte ». L'EPFIF pourra intervenir sur toute unité foncière juxtante, sous la double condition que l'opportunité soit justifiée par la pertinence du projet et que l'incidence financière de l'acquisition soit compatible avec l'enveloppe de la convention.

Le montant de l'intervention de l'EPFIF au titre de cette convention est plafonné à 30 millions d'euros Hors Taxe. Son achèvement est prévu au plus tard le 31 décembre 2024.

Le groupe de travail, qui se réunira régulièrement à compter de 2021 permettra le partage d'informations sur le suivi du marché foncier, la coordination des conventions d'intervention foncières signées sur le territoire et le suivi de l'exercice du droit de préemption urbain. Le pilote étudiera en 2021 l'opportunité d'instaurer une ZAD sur l'OIM. Si cette opportunité est validée par le comité de pilotage, le groupe de travail préparera l'instauration de la ZAD. Le groupe de travail organisera, au moment opportun, la négociation avec la DDFIP des conditions de vente du foncier de l'État sur le secteur Nord.

Une première rencontre du groupe de travail sera organisée en septembre 2021 pour finaliser dans un premier temps le cahier des charges de l'étude-cadre et de la stratégie de valorisation des ZAE.

- ✓ Pilote : Ville, MGP, EPT
- ✓ Partenaires associés : EPFIF, Etat, GPA
- ✓ Calendrier : à partir de septembre 2021

6.4. Groupe de travail sur la résilience territoriale face au risque inondation

Sur la base de l'étude réalisée par l'Institut Paris Région en 2017 sur la vulnérabilité du territoire de la boucle nord de la Seine, des prescriptions du PPRI, et de la charte d'engagement pour « concevoir des quartiers résilients » face au risque inondation de la DRIEE, un groupe de travail sera mis en place afin pour l'élaboration d'un plan d'action pour améliorer la résilience du territoire de Villeneuve-la-Garenne. Cette action pourrait nécessiter le lancement d'une étude complémentaire ou mission d'accompagnement opérationnel. Le suivi des mesures prévues par ce groupe de travail pourra être intégré à l'instance de suivi de la qualité environnementale des projets décrite au paragraphe 6.5.

Une première rencontre du groupe de travail sera organisée à l'automne 2021 afin d'étudier la pertinence de mobiliser une AMO sur ces sujets et préciser le contour de cette mission.

- ✓ **Pilotes** : EPT, Ville, Etat (DRIEA), MGP
- ✓ **Partenaires associés** : Région, GPA, Banque des Territoires, AESN ?, Haropa ?, VNF ? EPTB ?
- ✓ **Calendrier** : 1^{ère} réunion du groupe de travail à l'automne 2021
- ✓ **Coût estimé** : Le groupe de travail précisera les démarches à engager sur ces thématiques et leurs coûts.

6.5. Mission d'AMO développement durable

Cette mission d'AMO revêt deux aspects :

- La définition d'un cadre d'analyse des projets dans une optique d'exemplarité environnementale
- L'accompagnement à la mise en place et à l'animation d'une instance de suivi des projets

Définition d'un cadre d'analyse des projets dans une optique d'exemplarité environnementale

Avec comme cadre sa charte pour l'aménagement et la qualité architecturale, mise en œuvre en 2020 et signée par environ quarante promoteurs, bailleurs et aménageurs dont GPA, la Ville de Villeneuve-la-Garenne a initié une démarche partenariale de coopération avec les opérateurs de son territoire afin de définir des engagements environnementaux pour les projets d'aménagement et immobiliers. Document « vivant », la charte a été conçue pour faire évoluer ses préconisations au gré des innovations techniques et réglementaires. A partir de septembre 2021, son application sera organisée et évaluée à travers la certification « NF Habitat HQE™-Villeneuve-la-Garenne », délivrée par l'organisme de certification Cerqual sur la base d'un référentiel spécifiquement conçu.

Afin de contribuer à cette démarche dynamique, Ekopolis, pôle de ressources francilien pour l'aménagement et la construction durable, a réalisé une analyse de la charte de la Ville dans le cadre des ateliers de travail qui ont accompagné l'établissement du PPA.

Il ressort de cette analyse que certains points de la charte pourraient être développés/améliorés :

- Des références de projet et de bonnes pratiques d'aménagement pourraient être ajoutées au document,
- La gestion des eaux pluviales et l'objectif de zéro rejet pourraient être développés,
- Le volet concernant la préservation de la végétation existante et des continuités écologiques devrait être développé,
- La proposition de choix énergétiques *low tech* devrait être plus spécifiée et accentuée

Ce travail de construction d'un cadre d'analyse des projets s'appuiera donc sur la charte de la ville, sur les premières pistes d'amélioration identifiées dans le cadre des ateliers de travail préalables à la rédaction du PPA et sur le concept de l'urbanisme favorable à la santé décliné notamment dans les guides ISADORA et de l'EHESP. Ce cadre d'analyse pourra être formalisé par un avenant à la charte de la ville.

Ce cadre d'analyse intégrera également la question de la gestion des chantiers, développée dans la charte de la ville et pourra mobiliser les retours d'expériences d'opérateurs comme Grand Paris Aménagement qui promeuvent des ambitions fortes sur ce sujet.

L'accompagnement à la mise en place et à l'animation d'une instance de suivi des projets

Le PPA doit permettre de mettre en place une instance de suivi de la conception des projets spécifique aux ambitions environnementales (recours aux énergies renouvelables, conception des bâtiments – performance énergétique, matériaux de construction -, résilience face au risque inondation...). Dans un second temps, l'instance associera les opérateurs immobiliers (aménageurs, promoteurs). Elle sera animée par l'AMO développement durable. Elle permettra d'analyser les projets à partir du cadre défini préalablement, de questionner la faisabilité des ambitions environnementales définies et de trouver des solutions pour les mettre en place.

Cette instance permettra notamment d'accompagner la ville et l'EPT dans la démarche de labellisation EcoQuartier pour les projets centre-ville et Gallieni Sud et pourra étudier la pertinence d'une telle démarche sur d'autres secteurs de projets (secteur Nord de l'OIM par exemple). Elle sera également mobilisée pour la phase chantiers des projets.

L'accompagnement proposé visera enfin à former les services des collectivités afin qu'elles puissent progressivement internaliser ce suivi (développement d'une expertise propre, d'outils de suivi...).

- ✓ Pilotes : Ville, MGP, EPT, Etat (ARS, DRIEAT)
- ✓ Partenaires associés : EPFIF, Région Île-de-France, Gennevilliers, opérateurs ? Ademe ?
- ✓ Calendrier : La mission d'AMO s'articule en 2 temps : une première phase de définition du cadre d'analyse des projets prévue sur 2022-2023 puis une phase de suivi des projets en tant que de besoin. Une durée de 4 ans pour le suivi des projets est prévue dans un premier temps.
- ✓ Coût estimé : 50 000 euros pour la phase de définition du cadre d'analyse et 25 000 euros annuels pour le suivi.
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP, Etat, GPA (en phase opérationnelle), Ademe ?

6.6. Mise en place d'une mission d'assistance pour le pilotage des différentes opérations portées par le PPA, partagée entre les différents MOA

Pour assurer la coordination des maîtres d'ouvrage et le bon déroulement et enchaînement des différentes opérations ainsi que l'ordonnancement général du projet, la ville, en maîtrise d'ouvrage partagée avec l'EPT et la MGP prévoit de désigner un prestataire chargé de l'Ordonnancement Pilotage Coordination Urbaine (OPCU). Celui-ci sera chargé de coordonner la planification de l'ensemble des opérations prévues sur la commune, d'initiative publique comme privée, afin d'une part de garantir le respect des plannings opérationnels et d'autre part de maintenir un fonctionnement urbain acceptable, y compris en phase chantier.

Il est précisé que le partenaire non-signataire RTE, gestionnaire du réseau public de transport d'électricité sera associé à cette mission de coordination de l'ensemble des opérations. Cette démarche s'inscrit dans la continuité de démarches déjà engagées entre plusieurs signataires et partenaires non-signataires du PPA. L'Etat, RTE, la ville de Villeneuve-la-Garenne et la MGP partagent ainsi dans le cadre de groupes de travail réguliers l'avancement des travaux d'enfouissement des lignes et les solutions alternatives à envisager en cas de contraintes qui ne permettraient pas de tenir les délais des JO de Paris 2024 (plan B).

L'association de RTE à ce groupe de travail permettra d'asseoir un dialogue et une coordination avec l'ensemble des maîtres d'ouvrage des opérations impactées par une coactivité avec les travaux d'enfouissement des lignes.

- ✓ Pilotes : Ville, MGP, EPT

- ✓ Partenaires associés : GPA, RTE et autres opérateurs
- ✓ Calendrier : Démarrage au plus tôt fin 2022 et d'une durée estimée à 4 ans. A préciser en fonction de l'étude programmation.
- ✓ Coût estimé : 400 000 €
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP, Etat, Opérateurs privés ?

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain sur le quartier du centre-ville de Villeneuve-la-Garenne, la Banque des territoires pourra co-financer, le cas échéant, la mission d'OPCU sur ce secteur. Les modalités de financement seront alors précisées dans la convention quartier ANRU. La participation de l'ANRU sera également à déterminer dans ce cadre.

6.7. Mise en place d'un groupe de travail sur les projets d'infrastructure de désenclavement (voiries communales et départementales, franchissements de la Seine et de l'A86) et pilotage de premières études (déplacements, schéma de mobilités douces)

Plusieurs axes villénogarenois présentent d'importants besoins de requalification (partage de la voirie entre les différents modes, gestion des stationnements, végétalisation) notamment les boulevards Gallieni, Charles de Gaulle et Jaurès. Un doublement de la RD9 d'un franchissement au-dessus de l'A86 pourrait être nécessaire à la liaison modes doux sécurisée entre le centre-ville et la Bongarde.

Au regard de l'enclavement induit par la Seine, il convient également d'étudier la possibilité de construction d'un nouveau franchissement, accessibles aux modes actifs. Plusieurs emplacements sont aujourd'hui envisagés : au niveau du centre commercial du Qwartz, du pont de l'Île-Saint-Denis ou au Nord de Villeneuve-la-Garenne.

Le groupe de travail a pour objectif de définir et d'assurer le suivi de ces projets de requalification et de construction d'infrastructure aux différentes étapes, de la définition des besoins à celle d'une maîtrise d'ouvrage, d'un montage opérationnel, d'un planning de réalisation et d'un plan de financement. Le groupe de travail pourra notamment assurer le suivi et le pilotage d'études préalables ou de faisabilité. Les projets, arrêtés par le groupe de travail, favoriseront, en accord avec les objectifs du PPA et plus largement les orientations stratégiques de l'EPT Boucle Nord de Seine et de la MGP, les circulations douces.

Le plan de financement des projets de requalification ou de franchissement seront inscrits au PPA par le biais d'un avenant.

Dans un premier temps, il s'agira :

- D'établir un point d'avancement des démarches ou des études déjà engagées, notamment par le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine et de déterminer plus précisément les besoins et études complémentaires pilotées par le Département sur la voirie départementale, notamment au regard des opérations d'aménagement en cours et études mentionnées ci-après. Le Conseil départemental des Hauts-de-Seine avait notamment étudié en 2014 deux franchissements vers l'Île-Saint-Denis au sud de Villeneuve-la-Garenne, au niveau de la rue de la Bongarde et du pont de Saint-Ouen. Ces études pourront être versées comme données d'entrée aux réflexions à mener dans le cadre de ce groupe de travail et d'une ingénierie externe.
- De piloter les études d'ores et déjà identifiées par les partenaires du PPA :
 - o Une étude de déplacement tous modes (mobilité routière, piétonnes, cyclistes)
Cette étude permettra notamment de calibrer les projets d'infrastructure et inclura

également un volet sur les besoins en stationnement. Sa maîtrise d'ouvrage sera notamment l'objet des premières discussions du groupe de travail.

- L'établissement d'un schéma de développement des mobilités douces et actives
Les politiques d'aménagement sur le territoire de Villeneuve-la-Garenne depuis plusieurs années visent systématiquement le développement de l'usage des modes actifs, par la valorisation de la trame paysagère existante, l'amélioration de la qualité des espaces publics piétons, et le renforcement des aménagements cyclables.

L'enjeu prioritaire du développement du vélo, partagé par les partenaires sur ce territoire propice, nécessite à présent l'adoption d'un schéma de développement des aménagements et aménités destinés aux cyclistes à l'échelle de la commune.

Sur la base des diagnostics existants, et du travail réalisé par l'agence Leclercq, notamment la structuration du projet de l'arc paysager, et de l'atelier LD sur les secteurs du Centre-ville et de Gallieni, mais également du Plan de développement des circulations douces du Département, l'étude proposera un schéma de développement des mobilités douces/actives permettant de mailler le territoire, qui traitera notamment les volets suivants :

- **Programmation d'un réseau cyclable cohérent et sécurisé.** L'étude proposera, en fonction des opportunités de fréquentation des différents axes des réseaux routiers communal et départemental, un projet de réseau cyclable hiérarchisé. Elle identifiera pour chaque axe proposé à une requalification, la typologie d'aménagement (zone apaisée, zone 30, bande, piste cyclable, voie verte...) et le profil sécurisé adéquat. Ce réseau communal sera dessiné en complète cohérence avec les schémas supra, établis ou en cours d'élaboration par la région (RER vélo), le département (schéma départemental), l'EPT, la MGP (Plan vélo) et les collectivités voisines, notamment le Conseil départemental de Seine Saint-Denis qui a approuvé une stratégie vélo en 2019
- **Intégration du stationnement vélo dans l'aménagement.** L'étude proposera l'implantation de dispositifs de stationnement vélo, libres ou sécurisés, au sein des opérations visées au PPA, et sur le reste de l'espace public de la commune. Elle proposera enfin l'ajout à la charte pour l'aménagement et la qualité architecturale de préconisations spécifiques pour la création de stationnement sécurisé dans les opérations immobilières.

Le besoin sera précisé dans le cadre du cahier des charges de l'étude, notamment en termes de circulations piétonnes. Ce schéma de développement portera une attention particulière à la structure démographique de la commune et veillera à adapter les propositions aux différents publics (personnes âgées, personnes à mobilité réduite,...).

- ✓ Pilotes : Ville/ EPT
- ✓ Partenaires associés : Etat, MGP, Région Île-de-France, Banque des Territoires, CD92, Gennevilliers, L'Île-Saint-Denis, CD93, Plaine Commune, IDFM ?
- ✓ Calendrier : Une première rencontre du groupe de travail afin de partager les démarches déjà engagées, de préciser la feuille de route générale et d'identifier les besoins en étude ou ingénierie sera organisée à l'automne 2021.
- ✓ Coût estimé de l'étude Déplacements : 100 000 €
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP, IDFM ? CD92 ? Etat ?
- ✓ Coût estimé du schéma de développement des mobilités piétonnes et cyclables : 50 000 €
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP, Région ? CD92 ? Etat ?

6.8. Mise en place d'un groupe de travail sur la Seine et pilotage d'un diagnostic préalable au réaménagement des berges

Les berges de Seine sont à la croisée de nombreux enjeux. Leur aménagement représente un rôle clé dans la réussite du projet de territoire : elles constituent à la fois une composante majeure de la trame verte et bleue, un support pour la biodiversité et les déplacements actifs, l'espace public qualitatif accessible à tous qui fait la jonction entre la ville et son fleuve, la première ligne du territoire en cas d'inondation, et l'interface multimodale pour la logistique fluviale. Il apparaît dès lors opportun d'envisager la programmation et l'encadrement de leur évolution, pour une valorisation de l'ensemble de ces composantes.

Un des premiers objectifs pour le groupe de travail sera de définir et d'assurer le suivi du réaménagement des Quais de Seine. Il sera chargé du suivi de l'ensemble des démarches qui concernent les berges de Seine. Dans un premier temps, il sera chargé de piloter un travail de diagnostic des enjeux par secteur puis de définition de pistes de réaménagement des berges. Les partenaires du PPA ont déjà ciblé un secteur d'intérêt au Nord de l'OIM, au niveau du chantier naval et le projet du centre-ville prévoit la requalification des berges sur une première section au sud du pont de l'île Saint-Denis. Cette mission d'étude, dont le cadrage sera précisé lors des premières réunions du groupe de travail, devra notamment prendre en compte les risques de concurrence entre les aménagements prévus sur les quais de Seine côté Villeneuve-la-Garenne et côté Île-Saint-Denis. A titre d'exemple, la construction d'une base nautique est prévue sur les quais de L'île-Saint-Denis à l'occasion des JO de Paris 2024.

Les partenaires de ce groupe de travail pourront apporter, en données sources de l'étude à lancer, les livrables des démarches déjà réalisées sur la thématique « Quais de Seine » et pouvant impacter, orienter la réflexion à mener sur Villeneuve-la-Garenne. Le plan de financement de ces aménagements pourra faire l'objet d'un avenant au PPA.

Le groupe de travail intégrera à ses réflexions la gestion de l'eau et pourra porter des démarches spécifiques portant sur le bras de Seine qui sépare Villeneuve-la-Garenne de l'île-Saint-Denis.

- ✓ Pilotes : MGP, Ville, EPT
- ✓ Partenaires associés : Région, CD92, Etat, Banque des Territoires, Gennevilliers, EPT Plaine Commune, L'île-Saint-Denis, CD93, Haropa ? VNF ? EPTB ?
- ✓ Calendrier : Une première rencontre du groupe de travail afin de partager les démarches déjà engagées, de préciser la feuille de route générale et d'identifier les besoins en étude ou ingénierie sera organisée à l'automne 2021.
- ✓ Coût estimé : 60 000 €
- ✓ Co-financements : Ville/EPT, MGP, CD92, VNF ? Haropa ? Etat ?

6.9. Mise en place d'un groupe de travail pour identifier les potentiels de renaturation à l'échelle de la commune à intégrer au PLUi

La renaturation représente un outil pour lutter contre les ilots de chaleur urbains dans le contexte du réchauffement climatique. Par ailleurs, la commune de Villeneuve-la-Garenne présente des enjeux majeurs en termes de continuités écologiques à l'échelle régionale. Le PLUi prévoit de cibler dans son zonage des secteurs propices à la renaturation. Ce groupe de travail aura pour objectif de déterminer

ces secteurs et articulera cette démarche avec l'étude des potentiels de densification de la zone d'activités économiques, avec les réflexions du groupe de travail sur les berges de Seine et avec les stratégies des autres collectivités (MGP, Conseil départemental des Hauts-de-Seine)

- ✓ Pilotes : Ville, MGP, EPT, Etat
- ✓ Partenaires associés : CD92, Région, Banque des Territoires, CD93, Gennevilliers, Cerema ?
- ✓ Calendrier : Une première rencontre du groupe de travail afin de partager les démarches déjà engagées, de préciser la feuille de route générale et d'identifier les besoins en étude ou ingénierie sera organisée à l'automne 2021.
- ✓ Coût estimé : à déterminer dans le cadre du groupe de travail

6.10. Mise en place d'un groupe de travail sur la valorisation du patrimoine paysager, urbain et architectural de Villeneuve-la-Garenne

Afin de développer la prise en compte du volet patrimonial à Villeneuve-la-Garenne et à l'échelle de la boucle nord de la Seine de manière générale, des travaux doivent être menés afin de caractériser l'intérêt patrimonial des typo-morphologies, du bâti ou des paysages existants et viserait à mieux les faire reconnaître (labels, inscription, plans de paysage, dispositifs de protection éventuels, etc.). Ce travail pourrait être mené à l'échelle intercommunale et procéder dans un premier temps par le pilotage d'une étude de recensement du patrimoine.

- ✓ Pilotes : Ville, EPT, Etat
- ✓ Partenaires associés : Région, Gennevilliers, L'Île-Saint-Denis, Plaine Commune, CD92, CAUE92
- ✓ Calendrier : Une première rencontre du groupe de travail afin de partager les démarches déjà engagées, de préciser la feuille de route générale et d'identifier les besoins en étude ou ingénierie sera organisée à l'automne 2021.
- ✓ Coût estimé : A déterminer dans le cadre du groupe de travail

7. Gouvernance du contrat et pilotage

Le PPA permettra la consolidation de la gouvernance autour du projet en instaurant des instances chargées de suivre l'avancement du projet. Chaque signataire du contrat de PPA désigne au sein de ses services un référent PPA, dont le rôle est notamment de mobiliser les expertises et ressources de sa structure selon les besoins du projet. Trois instances sont mises en place : le comité de pilotage, le comité technique et un comité technique restreint en charge de l'animation du PPA.

Le Maire, de par sa fonction et sa proximité avec les habitants, est l'animateur privilégié du PPA.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage, co-présidé par le maire de Villeneuve-la-Garenne, le président de la MGP, le président de l'EPT Boucle Nord de Seine et le Préfet des Hauts-de-Seine est composé par ailleurs des autres signataires et partenaires du contrat.

La MGP assure le secrétariat de l'instance (convocation, animation, compte-rendu). Ce comité de pilotage se réunit a minima 2 fois par an.

Il a pour mission d'assurer le suivi stratégique de l'exécution du présent contrat, en particulier pour :

- Piloter l'ensemble des actions et s'assurer de la cohérence globale du projet
- Prendre les décisions nécessaires suite aux propositions d'arbitrages ou d'orientations nouvelles formulées par le comité technique, qui lui permettront d'avancer sur certains points du projet
- Décider la mise en place d'avenants éventuels au présent contrat, notamment pour mettre en œuvre les orientations et actions nouvelles ou intégrer les nouveaux signataires ou partenaires

7.2. Le comité technique

Le comité technique est composé des référents PPA des signataires du contrat, de leurs collaborateurs jugés utiles en fonction de l'ordre du jour et, en tant que de besoin, d'autres acteurs non signataires. Il est animé par la MGP et la ville qui s'assurent de son organisation et également de la préparation du comité de pilotage. Ce comité technique se réunit a minima 4 fois par an.

Il a pour mission d'assurer le suivi de la réalisation du présent contrat, en particulier pour :

- Préparer les COPIL
- Assurer le suivi du projet et son bon développement
- Tirer le bilan des études et actions engagées et s'assurer de la cohérence globale
- Rechercher des solutions de consensus pour formuler des propositions d'arbitrage nécessaires à la bonne réalisation du projet et le cas échéant les ajustements nécessaires de la stratégie à soumettre au comité de pilotage

Par le biais de cette gouvernance, les partenaires s'accordent sur les modalités (maîtrise d'ouvrage et financement) de mise en œuvre des études, des actions foncières et des travaux dans le respect d'une part des engagements mutuels au titre du présent contrat, d'autre part de leurs compétences et de leurs instances décisionnelles respectives.

7.3. Le comité technique restreint

Un comité restreint formé de la Ville, l'État, MGP, EPT et GPA sera responsable de l'animation du PPA et de la coordination opérationnelle de l'ensemble des actions prévues dans ce cadre. Il se réunira autant que nécessaire et sera chargé de suivre l'avancement et le bon déroulement de chaque action prévue par le PPA.

7.4. Les référents du PPA

Chaque signataire désignera un référent PPA en son sein, dont le rôle sera notamment de mobiliser les expertises et ressources de sa structure selon les besoins du projet.

Sont d'ores et déjà désignés :

- Pour l'Etat : le service Planification et Aménagement durable (DRIEA – UD92)
- Pour la ville de Villeneuve-la-Garenne : le pôle Aménagement et attractivité territoriale
- Pour la MGP : la Direction de l'Aménagement métropolitain
- Pour l'EPT Boucle Nord de Seine : la direction du développement territorial
- Pour Grand Paris Aménagement : la direction territoriale Grand Paris Ouest
- Pour le Conseil départemental des Hauts-de-Seine : la direction du développement territorial
- Pour la Région Île-de-France : la direction de l'action territoriale et la direction de l'aménagement

8. Mise en œuvre du contrat et engagement des parties

8.1. Durée et actualisation

La durée de validité du présent contrat de PPA est fixée à 15 ans à compter de sa signature. Sa durée correspond à la durée estimée de réalisation du projet.

Comme tout contrat, le présent PPA pourra être modifié par voie d'avenant. Cet avenant devra être présenté au comité de pilotage et validé par tous les signataires.

Sont notamment considérées comme substantielles et devront faire l'objet d'un tel avenant les modifications portant sur :

- L'ajout d'un nouveau partenaire et/ou signataire
- L'ajustement substantiel des concours financiers des études et actions prévus dans le présent contrat
- L'intégration d'actions et/ou d'études nouvelles, notamment après les points d'étapes
- Toute modification du périmètre initial
- La prolongation du présent contrat au-delà d'un an, passé le délai contractuel des 15 ans.

8.2. Engagement des parties

L'ensemble des signataires s'engage à :

- Participer à la gouvernance du PPA
- Elaborer et mettre en œuvre la stratégie définie dans le cadre du PPA
- Mettre en commun les données à leur disposition concernant les sujets traités dans le cadre du PPA
- Partager les conclusions des études et des démarches sur des sujets liés au PPA, que ces études et démarches, réalisées ou à mener, soient conduites dans le cadre du PPA ou en dehors
- Accompagner le financement des équipements publics (équipements scolaires, liés au désenclavement de la commune)
- Accompagner le financement des études pour lesquelles ils sont identifiés comme maître d'ouvrage ou co-maître d'ouvrage

La ville de Villeneuve-la-Garenne s'engage à :

- Assurer avec l'EPT Boucle Nord de Seine, la MGP et l'Etat l'animation du dispositif de gouvernance à l'échelle de l'ensemble du périmètre (Comité de pilotage, Comité technique, Comité restreint) et l'association des différents partenaires financeurs à toutes les étapes des différents projets,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue en partie 6 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences,
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile,
- Elaborer une stratégie fiscale communale en cohérence avec les enjeux du projet de Ville autour des recettes affectées à l'aménagement ainsi que le besoin en financement des équipements publics : taux de TA communale, PUP
- Organiser la concertation avec les habitants tout au long du projet,
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

La Métropole du Grand Paris s'engage à :

- Assurer avec l'Etat, l'EPT Boucle Nord de Seine et la Ville de Villeneuve-la-Garenne l'animation du dispositif de gouvernance à l'échelle de l'ensemble du périmètre (Comité de pilotage, Comité technique),
- Apporter un soutien méthodologique et financier aux études et actions prévues au contrat (et décrites en partie 6)
- Apporter un soutien financier aux opérations d'équipement qui découleraient de ces études dès lors qu'elles correspondent à ses domaines d'intervention et de compétences,
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

L'EPT Boucle Nord de Seine s'engage à :

- Assurer avec la Ville de Villeneuve-la-Garenne, la MGP et l'Etat l'animation du dispositif de gouvernance à l'échelle de l'ensemble du périmètre (Comité de pilotage, Comité technique) et l'association des différents partenaires financeurs à toutes les étapes des différents projets,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue en partie 6 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences,
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile,
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

L'Etat s'engage à :

- Assurer avec l'EPT Boucle Nord de Seine, la MGP et la Ville de Villeneuve-la-Garenne l'animation du dispositif de gouvernance à l'échelle de l'ensemble du périmètre (Comité de pilotage, Comité technique),
- Contribuer au financement des actions et études de l'article 6 du contrat et sur lesquelles sa participation est prévue pour une enveloppe maximale globale de 350 000 euros Des financements complémentaires pourront être décidés par voie d'avenants. Les financements feront l'objet de décisions attributives de subvention au fur et à mesure de l'avancement des actions, considérant que le présent contrat constitue une convention-cadre valant demande de subvention.
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile,
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

Grand Paris Aménagement s'engage à :

- Être membre du Comité de pilotage et participer aux réunions du Comité technique,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue à l'article 6 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences,
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile,
- Participer à la concertation avec les habitants dans le périmètre de l'OIM en partenariat avec la ville

- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

La Région Ile-de-France s'engage à :

- Participer au Comité de pilotage,
- Participer aux réunions du Comité technique, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines de compétences,
- Apporter un soutien méthodologique aux études et actions prévues au contrat (et décrites à l'article 6)
- Apporter un soutien financier aux actions du PPA dès lors qu'elles correspondent à ses domaines d'intervention et de compétences
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

Le Conseil départemental des Hauts-de-Seine s'engage à :

- Participer au Comité de pilotage,
- Participer aux réunions du Comité technique, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines de compétences,
- Apporter un soutien méthodologique et technique aux études et actions prévues au contrat (et décrites à l'article 6)
- Assurer les études et actions prévues au contrat dès lors qu'elles concernent les compétences du Département
- Apporter un soutien financier aux opérations d'équipement qui découleraient de ces études dès lors qu'elles correspondent à des opérations relevant de ses compétences ou équipements subventionnables dans le cadre des aides aux communes
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

L'EPFIF s'engage à :

- Être membre du Comité de pilotage et participer aux réunions du Comité technique,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue à l'article 6 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences,
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile,
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

La Banque des Territoires s'engage à :

- Participer au Comité de pilotage,
- Participer aux réunions du Comité technique, ainsi qu'aux réunions de conduite des différentes études prévues au PPA qui correspondent à ses domaines d'intervention,
- Apporter un soutien méthodologique et technique aux études et actions prévues au contrat dès lors qu'elles correspondent à ses domaines de compétences (et décrites à l'article 6)
- Apporter un soutien financier aux actions du PPA dès lors qu'elles correspondent à ses domaines d'intervention et de compétences : crédit d'ingénierie tels qu'identifiés à l'annexe financière, prêts aux collectivités, co-investissement dans des sociétés de projets

- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat.

Liste des documents de référence :

- Stratégie territoriale de l'EPT BNS
- Convention NPRU (quartier + cadre)
- Convention d'intervention foncière EPFIF

Liste des annexes au PPA :

- Tableau de synthèse du plan d'action, de leur financement et planning
- Périmètre du PPA

9. Signatures

Fait à Villeneuve-la-Garenne, le.....
en 10 exemplaires originaux

Le Maire de Villeneuve-la-Garenne,

Pascal PELAIN

Le Président de la Métropole du
Grand Paris,


Patrick OLLIER



Le Préfet des Hauts-de-Seine,

Laurent HOTTIAUX

Le Président de l'EPT Boucle Nord de
Seine,

Georges MOTHRON

Le Président du Conseil
départemental des Hauts-de-Seine,

Georges SIFFREDI

La Présidente de la Région Île-de-
France,

Valérie PECRESSE

Le Directeur général de Grand Paris
Aménagement

Stephan DE FÄY

Le Directeur général de
l'Etablissement public foncier d'Île-
de-France

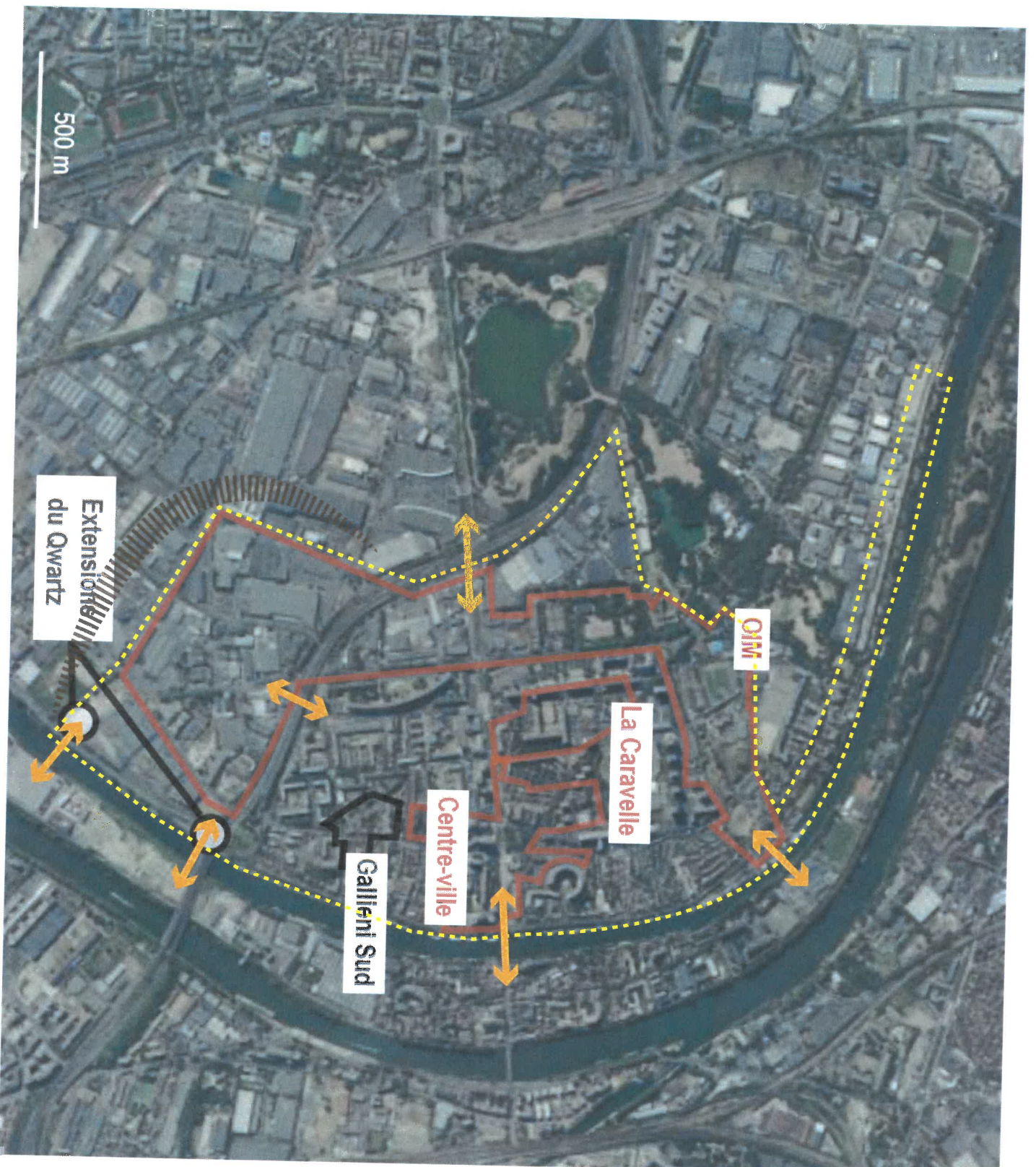
Gilles BOUVELOT

Le Directeur régional Île-de-France
de la Banque des Territoires,

Richard CURNIER

						Les taux de financement sont des taux maximum et les contributions précises seront déterminées lors de la mise en œuvre de chaque action																					
						FINANCEMENT PREVISIONNEL																					
ACTION	DETAIL	PILOTES	PARTENAIRES ASSOCIES	CALENDRIER	COÛT ESTIME (HT)	COMMUNE DE VILLENEUVE LA GARENNE/EPT BOUCLE NORD DE SEINE	MGP	CD92	RÉGION ÎLE DE FRANCE	Part Etat	GRAND PARIS AMENAGEMENT	EPIF	RTE	GENNEVILLIERS	L'ILE-SAINT-DENIS	EPT PLAINE COMMUNE	CD93	ANRU	BANQUE DES TERRITOIRES	SOGEPROM VINCI	ALTAREA COGEDIM	AUTRES					
1. ETUDE CADRE DE PROGRAMMATION		Ville/MGP/EPT	EPFIF/Etat/GPA/Banque des Territoires/Plaine Commune/Région Île-de-France/Gennevilliers	2021-2022	150 000	25 %	50 %			50 %		Au prorata du volet foncier de l'étude								Missions 2 et 3 à hauteur de 50 % max du financement des collectivités							
2. DEFINITION D'UNE STRATEGIE DE VALORISATION ET DE DENSIFICATION DES ZAF	Mission d'AMO pour l'élaboration d'un diagnostic des zones d'activités économiques et d'une stratégie d'intervention		GPA/CD92/Région/Banque des Territoires/Etat/EPFIF/Gennevilliers/Plaine Commune	2021-2022	100 000						Eventuellement démarche interne à coordonner	25 %													50 % max du financement des collectivités. Accompagnement, le cas échéant à la mise en œuvre opérationnelle (co-investisseur minoritaire dans des sociétés de projet)		
3. GROUPE DE TRAVAIL FONCIER		Ville/MGP/EPT	EPFIF/Etat/GPA	Première réunion du GT en septembre 2021	Ingénierie interne																						
4. GROUPE DE TRAVAIL RESILIENCE TERRITORIALE	Etude visant à améliorer la résilience territoriale face au risque inondation	Ville/EPT/Etat (DRIEA)/MGP	GPA/Banque des Territoires/ Région Île-de-France/ AESN ? Haropa ? VNF ? EPTB ?	Première réunion du GT à l'automne 2021. Une étude pourrait être lancée en 2022	Phase 1 : Ingénierie interne Phase 2 études : montant et participations à définir par avenant																						
5. MISSION D'AMO DEVELOPPEMENT DURABLE		Ville/MGP/EPT/Etat (ARS, DRIEA)	EPFIF/Région/ Gennevilliers/Opérateurs ? Ademe ?	Phase 1 : 2022-2023 puis Phase 2 : à partir de fin 2022 pour une durée de 4 ans	Phase 1 : 50 000 Phase 2 : 25 000 annuels Total : 150 000	25 %	50 %			Phase 1 : 50 % Phase 2 : 50 % pendant 4 ans	En phase opérationnelle											Ademe ?					
6. OPCU		Ville, MGP, EPT	GPA/ RTE /Autres opérateurs	A partir de fin 2022 pour une durée de 4 ans	400000 (100 000/an)	25 %	50 %			50 %			En attente retour RTE					A déterminer une fois convention ANRU passée en comité d'engagement	Les financements alloués seront précisés dans la convention ANRU sur le quartier du centre-ville								
7. GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DE DESENCLAVEMENT	Etude de déplacements	Ville/EPT	Etat/MGP/Région/Banque des Territoires/CD92/ Gennevilliers/ ISD/CD93/ Plaine Commune/ IDFM ?	2022	100 000	25 %	25 %			50%*												IDFM ?					
	Schema de developpement des mobilités douces	Ville/EPT	Etat/MGP/Région, Banque des Territoires, CD92, Gennevilliers, ISD CD93, Plaine Commune	2022	50 000	25 %	25 %		Appel à projets à confirmer	50%*																	
8. GROUPE DE TRAVAIL SEINE	Mission d'AMO pour la réalisation d'un diagnostic et l'élaboration de pistes d'aménagement	Ville/EPT/MGP	Région/CD92/Etat/Banque des Territoires/Haropa ? VNF ? EPT Plaine Commune/ISD/ CD93 /Gennevilliers/EPTB ?	2022-2023	60 000	25 %	25 %	A définir		50%*												VNF ? Haropa ?					
9. GROUPE DE TRAVAIL POUR IDENTIFIER LES POTENTIELS DE RENATURATION		Ville/MGP/EPT/Etat	CD92/Région/Banque des Territoires/ Gennevilliers/Cerema ? CD93	Première réunion du GT à l'automne 2021	Phase 1 : Ingénierie interne Phase 2 études : montant et participations à définir par avenant																						
10. GROUPE DE TRAVAIL SUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE PAYSAGER, URBAIN ET ARCHITECTURAL	Etude du recensement et d'analyse du patrimoine communal	Ville/EPT/Etat (DRAC/DRIEA)	Région/Gennevilliers/ ISD/Plaine Commune/CAUE92/CD92	Première réunion du GT à l'automne 2021	Phase 1 : Ingénierie interne Phase 2 études : montant et participations à définir par avenant																	Communes et EPT limitrophes, en fonction du périmètre de l'étude					

* Il est précisé que ces actions ne bénéficieront d'une participation de l'Etat que dans le cas où les participations de l'ensemble des autres co-financiers ne permettraient pas d'atteindre 100 %



Périmètre du PPA



connexions inter ou intra communales à renforcer et/ou constituer



porosités entre les zones d'activités de Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne à travailler



principaux périmètres opérationnels



autres opérations d'aménagement en cours

**Annexe n°4 à la délibération - fiche-projet EX061118
modifiée**

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-417

Modifiée par CP n°2022-103 du 23 mars 2022

DOSSIER N° EX061118 - Recyclage de la friche Thalès ZAC Guyancourt - ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE PARIS-SACLAY

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)

Délibération Cadre : CP2021-63 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204181-152005-1700

Action : 15200501- Plan Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	3 497 900,61 € HT	57,18 %	2 000 000,00 €
Montant total de la subvention			2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D
AMENAGEMENT PARIS SACLAY

Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL
91400 ORSAY

Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial

Représentant : Monsieur PHILIPPE VAN DE MAELE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ZAC GUYANCOURT- friche Thalès.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 21 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Implanté sur un site industriel sans fonction depuis 2008 (anciennement appartenant au groupe Thalès), le projet de la ZAC Guyancourt s'inscrit dans une logique de recyclage foncier limitant au maximum l'artificialisation des sols. L'opération projetée transformera cette friche industrielle en un quartier de gare mixte sachant combiner intensité urbaine et mise en valeur des enjeux écologiques du site. Ce terrain de 22 hectares a également vocation à devenir une nouvelle polarité à l'échelle de la ville et de l'agglomération. Son programme répondra aux besoins du territoire en logements et en locaux à vocation économique. Son aménagement, inscrit dans une démarche de couture urbaine installera des porosités et donc du lien avec les quartiers alentours (en particulier au travers de cheminements dédiés aux modes actifs). L'arrivée de la ligne 18 à horizon 2030 placera Guyancourt au cœur du cluster Paris-Saclay.

Son programme prévisionnel prévoit à ce stade environ :

- 1 800 logements (50% en accession libre, 25% en accession sociale ou aidée et 25% en locatif social),
- 150 000 m² de surfaces dédiées au développement économique ainsi que des équipements publics dont un pôle multimodal.

Le projet intègre la mise en valeur du patrimoine architectural ; il s'agit de réhabiliter les travées situées à l'extrémité sud des halles Thalès ainsi que la tour de visée, bâtiments réalisés par l'architecte Renzo Piano. La démarche de requalification urbaine passe également par la mise en valeur du patrimoine paysager du site. Elle a ainsi pour objectif de réaménager les espaces verts préexistants en parc et de remettre en fonction les bassins qui ont, eux aussi, été préservés de la démolition pour ouvrir au public un vaste ensemble composé de la halle (plus de 8 000 m²) et du parc sud (environ 5 hectares).

Le projet urbain définitif porté par l'EPA Paris-Saclay s'implante sur l'ensemble de la parcelle Thales et s'étend au-delà, le long des axes de communication majeurs au travers desquels seront ménagées des porosités permettant de le connecter aux quartiers avoisinants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 57,18%.

Conformément au règlement d'intervention, le montant maximum de subventionnement des travaux s'élève à 2 000 000 €.

Localisation géographique :

- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MOE aménagements entrée de quartier et abords de la halle Piano	249 627,10	7,14%
Travaux d'aménagements de l'entrée de quartier et abords de la halle Piano	3 248 273,51	92,86%
Total	3 497 900,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	2 000 000,00	57,18%
Autofinancement	1 497 900,61	42,82%
Total	3 497 900,61	100,00%